

Diasporiques

Sommaire

Éditorial :

- Mobiliser contre l'antisémitisme 2

Entretien

- Pierre Vidal-Naquet 3

Actualité

- Lettre de Ramallah 7
Effondrement international... 11
Genève : un accord pour deux peuples 10

Culture

- Les livres** 12
Littérature : Brasier de mots 16
Les histoires de la rue Pairolière 19
Les arts :
Serge Kantorowicz 22

Textes

- Laïcité : l'Allemagne 24
La communauté juive de Halle 25
Lettre à l'Oncle Imre 27
Quelques remarques sur un livre... 28
Réfléchir au diasporisme... 30
Le journal « Peace News »... 32
En Algérie, naguère... 36
Le travail pédagogique du CDJC 38

La Mémoire : Rhodes, île juive...

La vie du Cercle :

- Débat avec Monique Canto-Sperber 42

Tribune libre : Juifs de Belgique

Convivialité

Humeur

Le Cercle Gaston-Crémieux



Photo Martine Kila

À Rhodes, le souvenir d'une communauté séfarade disparue (page 40)

n° 28

Décembre 2003

Publié avec le concours du
Centre National du Livre

Diasporiques est une revue trimestrielle. Prix au numéro : 5,50 Euros.
Conditions d'abonnement : voir page 51

Mobiliser contre l'antisémitisme, mais de quelle façon ?

Historiens et sociologues font œuvre utile lorsqu'ils analysent de façon différentielle antisémitisme et racisme. Les citoyens, eux, n'ont nul besoin de distinguer ces deux formes d'abjection sociale et les États ont le devoir de les réprimer, l'une et l'autre, avec une impitoyable fermeté. Parlons néanmoins spécifiquement de l'antisémitisme en France, aujourd'hui : le silence à ce sujet n'est pas possible au moment où se commettent de nouveaux actes de violence, spectaculaires et fortement médiatisés, à l'encontre de Juifs ou d'établissements juifs.

On ne peut qu'être sensible à l'émotion ressentie à ce propos par nombre de Français et par les plus hautes autorités de l'État. Il est bon d'entendre des compatriotes non juifs exprimer ce qu'il convient de penser et de dire en pareilles circonstances : en la matière, nul n'est si bien servi que par les autres ! Faut-il pour autant « mobiliser contre l'antisémitisme », comme le titrait en gros caractères *Le Monde* du 18 nov. et comme le souhaite apparemment le président de la République ? Mobiliser, donc changer radicalement de moyens de lutte contre un fléau dont on ne peut quand même pas affirmer qu'il est... radicalement nouveau ? Et si oui, de quelle façon ?

Le vieux fond antisémite d'une partie des Français « de souche » n'a sûrement pas disparu mais, le plus souvent, il n'ose plus s'exprimer ouvertement et il ne semble pas qu'il soit aujourd'hui en progression. La seule chose nouvelle dans les actuelles manifestations antisémites est leur montée en puissance dans les milieux issus de l'immigration, et, pour l'essentiel, de l'immigration

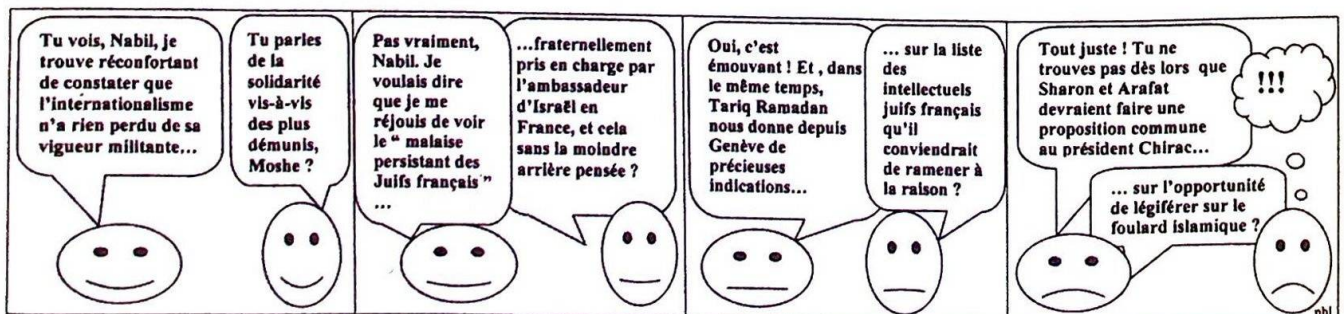
maghrébine. Les violences verbales ou physiques de certains *Beurs* contre les *Feujs* sont à la fois odieuses et consternantes. Odieuses, point n'est besoin de commentaire. Consternantes parce qu'elles sont aussi l'expression dévoyée du malaise ressenti par un certain nombre de jeunes mal dans leur peau, mal intégrés, pour lesquels le fameux ascenseur social a aussi peu de chances de fonctionner que celui, matériel, de leur tour de banlieue, et qui sont hélas heureux quand un keuf, un yankee ou un feujs se font, ici ou là, démolir.

Qui pourrait reprocher à ceux qui sont directement exposés à ces violences de les dénoncer avec indignation et de demander qu'il leur soit mis sans délai un terme définitif ? La seule question qui se pose est d'éviter que les remèdes n'aggravent la situation plutôt que de l'améliorer. Et, pour ce faire, il faut rappeler sans relâche qu'il est impossible de traiter ce problème « en bloc », à l'aveuglette, dans une logique essentiellement répressive et sans faire l'effort d'en mieux distinguer les composantes économiques, sociales et culturelles. S'efforcer sans relâche de nouer le dialogue, avec les jeunes notamment, est au moins aussi important que de réprimer les violences. On ne peut en particulier faire l'impasse sur le conflit du Proche-Orient ni éviter que les sympathies des Beurs aillent plutôt vers les Palestiniens. Et l'ambiguïté entretenue entre judéité et engagement sioniste, le soutien quasi inconditionnel apporté à la politique israélienne actuelle par ceux qui prétendent représenter la « communauté juive » ne facilitent guère les choses. Mais aussi, plus généralement, la tentation, qui ne fait que croître,

de confondre Juif et Israélien ! Ainsi, sous la plume du rédacteur de l'article intitulé : « Le malaise persistant des Juifs de France », *Le Monde* daté du 18 nov. (p. 10) écrivait : « Depuis trois ans maintenant, un malaise a envahi les Juifs de France : à cause de la poussée des actes antisémites, dont l'origine remonte à octobre 2000, un grand nombre d'entre eux commencent à craindre sérieusement pour leur sécurité. Au point que Nissim Zvili, ambassadeur d'Israël en France, a déclaré dimanche dernier... » ? Et voilà l'ambassadeur d'Israël en France promu de facto porte-parole des « Juifs de France » ! Comment voulez-vous qu'un jeune Beur s'y retrouve de nos jours, si même *Le Monde* se fait l'écho d'une telle confusion ?

Les Juifs les plus directement exposés aux manifestations d'antisémitisme ont de bonnes raisons d'être inquiets. Que la loi et les institutions de la République les protègent avec efficacité est bien la moindre des exigences vis-à-vis d'un État de droit. Mais ne peut-on néanmoins leur demander de ne pas se laisser entraîner dans une spirale infernale de peurs et de haines, de rester vigilants vis-à-vis de toute récupération et enfin, malgré leurs légitimes rancœurs, de ne pas récuser eux-mêmes toute possibilité de dialogue avec leurs adversaires d'aujourd'hui et néanmoins compatriotes ? Un tel appel peut sembler naïf, mais de la réponse qui lui sera donnée dépend, aujourd'hui, l'efficacité réelle de la lutte contre l'antisémitisme. En dépend aussi la crédibilité même du modèle républicain, laïque et démocratique, dans sa capacité de contrer toutes les formes de racisme, quelles qu'elles soient. ■

Moshe et Nabil dialoguent



*« Être juif n'a de sens que dans la perspective
de continuer une histoire »*

Entretien avec Pierre Vidal-Naquet, historien de l'Antiquité

Pierre Vidal-Naquet est bien connu pour la série de positions courageuses qu'il a prises à de nombreuses reprises, et en particulier, pendant la guerre d'Algérie, lors de la « disparition » du jeune mathématicien Maurice Audin ou encore vis-à-vis du conflit du Proche-Orient. Spécialiste de l'histoire ancienne grecque mais aussi de l'histoire juive, auteur de nombreux ouvrages et de non moins nombreuses préfaces, membre fondateur du Cercle Gaston-Crémieux, il a bien voulu répondre aux questions de Diasporiques sur ses motivations en tant qu'historien mais aussi que Juif laïque carpentassien, porteur d'une double mémoire, ashkénaze et sépharade.

Et le Cercle Gaston-Crémieux vint...

Diasporiques : C'est la première fois que *Diasporiques* a un entretien avec un fondateur du Cercle Gaston-Crémieux et nous n'avons pas oublié que c'est à vous que nous devons d'avoir désigné d'un nom propre – et de ce nom¹ – cette association créée en 1967. Dans quelles conditions quelqu'un comme vous a-t-il ressenti le besoin de cette innovation ?

Pierre Vidal-Naquet : Il y a eu au milieu des années soixante une sorte de reflux identitaire, qui charriait le meilleur et le pire, et Richard Marienstras – dont j'ai fait la connaissance à cette occasion – m'a contacté pour savoir si j'accepterais d'adhérer à un cercle juif qui ne serait pas sioniste (qui serait même étranger au sionisme), qui ne poserait pas la question de la citoyenneté, considérée comme résolue, et qui exprimerait une certaine forme d'identité juive – celle que Richard appelait alors *nationalitaire*. Je n'étais pas d'accord avec cette appellation mais je trouvais que le cercle était un lieu où l'on pouvait dialoguer, discuter, créer, et je lui ai donc donné mon accord. Au demeurant, cette adhésion est concomitante du début de mes recherches historiques juives. Jusque là j'avais bien publié deux ou trois articles relatifs à la judéité, mais je n'avais pas encore entrepris de travail de fond à ce sujet. Et le premier – qui a bien sûr mis des années à mûrir – a été mon travail sur Flavius Josèphe,

dont j'ai présenté le résultat en primeur au Cercle !

D. : Le lien entre votre participation au Cercle Gaston-Crémieux et l'orientation thématique de vos travaux d'historien n'est quand même pas une relation de cause à effet ?

PVN. : Je ne peux pas vraiment dissocier l'une et l'autre. Mon métier d'historien m'a conduit – tardivement ! – à m'intéresser d'abord à la place des Juifs dans le monde hellénistique, et puis j'ai entrepris cette étude sur Flavius Josèphe. En fait, un homme a joué un très grand rôle à cette époque dans mon évolution : Jérôme Lindon. C'était un Juif assez observant. Il connaissait l'hébreu. Il avait publié une traduction commentée de Jonas dans les années cinquante, en quelque sorte une apologie de la trahison. Et cela a évidemment un lien direct avec le sous-titre de mon Flavius Josèphe, qui est, je vous le rappelle : « *Du bon usage de la trahison* ». Trahir, c'est, d'une certaine manière, écrire l'histoire... Bien entendu, cette idée a fait en son temps scandale !

D. : Trahir, c'est écrire l'histoire parce que c'est créer une rupture fondamentale et fondatrice ?

¹ Gaston Crémieux était un Communiste marseillais. Voir en dernière page de *Diasporiques*.

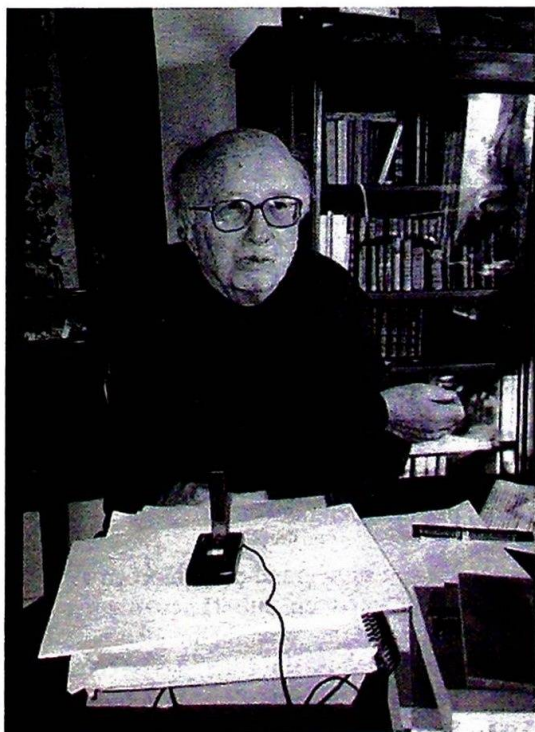


Photo Ph. Lazar



PVN. : Oui, et c'est aussi avoir un regard sur le passé qui soit en même temps dialogue entre aujourd'hui et hier.

D. : Un dialogue conflictuel ?

PVN. : Inévitablement !

Nationalitaire ? non !

D. : Vous semblez réservé sur le mot nationalitaire. Que mettez-vous exactement derrière ce mot, dont, bien que l'ayant moi-même utilisé, je dois reconnaître que je ne suis pas tout à fait sûr d'avoir jamais parfaitement compris son sens précis ?

PVN. : Nationalitaire, franchement, je ne le suis pas ! Il est trop tard pour moi de renier le Juif laïque et français que je suis. À mon sens cela signifiait, pour Richard Marienstras et quelques autres, qu'il pouvait y avoir un point commun entre les identités juive, occitane, bretonne et surtout corse. Un des projets de Richard, quand il a fondé le Cercle, était la création d'un lycée plurinationalitaire. J'ai dit, dans ma préface au livre de Richard *Être un peuple en diaspora*², que, non sans douleur, je ne pouvais pas me faire totalement à ces idées. Pour moi, être juif n'a de sens que dans la perspective de continuer une histoire et, d'autre part et surtout, d'écrire l'histoire. D'où les travaux que j'ai entrepris et qui ont abouti à des livres : *Flavius Josèphe ou du bon usage de la trahison*, et aussi *Hérodote et l'Atlantide, entre les Juifs et les Grecs*. Incidemment, j'ai repris actuellement mes travaux sur ce mythe. Depuis Platon jusqu'à nos jours, on n'a cessé d'inventer et de publier sur ce thème, qui recoupe en de nombreux points la question juive puisque, très tôt, l'Atlantide a été située en Palestine...

D. : Si je vous suis bien, il y a une double contestation dans ce que vous dites : celle du mot nationalitaire lui-même et celle du rapprochement, que vous trouvez artificiel, entre des histoires ou des cultures à vos yeux par trop différentes ?

² Richard Marienstras, *Être un peuple en diaspora*, Maspéro, 1971.

PVN. : Là où j'accepte cette idée, c'est lorsque Richard parle de la *vocation minoritaire*. Mais que celle-ci ait quelque chose à voir avec l'idée de nation juive, cela je ne peux l'admettre...

D. : Vous admettez le concept de nation juive ?

PVN. : Oui...

D. : Et vous faites une différence entre nation juive et peuple juif ?

PVN. : Non, pas vraiment ! Mais je dois vous citer un épisode assez célèbre de la période de la Libération, relaté par Jean-Jacques Bernard – le fils de Tristan Bernard – dans son livre *Le camp de la mort lente*. Il était otage à Royallieu, près de Compiègne. Parmi ses compagnons, un certain nombre de Juifs sionistes et son beau-frère, Robert Amchel, auteur d'une thèse célèbre sur *Napoléon et les Juifs*. Amchel a fait une conférence sur l'idée de nation. Ses auditeurs lui ont demandé ce qu'il pensait de la nation juive. Et Amchel de répondre : « Mais elle n'existe pas ! ». Cela, si vous voulez, je ne dis pas que c'est vrai, mais c'est le monde dans lequel j'ai été élevé : nous étions des citoyens de la République, émancipés par elle ; je n'ai jamais contesté que d'autres aient le droit de penser autrement. Mais l'idée que je me fais, moi, du judaïsme, est associée à l'image du prisme : une série de dégradés, d'une couleur ou d'une autre, avec, effectivement, à une extrémité le national et, à l'autre bout, simplement l'idée qu'on continue plus ou moins une histoire. Et, en ce qui me concerne, j'ai épousé une chrétienne...

D. : Mais la liberté individuelle ne l'emporte-t-elle pas en tout état de cause sur toutes les appartenances ?

PVN. Je le pense aussi !

Un passé composite

D. Votre père avait écrit une lettre bouleversante à son bâtonnier lorsqu'il a été privé du droit d'exercer son métier d'avocat sous Vichy. Votre histoire était celle de Juifs profondément intégrés en

France... et presque *assimilés* pourrait-on dire si l'on se réfère à la terminologie des années trente ?

PVN. : Tout à fait...

D. : ...et laïques ?

PVN. : Oui !

D. : Mais c'est quoi, selon vous, un Juif laïque ?

PVN. : C'est un Juif pour lequel la Torah n'est en aucune façon une règle de vie ! Je ne dis pas que c'est un modèle qui peut se généraliser, mais c'est comme cela que je le vis. Laissez-moi cependant vous rapporter une anecdote personnelle. La première fois – presque la seule ! – où je suis allé dans une synagogue, c'était à Marseille, en juillet 1940 – j'avais dix ans – et c'était pour une cérémonie en l'honneur des Morts de la guerre. J'ai appris assez récemment, à ma totale stupeur, que mon père, qui était, comme on pourrait dire par analogie, un « bouffeur de rabbins », avait eu le même réflexe et était allé à la synagogue de Versailles en disant que ce n'était pas le moment de renier sa « religion »...

D. : Sa religion au sens de son lien aux autres ?

PVN. : Si vous voulez.

D. : Votre famille est tout entière implantée de longue date dans le Midi de la France ?

PVN. : Non, pas du tout : j'avais deux grand-mères ashkénazes si mes deux grands-pères étaient carpentrassiens. L'une de mes grand-mères était née à Paris mais elle était d'origine alsacienne (de la région de Colmar) et l'autre venait d'Odessa.

D. : Vous n'aviez à la maison aucune pratique religieuse ?

PVN. : Mon grand-père, mort en 1936, avait écrit en substance dans son testament que si un rabbin était présent à ses obsèques il sortirait de son cercueil pour l'étrangler ! Mon arrière-grand-père, qui était républicain sous l'Empire,



disait, lui : « *Il y a deux raisons pour lesquelles je vais à la synagogue : la première c'est par réflexe de solidarité contre Drumont et la seconde c'est pour faire de la propagande anticléricale* ». Du côté de ma mère, les pratiques ont persisté plus longtemps. Le mariage de mes parents a été religieux mais le combat s'est engagé dès le premier Kippour... et c'est mon père qui a gagné !

D. : Le ciment de la religion a néanmoins sûrement contribué au maintien historique du peuple juif ?

PVN. : Bien sûr ! Mais ce qui reste et nous est commun, c'est la mémoire et c'est l'histoire... Et c'est sans doute pour cela que je fais de l'histoire juive ! Je vous invite à relire à ce propos l'apologue hassidique que cite Gershom Scholem dans les dernières pages de ses *Grands courants de la mystique juive* et que j'ai reproduit dans *Les Juifs, la mémoire et le présent*³. C'est un très beau texte, qui exprime parfaitement ce que je ressens en tant qu'historien et qui explique ma passion pour ce métier :

« Quand le Baal Chem avait une tâche difficile devant lui, il allait à une certaine place dans le bois, allumait un feu et méditait en prière, et ce qu'il avait décidé d'accomplir fut fait. Quand, une

génération plus tard, le Maggid de Meseritz se trouva en face de la même tâche, il alla à la même place dans le bois et dit : *Nous ne pouvons plus allumer le feu, mais nous pouvons encore dire les prières*, et ce qu'il désirait faire devint la réalité. De nouveau une génération plus tard, Rabbi Moshe Leib de Sassov eut à accomplir cette même tâche. Et lui aussi alla dans le bois et dit : *Nous ne pouvons plus allumer un feu et nous ne connaissons plus les méditations secrètes qui appartiennent à la prière, mais nous savons la place dans le bois où cela s'est passé, ce doit être suffisant* ; et cela fut suffisant. Mais, quand une autre génération fut passée et que Rabbi Israël de Rishin, invité à accomplir cette même tâche, s'assit sur son fauteuil doré dans son château, il dit :

Nous ne pouvons plus allumer le feu, nous ne pouvons plus dire les prières, nous ne savons plus la place, mais nous pouvons raconter l'histoire, comment cela s'est fait. Et, ajoute le conteur, l'histoire qu'il raconta eut le même effet que les actions des trois autres. » (Gerschom Scholem, *Grands courants de la mystique juive*, d'après la traduction française de M. M. Davy, nouvelle édition, Paris, 1978, p. 368.)

D. : Sur quoi travaillez-vous actuellement qui vous tienne particulièrement à cœur en tant qu'historien ?

PVN. : L'avant-dernière préface que j'ai publiée⁴ est une tentative pour revenir sur la séparation que l'on fait parfois sur les camps de concentration et les camps d'extermination. En fait ces derniers ont été mis non à l'extérieur mais bien au sein du système concentrationnaire, contrairement aux tendances dominantes de l'historiographie actuelle.

La diaspora et Israël

D. : Ne trouvez-vous pas qu'il devient de plus en plus difficile d'exprimer quoi que ce soit en relation avec la judéité qui ne soit explicitement situé par rapport à la position qu'on peut avoir vis-à-vis du conflit du Proche-Orient ?

³ La Découverte, 1991, p.44.

⁴ *Mémoires de déportés*, La Découverte, 2003.

PVN. : Si, bien sûr, et c'est pourquoi j'ai personnellement signé l'appel « *Une autre voix juive* ».

D. : Nous, nous ne l'avons pas signé pour une raison très précise, que nous avons explicitée auprès des promoteurs de cet appel, des membres du Cercle et des lecteurs de *Diasporiques* : nous avons trouvé qu'il épousait trop la thèse palestinienne sur la question du « retour ». Dans ces conditions, il ne pouvait guère faire avancer les choses : prenant parti en faveur de l'un des camps dans un domaine ultrasensible, il devenait inaudible pour l'autre. Difficulté qu'écarte judicieusement l'accord de Genève⁵ !

PVN. : C'est ce qui m'a fait hésiter à signer, mais j'ai néanmoins pensé que les aspects positifs du texte l'emportaient. En réalité, je sais très bien que l'idée du « retour » est une idée impossible, et je me réjouis comme vous qu'elle ne figure pas en tant que telle dans l'accord de Genève. De même, quand j'entendais Golda Meïr répéter inlassablement dans ses discours « *When we came back...* », je ne pouvais m'empêcher de penser que pour les Juifs eux-mêmes cette idée était des plus pernicieuses.

D. : J'ai une interrogation quant à l'une des extrémités de l'échelle que vous évoquiez au début de notre entretien : celle qui concerne ce que vous appelez le « national ». Cela signifie-t-il « l'étatique » ou faites-vous, précisément, une différence entre national et étatique ? En d'autres termes, incluez-vous Israël dans la gamme de vos couleurs ?

PVN. : Oui. Je suis résolument diasporique mais je reconnais à Israël le droit de se proclamer *État juif* ! Et cela même si, idéalement, j'aurais souhaité autre chose.

D. : Vous reconnaissez donc la légitimité de ce concept ?

⁵ Projet Beilin-Rabbo d'accord israélo-palestinien très complet, signé à Genève, en décembre 2003, faisant un pas de plus dans le sens du rapprochement des points de vue que l'accord Ayalon-Nusseibeh mentionné par ailleurs.

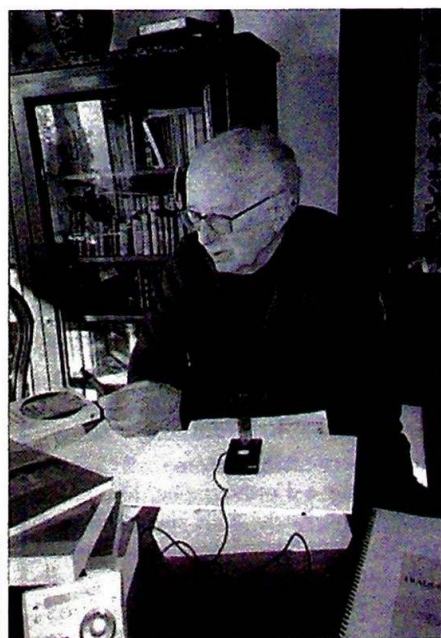


Photo Ph. Lazar



PVN. : Je suis bien obligé ! Même Maxime Rodinson le reconnaît !

D. : Mais que mettez-vous exactement derrière cette reconnaissance ?

PVN. : Que l'on choisisse la solution des deux États – Israël et la Palestine – ou, comme il m'arrive de le souhaiter très ardemment, celle d'un État binational (comme l'envisage par exemple Michel Warchawski ou encore Edward Saïd, ce Palestinien mort cet été), on ne peut ignorer que les gens qui ont créé l'État d'Israël se sentaient juifs au sens national du terme.

D. : C'est incontestable en ce qui concerne le mouvement sioniste historique et l'étape de la création d'un État juif dans la ligne de cette pensée et à l'issue de la Shoah. Mais que dire aujourd'hui du devenir à long terme d'un État « juif » ?

PVN. : Le jour où un État binational deviendra possible, il n'aura pas d'adhérent plus enthousiaste que moi ! Ne serait-ce que pour des raisons démographiques, viendra le moment où, même dans ses frontières de 1967, même dans le cadre de l'accord de Genève (que je soutiens résolument), l'État d'Israël aura une forte minorité, voire une égalité de non-Juifs et de Juifs en son sein...

D. : Et peut-être même une majorité d'Arabes israéliens... A quel prix peut-on demeurer « État juif » dans ces conditions ?

PVN. : On ne peut évidemment le rester ! La seule possibilité est alors l'État binational... J'ai réfléchi à cette question dans mon travail sur Flavius Josèphe. Deux chapitres lui sont consacrés. L'un s'appelle État juif et l'autre Royaume grec. Au deuxième siècle avant notre ère, quand on pensait à l'État, on voulait construire un espace où la Torah s'imposerait. Par exemple, quand on a intégré les Iduméens – les gens du Sud – à l'État des Macchabées, on les a circonscrits de force. Mais dès que cet État juif a voulu sortir un peu de lui-même, il est devenu un royaume grec, parce que les seules institutions étatiques efficaces qui existaient alors

étaient celles de la royauté hellénistique. Dès cette époque lointaine, la notion d'État juif faisait donc problème.

D. : Si l'on ne peut définir un État « juif » indépendamment de la Torah, que peut signifier la présence au sein de cet État de nationaux non juifs, sauf s'ils n'en constituent qu'une faible minorité ?

PVN. : Comme le disait Rachel Misrahi, qui a écrit l'un des meilleurs livres sur Israël que j'aie jamais lus, « *il est difficile d'être juif, surtout quand on ne l'est pas !* ». À terme, je suis pour ma part persuadé que la notion d'État « juif » est vouée à disparaître.

D. : N'est-il pas temps, dès lors, de parler alternativement d'un État israélien et d'assumer une certaine distanciation du peuple israélien vis-à-vis du peuple juif ? Je sais que cela peut paraître scandaleux d'avancer cette idée...

PVN. : Mais pour moi, elle n'a rien de scandaleux ! C'est même sans doute la seule façon de sauver Israël. Mais cela suppose, dans un premier temps, la création d'une structure binaire...

D. : Deux États ?

PVN. : Oui, deux États, puis sans doute ensuite une fédération.

D. : L'État binational est manifestement prématuré...

PVN. : Oui, mais c'est à terme la sauvegarde, après que les gens auront appris à vivre ensemble. Et Genève amorce heureusement cette démarche progressive. Genève que j'appelle *l'opération Acharniens*...

D. : Pourquoi ?

L'opération Acharniens

PVN. : La première fois que je suis allé en Israël – j'étais invité par Simha Flapan et sa revue *New Outlook* – j'ai dit à mes hôtes : « *Vous devriez faire une opération Acharniens !* ». *Les Acharniens* est une pièce d'Aristophane, dans laquelle un certain Dikaiopolis (le « citoyen de la cité juste ») conclut une paix séparée avec

les ennemis d'Athènes (un peu comme dans le film *Passeport pour Pimlico* !) et c'est en somme ce qui vient de se passer...

D. : Avec un pas en avant déterminant : la renonciation par les Palestiniens du principe du droit absolu au retour.

PVN. : Et les Israéliens renonçant de leur côté au principe de la propriété du Mont du Temple. C'est tout à fait fondamental.

D. : Cela ne figurait pas dans l'accord Ayalon-Nusseibeh⁶...

PVN. : Non, et le pas en avant est gigantesque. Et vous voyez pourquoi je parle d'*opération Acharniens*. Je n'ai pas la prétention d'en avoir induit l'idée mais vous comprendrez que j'en aie pris connaissance avec enthousiasme. ■

Propos recueillis par Ph. Lazar

Bibliographie

Voici un petit échantillonnage des ouvrages de Pierre Vidal-Naquet :

- Le choix de l'Histoire*, Arléa, à paraître, janvier 2004.
- L'impossible antisémitisme*, Desclée de Brouwer, 2003.
- Le trait empoisonné*, La Découverte, 2002.
- La raison d'Etat*, La Découverte, 2002.
- Les crimes de l'Armée française*, La Découverte, 2001.
- La torture dans la République*, rééd. Editions de Minuit, 2000.
- Mémoires II, Le trouble et la lumière*, 1955-1998, Seuil/La Découverte, 1998.
- Mémoires I, La brisure et l'attente*, 1930-1955, Seuil/La Découverte, 1995.
- La réflexion sur le génocide*, La Découverte, 1993.

⁶ L'initiative conjointe d'un Israélien et d'un Palestinien de faire signer une pétition en faveur d'une paix négociée. Cette pétition a déjà reçu plusieurs dizaines de milliers de signatures, tant palestiniennes qu'israéliennes.

Erratum

Par l'intervention intempestive d'un « correcteur » d'orthographe, le nom de Henri-Pierre Roché a été incorrectement reproduit dans l'entretien de *Diasporiques* avec Stéphane Hessel (n°27, p. 5). La Rédaction prie Stéphane Hessel et nos lecteurs de bien vouloir l'en excuser.

Notre abonnée, Anne Brunswic, a décidé de passer quelques mois à Ramallah, au milieu de la population palestinienne, pour voir elle-même comment on vivait dans « les Territoires » au quotidien. Elle nous envoie régulièrement ses impressions. Voici sa dernière lettre.

Lettre de Ramallah

Ramallah, 12 novembre 2003,

Depuis dimanche, il pleut et un vent glacial projette sur les vitres un mélange opaque de sable et de poussière. La brume s'accroche aux collines et, de mon balcon perché au dessus d'un vallon, on voit monter les nuages de pluie. Le gardien de l'immeuble d'à côté en profite pour décoller au couteau quelques affiches. Non pas qu'il ait quelque chose contre les héros, les prisonniers et les martyrs que ces affiches honorent, mais toute cette pluie facilite le nettoyage des façades. Au marché, les charrettes à bras pataugent dans la gadoue. Les paysannes relèvent leurs jupes et découvrent leurs gros sabots. Je n'ose imaginer comment on circule dans les villages, les camps de réfugiés et les check-points. Les appartements ici, même les plus confortables, ignorent le chauffage central. J'ai allumé un petit poêle à gaz et me recroqueville sur mon quant-à-moi. En remuant des pensées pas trop gaies : racisme, déshumanisation...

hélicoptères, des bombardiers F16, des hélicoptères Apache, des blindés, des gaz lacrymogènes, des barbelés, du béton, des caméras de surveillance et une infinité de gadgets à côté desquels la panoplie de James Bond semble un joujou pour garçonnet attardé...

Pour les associations humanitaires, les Palestiniens posent des problèmes d'éducation et de santé. Accessoirement, elles se consacrent à la culture, à l'aide sociale, à la promotion des droits de l'homme, à la lutte contre les discriminations sexuelles. Elles traitent ces problèmes avec des experts et quelques centaines de millions de dollars.

On pourrait sans difficulté repérer d'autres problèmes – cartes d'identité, passeports, circulation à l'intérieur du pays, asphyxie économique, spoliation des terres et des propriétés, absence d'État de droit... – mais comme ils concernent quasiment tous les Palestiniens, ils ne se laissent pas découper facilement en rondelles.

Dans les négociations israélo-palestiniennes, par souci d'efficacité, on a cherché à sérier les problèmes. La question des réfugiés de 1948 étant la plus épineuse et la plus ancienne, on l'a gardée pour plus tard. L'occupation-colonisation des territoires depuis 1967 semblant plus simple, on en a fait une priorité.

Donc, voilà le deal auquel on travaille depuis plus d'une décennie : je te rends ce que je t'ai pris en 1967 (enfin, pas tout à fait puisque j'annexe au passage un large périmètre autour de Jérusalem et redécoupe les frontières ici et là pour y inclure quelques colonies), je te laisse créer, puisque tu as l'air d'y tenir, une principauté (scindée en deux territoires disjoints reliés par un corridor). En échange, tu renonces à toutes tes revendications territoriales et tu me garantis une sécurité absolue en éliminant les agitateurs réels ou potentiels. Pour plus de sûreté, je t'interdis à jamais d'avoir des armes. Quant au problème des réfugiés, depuis le temps qu'il pourrait au congélateur, décrétons ensemble qu'il n'existe plus. Tope là.

Le deal ne marche pas pour cent raisons, entre autres parce que la droite israélienne n'a nullement renoncé à annexer la « Judée-Samarie » et n'est donc pas prête à se retirer sur les frontières précédentes. Quant aux Palestiniens, ils continuent à s'étrangler avec l'arête des réfugiés en travers de la gorge car ils ne voient pas le moyen de dissocier leur cause nationale de celle des réfugiés.

C'est d'abord une réalité statistique. Sur 8 millions de Palestiniens, près de 4 millions sont enregistrés par les Nations Unies (UNRWA) comme réfugiés, ce statut étant réservé aux personnes déplacées en 1948 ainsi qu'à leurs descendants. Un million et demi d'entre eux vivent en Cisjordanie et à Gaza (dont 42 % à l'intérieur des camps),



Photo A. Brunswic

Manifestation du 9 novembre 2003 contre le « mur »

Rien de plus simple que de déshumaniser l'autre. Il n'est même pas besoin d'être raciste. Il suffit de le transformer en un problème.

Lorsque mon père finissait sa journée de radiologue, il disait : « Nous avons encore une vésicule et un pneumothorax dans la salle d'attente. » Pour lui, les gens se présentaient avant tout comme des problèmes médicaux.

Pour les Israéliens, les Palestiniens sont des problèmes de sécurité. Ils traitent ces problèmes avec des soldats, des officiers, des espions, des ingénieurs, des juristes, des

les autres dans les pays arabes limitrophes, les plus mal traités étant ceux du Liban (400 000 personnes). À ces titulaires d'une carte officielle, il convient d'ajouter les citoyens arabes-israéliens spoliés ou « déplacés », les réfugiés de 1967, les expropriés par les colons, les Palestiniens établis en Amérique, en Europe, en Arabie Saoudite, dans les Émirats... La question des réfugiés concerne donc directement la majorité des Palestiniens de l'intérieur et de la diaspora.

L'autre raison est historique : c'est dans l'exil et la spoliation qu'ils se sont découverts Palestiniens. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, ils n'étaient que des sujets arabes de la province ottomane de la Grande Syrie (Damas, Beyrouth, Jérusalem). Le partage colonial les a fait tomber dans l'escarcelle britannique tandis que Damas et Beyrouth venaient agrandir l'Empire français. Les Anglais ayant fait des promesses aux Juifs (déclaration Balfour), les indigènes colonisés ont pris peu à peu conscience qu'il leur faudrait lutter pour rester chez eux. Mal préparés à mener ces combats politiques et militaires qui les opposaient à la fois à la puissance coloniale et aux Juifs européens, ils les ont pratiquement tous perdus. Sans parler des combats inter-arabes.

La conscience nationale palestinienne est venue sur le tard. Edward Saïd note dans ses mémoires¹ qu'elle faisait complètement défaut à ses parents (mais pas à sa tante Nahiba). L'architecte Suad Amiri (invitée du *Nouvel Observateur* à l'occasion du ramadan), née en 1951, confirme à sa manière : « C'est Yasser Arafat, dans les années soixante-dix, qui m'a donné conscience que j'appartenais à une communauté qui pouvait se battre pour retrouver un jour une patrie. On peut lui reprocher beaucoup de choses et je ne m'en prive pas mais ça, il faut le mettre à son actif. » (Arafat, la Jeanne d'Arc des Palestiniens, ai-je pensé.)

Chassés de leurs terres et de leurs maisons en 1948, en 1967 puis continûment par la colonisation depuis 1973, réduits à l'état d'apatrides (*Heimatlos* comme dirait encore mon père), d'indésirables (l'extrême droite israélienne parle de « cafards », de « cancrelats », etc.) sur leur propre sol, ils se sont forgé dans la résistance active ou passive une identité de Palestinien et de réfugié.

Vous ne trouverez pas un Palestinien pour dire que ses parents ont été chassés de leurs terres ou de leurs maisons d'une manière légitime. Et vous en trouverez fort peu prêts à passer cette spoliation par pertes et profits. Maintes résolutions de l'ONU sont venues confirmer le droit au retour des réfugiés et de leurs descendants. Cela ne veut pas dire qu'une majorité de réfugiés envisagent très concrètement de se réinstaller sur les terres de leurs parents ou grands-parents². Mais dans la négociation, le droit des réfugiés est leur carte la mieux garantie. Comment s'étonner qu'ils s'y accrochent avec opiniâtreté ?

L'idée de faire la paix en remettant à plus tard, sous la table ou au placard, « le problème des réfugiés » n'a pu germer

que dans le cerveau de gens habiles à découper les êtres humains en rondelles.

Rania Filfil, qui m'a accueillie dimanche soir chez elle au moment de la rupture du jeûne, m'expliquait posément : « Ce que nous devons négocier, ce sont les conditions d'une éventuelle renonciation à nos revendications. Car nos droits de réfugiés sont garantis par la loi internationale, mais pas l'occupation qui est parfaitement illégale. La fin de l'occupation est un préalable, pas un objectif. Nous sommes entrés dans la négociation dans la pire des postures. » Avec son mari, cadre d'une ONG américaine, et ses deux jeunes enfants, Rania Filfil, 30 ans, traductrice-interprète, vit dans un appartement moderne et confortable d'un nouveau quartier résidentiel de Ramallah. Loin des bidonvilles et des camps de réfugiés. Loin de la misère. Loin de l'islamisme. Ce que cette jeune femme (qui n'a pas pu rendre visite à ses parents à Gaza depuis trois ans) dit avec une clarté tranchante et infiniment d'aigreur à l'égard de ses propres dirigeants, Edward Saïd l'a écrit il y a dix ans. Et bien d'autres.

Dans ces conditions, on comprend que les accords de Genève qui s'inscrivent explicitement dans l'esprit de Madrid, d'Oslo et de Camp David ne passionnent pas grand monde. La campagne officielle n'a pas encore commencé et les seuls qui m'en parlent sont ceux qui sont le plus révoltés par l'abandon des revendications des réfugiés. La plupart des gens ont d'autres chats à fouetter, les soucis pressants de la vie quotidienne. Ils ont vu tant d'accords solennels foulés aux pieds, tant d'espoirs trahis, qu'un document signé en Suisse entre des parties privées ne les émeut guère. « L'intifada » irakienne, comme certains l'appellent ici, éveillerait à la rigueur quelque enthousiasme. Mais l'on se moque comme d'une guigne que la gauche israélienne reprenne du poil de la bête.

Le signe que les choses auront commencé de tourner dans le bon sens viendra lorsque les check-points seront levés, les colonies démantelées, les routes réouvertes, les soldats renvoyés à leurs foyers. Ce ne sont pas les extrémistes qui disent cela, ceux qui veulent la fin d'Israël ou la vengeance contre les Juifs... (Juifs que je n'ai d'ailleurs pas eu l'occasion de rencontrer), mais les braves dames chrétiennes ou



Photo A. Brunswick

Au check point de Kalandia

¹ *À Contre-Voie*, éd. du Serpent, 2002

² Le sociologue Sari Hanafi, se fondant sur l'observation des mouvements de réfugiés dans le monde, écarte l'hypothèse d'un désir massif de « retour » pour le cas où celui-ci serait laissé au libre choix des intéressés. Il analyse les nombreuses variables politiques, économiques et personnelles qui influent sur le désir individuel de se réinstaller sur sa terre d'origine. *Middle East Report*, printemps 2002.



musulmanes que je croise tous les jours à Ramallah, dans la ville la plus bourgeoise et la plus modérée de Palestine. Tellement modérée qu'on en plaisante fréquemment : « Il faudrait envoyer nos lions de la place Al-Manara à Jenine et mettre à la place des souris »...

Ce que la gauche israélienne offre à Genève en échange de la renonciation des Palestiniens à leur droit au retour (et à la grande couronne de Jérusalem), c'est l'Esplanade des Mosquées de Jérusalem. Le sacrifice n'est pas bien grand car la souveraineté d'Israël sur le troisième lieu saint de l'Islam n'a jamais été effective. C'était précisément pour l'affirmer en force que Sharon était venu y parader en septembre 2000, accompagné de plusieurs centaines de gardes.

Négociations après négociations (le préambule du protocole de Genève en mentionne une dizaine), ce sont toujours des marchés de dupes qu'on propose aux Palestiniens, définitivement traités comme des indigènes colonisés. Des bougnoules, des nègres, si vous préférez.

Ramallah ne représente pas la Palestine. On me conseille d'aller voir le malheur palestinien de plus près, à Gaza, à Tulkarem, à Jenine. Sans parler des camps du Liban.

« Ramallah, ça fausse complètement ta perception ! 70 % des Palestiniens vivent en deçà du seuil de la pauvreté. L'armée tue toutes les semaines à Gaza et à Naplouse. » Je crains, à travers ces chroniques de mes jours tranquilles à Ramallah, de fausser la perception de mes lecteurs. Une semaine dans le camp de réfugiés de Balata à Naplouse ou Jabalaya à Gaza remettrait les pendules à l'heure. Sauf que, sauf que...

D'abord, je ne suis pas très courageuse. Quand je regarde la pluie dégringoler, j'ai envie de crapahuter jusqu'à un camp de réfugiés d'Hebron ou de Jenine comme de me pendre. En six semaines, je suis tout de même allée en visite dans trois camps : Aida (Bethlehem), Shu'fat (Jérusalem) et Am'ari (Ramallah). Mais pour l'essentiel, je reste à Ramallah, comme les habitants eux-mêmes qui, à moins de disposer de permis spéciaux, n'en sortent guère.

Ne parlant pas l'arabe, mes contacts avec les « gens de la rue » sont forcément limités. Je fréquente la classe moyenne, chrétienne ou musulmane, anglophone ou francophone, hommes ou femmes, au hasard des rencontres.... Les gens souvent viennent me voir. Mon voisin Omar Al-Zuheiri, 30 ans, a pris prétexte d'une petite envie de fumer (pas question chez ses parents en plein ramadan). Il est resté plus d'une heure au cours de laquelle nous avons grillé maintes cigarettes. Pas de barrière de langue ni de classe, ni même de culture. Du coup les choses apparaissent plus simples. À la fois moins dramatiques et plus tragiques.

Si les choses tourment mal à un check-point, je peux prendre un ton offensé : « J'appelle immédiatement mon consulat. » C'est simple et je ne m'en suis pas privée dimanche, lorsqu'un soldat s'est avisé de me confisquer mon appareil photo. (Pour le récupérer, j'ai été contrainte d'effacer de la mémoire l'image anodine d'un père de famille avec femme et enfants en train de parlementer avec les soldats.) Aucun Palestinien ne peut s'offrir ce luxe. Il est absolument sans protection juridique contre l'arbitraire. Lorsqu'il est chez

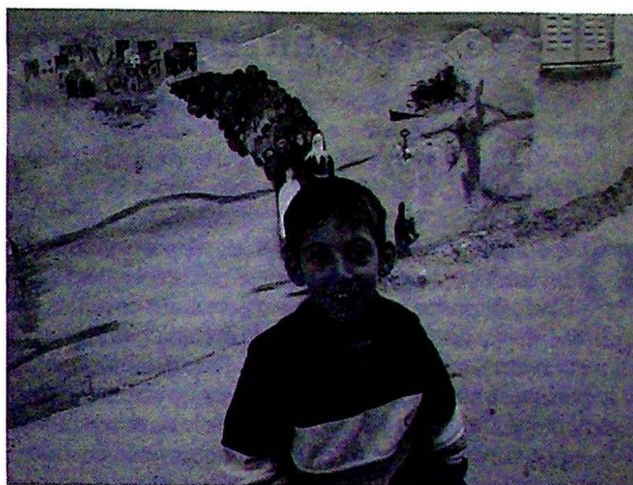


Photo A. Brunswic

Camp de Aida : le petit garçon est devant une fresque représentant la sortie de Cisjordanie et de la captivité, et le retour sur le littoral, dans la patrie ancestrale (sur le modèle de Moïse !)

lui, dans la ville tranquille de Ramallah par exemple, l'occupant a sur lui tous les droits : le tirer du lit à deux heures du matin, lui interdire de sortir dans la rue et même dans son jardin, détruire sa voiture ou son ordinateur, confisquer son téléphone ou ses clés de voiture, jeter ses provisions de nourriture par la fenêtre, pisser sur ses tapis ou ses sacs de farine, l'incarcérer pour une durée illimitée. Si un Palestinien est tué par un soldat ou un colon, inutile de réclamer la moindre indemnisation. Pour leurs enfants tués, victimes « collatérales » des pilotes, les familles reçoivent-elles ne serait-ce qu'une lettre de regrets officiels ? Rien de tout cela n'est spectaculaire, rien même ne se prête à un reportage photographique, vous ne le verrez donc jamais à la « une » du journal de 20 heures.

May Jayyusi, la philosophe palestinienne qui m'a rendu visite lundi, s'est référée à un concept de Giorgio Agamben, « bare life » (« la vie nue »), une existence entièrement réduite à sa dimension physiologique.

Lorsqu'on traverse les banlieues arabes de Jérusalem, c'est cette existence dépouillée de toute dignité symbolique qu'on a sous les yeux : des faubourgs lacérés par des autoroutes auxquelles les habitants n'ont pas accès et qu'ils doivent contourner, au prix de détours et d'attentes innombrables, pour emprunter leurs routes (non entretenues par la municipalité de Jérusalem à laquelle ils paient néanmoins des impôts importants). Un des quartiers arabes, la vieille ville de Bet Anina, n'est accessible qu'en passant sous l'autoroute, par la voie d'écoulement des eaux usées. Des égouts et des hommes. Qu'on appelle ces lieux bantoustans ou ghettos, le mot importe peu.

Les usagers des autoroutes israéliennes (dites aussi « by pass », « voies de contournement ») sont protégés du spectacle pénible de leurs voisins arabes par des murs de béton dont certains sont recouverts de fresques colorées représentant des paysages luxuriants. Le mieux pour opprimer l'autre est encore de ne pas le voir. ■

Anne Brunswic



Effondrement international ou entente israélo-palestinienne ?

Kurt Niedermaier

Depuis la chute du mur en 1989 les rapports mondiaux des forces ont totalement changé ; l'URSS et les États-Unis, dans leur affrontement, avaient instauré un équilibre de la dissuasion qui rendait l'analyse de leurs relations relativement simple et claire. Depuis l'élimination de la puissance communiste il ne subsiste qu'une puissance hégémonique : les États-Unis. Qui, depuis le onze septembre 2001 sont confrontés à une force non étatique, fantasmatique, terroriste, islamiste. Apparemment, nous nous trouvons devant un rapport de forces tout à fait inégal – d'un côté une méga-puissance économique et militaire – de l'autre des « gueux » alimentés par les richesses pétrolières de l'Arabie Saoudite, qui n'ont aucune vocation de conquête territoriale mais qui nourrissent un dessein universel d'emprise islamiste. Cette lutte entre deux adversaires hétérogènes ne laisse apparemment aucun doute sur son issue et les victoires américaines en Afghanistan et en Irak sont incontestables. Mais voici que l'anarchie s'installe dans ces deux pays musulmans... Malgré – ou à cause – de la présence des Américains et de l'équipement le plus sophistiqué du monde, le nombre des pertes yankees augmente chaque jour, entraînant dans le désastre leurs alliés

britanniques, polonais ou italiens. Le pari de Bush et de ses conseillers « néoconservateurs », celui de l'instauration d'une démocratie, est déjoué. L'Irak comme l'Afghanistan, totalitaires et terroristes sous le règne de Saddam et des talibans, sont devenus des poudrières qui risquent d'alimenter le terrorisme islamiste dans toute la région.

Devant ce désastre des voix demandant le retrait des Américains de la région se font plus nombreuses. Certes, aux États-Unis les sondages montrent que les partisans d'une présence militaire en Irak sont encore majoritaires, mais leur nombre s'amenuise de semaine en semaine. Le précédent redoutable du Viêt-Nam ou de la Somalie hante les esprits. Le retrait américain n'est encore qu'une hypothèse d'école mais pourrait devenir réalité à l'approche des élections présidentielles américaines de novembre 2004. Pour parer le danger qui le guette, le président Bush change de stratégie, envisage de donner le pouvoir militaire à des forces sous la responsabilité de l'ONU et de susciter un authentique gouvernement irakien. Toutefois, quand on examine quel serait le pouvoir réel d'un tel gouvernement, on constate que les divisions ethniques et religieuses en Irak – tout comme en Afghanistan – risquent de plonger ces deux pays dans l'anarchie totale, contaminant toute la région.

De bons esprits, tel notre ministre des Affaires Étrangères, Dominique de Villepin, comptent sur les vertus d'un gouvernement irakien démocratiquement élu pour rétablir l'ordre. Pourtant, en l'absence et de registres électoraux tant

en Irak qu'en Afghanistan et de leaders nationaux capables de s'imposer à l'ensemble de chaque pays, un retrait américain risque de hâter simplement la plongée dans le chaos. D'autant plus qu'il est permis de douter de la capacité opérationnelle d'éventuelles forces de l'ONU. Et notre ministre, tout en exprimant désormais sa solidarité avec les USA, n'envisage point de contribution française pour cette lutte contre l'islamisme sur son terrain. Ainsi sommes-nous peut-être à la veille d'un grand désastre occidental marqué par la fin de l'hégémonie américaine dans cette région – et peut-être dans le monde. La force de dissuasion américaine en sortirait bien effilochée.

Rien n'est encore certain. Mais le président Bush n'est pas un homme d'État de la stature d'un Roosevelt ou d'un Truman ; et ses sept concurrents démocrates n'ont pas affiché jusqu'à présent de vision globale du rôle des États-Unis dans le monde. Leurs critiques contre le sortant républicain se limitent à l'échec de la politique de G. W. Bush au Moyen-Orient ou de ses mesures en politique intérieure.

Le pari de Bush est déjoué...

Bush est évidemment préoccupé avant tout par sa réélection. Désireux d'obtenir l'appui tant de la « majorité chrétienne » que de l'*Aipaic* (le lobby pro-

israélien), des grandes organisations juives américaines et des organes de presse influencés par leurs propriétaires juifs, le candidat républicain espère rassembler autour de lui tous les partisans du « rôle civilisateur » d'Israël au Proche-Orient. C'est ainsi que, tout en faisant de discrètes critiques contre le mur de séparation entre Israël et la Palestine (qui pénètre parfois jusqu'à vingt kilomètres à l'intérieur des territoires palestiniens), le Président a pratiquement renoncé à imposer la « feuille de route ». Il n'a pas présenté de véritables protestations contre la violation de celle-ci par le gouvernement Sharon, qui a entériné récemment la transformation de cinq colonies « sauvages » en établissements réguliers, bénéficiant de l'aide officielle des pouvoirs israéliens.

Le gouvernement américain peut-il prétendre alors lutter de façon crédible contre le terrorisme suicidaire des kamikazes palestiniens ? Peut-on alternativement espérer que l'importance des enjeux moyen-orientaux suscitera tant chez le président américain que chez ses adversaires démocrates un sursaut d'énergie et de créativité politique ? Un soutien vigoureux des Américains à l'accord de Genève, signé en présence de Hillary Clinton et de J. Carter, aurait sans nul doute un pouvoir symbolique exemplaire, apte à réveiller les consciences, même si on ne peut espérer qu'il apporte instantanément une solution-miracle à tous les conflits de la région. Il y a malheureusement peu de chances que Georges W. Bush s'engage dans cette voie. ■



Genève :

Après une longue période de pessimisme et de stagnation, l'avenir des relations israélo-palestiniennes semble reprendre des couleurs... La position officielle des deux antagonistes ne change guère, chacun demandant à l'adversaire des actions préliminaires exorbitantes. Mais des initiatives « privées » redonnent de l'espoir. L'Accord de Genève, notamment, entre Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo et aussi, bien entendu, le plan Nousseibeh-Ayalon, permettent d'espérer que des concessions majeures sont envisageables, débloquent le chemin de la paix. Certes, de tels accords ont déjà été discutés une bonne dizaine de fois, y compris au niveau officiel, mais un pessimisme sceptique n'est pas de mise ; si nous ne pouvons guère infléchir le cours des choses, quel que soit notre désir, nous ne pouvons pas non plus nous désintéresser du sort de cette région. Les démarches auxquelles nous assistons ont été saluées et encouragées par de très nombreuses associations juives de la Diaspora. Le Cercle Gaston-Crémieux entre autres a lancé un texte qui a été notamment reproduit dans le périodique protestant Réforme du 13/11/2003. On trouvera ce texte à la dernière page de ce numéro. Dans les multiples échos suscités par ces initiatives, voici l'initiative d'un groupe juif de Lausanne, qui nous a été transmise par Massimo Sandri :

Un accord pour deux peuples

Signataires de cet appel, nous apportons notre soutien au « pacte de Genève » signé le 1^{er} décembre 2003 par l'Israélien Yossi Beilin et le Palestinien Yasser Abed Rabbo.

Tirant la leçon des échecs des tentatives précédentes, cette initiative aborde de front et dans les moindres détails toutes les questions les plus douloureuses et épineuses qui opposent les deux peuples.

Ce document prouve que des partenaires politiques existent des deux côtés. Une issue pacifique du conflit israélo-palestinien est possible, contrairement à ceux qui croient à la brutalité et à l'anéantissement de l'autre comme seules solutions.

Occupation militaire, terrorisme et violence entraînent ces deux peuples vers leur destruction physique et morale. Seuls un compromis négocié entre les deux communautés et la renonciation à un certain nombre de rêves irréalisables pourront mettre un terme à la spirale de la haine, de la mort et de la désolation.

Les deux parties devront accepter des concessions jusqu'ici jugées inacceptables par chacun des deux camps. Celles et ceux qui se battent pour une solution pacifique et négociée du conflit israélo-palestinien méritent d'être aidés. Nous sommes à leurs côtés.

Palestiniens et Israéliens ont un droit inaliénable et imprescriptible à une vie digne et souveraine, dans deux États aux frontières sûres et garanties par la communauté internationale.

... Devant, une foule énorme piétine, avec des éminences et des anonymes. Et derrière, à deux pas, la vaste cohorte silencieuse des sans-papiers, des sans-logis, des mal-aimés de la société policée. Ils se pressent, brandissant une forêt de pancartes : « Léon, tes souvenirs sont pour toujours dans nos cœurs » ou « Léon, on t'aime bien ! » Des Asiatiques, des Noirs, des femmes avec leurs gosses dans le dos, des Maghrébins, des porteurs de keffieh et de kippas. Au milieu des vieilles tombes juives du cimetière Montparnasse, ce n'est pas un médecin qu'on enterrait, ni un fugace ministre, ni le résistant de jadis – il est impossible d'enfermer Léon Schwartzberg sous une seule étiquette. On enterrait un homme de bien.

L'Europe chrétienne

J'entends des Juifs, tant laïques que religieux, joindre leur voix à toutes celles qui s'insurgent contre l'idée de mentionner les origines chrétiennes de l'Europe dans sa future Constitution. Cela m'étonne. Le christianisme n'a-t-il pas été, dans cette Europe qui se reconstruit à présent, une des principales causes des persécutions des Juifs tout au long des siècles ? Des croisés du onzième siècle et leur « Dio li volt » aux nazis d'hier avec leur « Gott mit uns » les massacreurs ont invoqué le Seigneur quand ils nous tuaient. En omettant la référence chrétienne, on escamote une des causes principales des massacres. Il faut garder dans sa totalité la mémoire du continent, ses origines – et ce qu'il s'ensuivit.

J.S. Nakhalnik

Les Livres

Le journal de Macha. De Vilnius à Stutthof, 1941-1945, Macha Rolnikaite, préface de Marianna Butenschön, traduit de l'allemand par Nicole Casanova, Liana Levi, 2003, 319 p., 20 euros.

Étrange itinéraire éditorial que celui de ce livre, écrit en yiddish, publié pour la première fois en 1965 à Varsovie et Moscou dans une version abrégée, traduit dans sa version intégrale en allemand par Dorothea Greve et publié en 2002 à Berlin sous le titre de *Ich muss erzählen. Mein Tagebuch 1941-1945*, et maintenant traduit en français par Nicole Casanova.

On pense évidemment au *Journal d'Anne Frank* auquel on serait tenté de le comparer ; Macha est née en 1927, Anne en 1929 ; toutes les deux ont voulu être écrivains : « Mes poèmes plaisent à Nijole et Birute, mais elles ne s'y connaissent pas mieux que moi » écrit Macha au début de son journal (p. 44) : « J'aimerais tant étudier, parler d'écrivains et de poèmes, de pays et de peuples. Maintenant je pourrais trouver plaisir aussi à des théorèmes, et même à la physique. Mais... » (p. 102).

Dès le début de son journal Macha exprime son besoin de témoigner, « Sans doute tout ce qui arrive ici doit être consigné dans mon journal. Si je reste en vie (c'est nous qui soulignons) je le raconterai moi-même, sinon d'autres le liront. Mais il faut qu'on le sache ! Absolument ! » (p. 44). C'est seulement le 29 mars 1944 que Anne Frank a écrit : « Hier soir le ministre B. a dit sur Radio Orange qu'à la fin de la guerre on rassemblerait une collection de journaux et de lettres portant sur cette guerre... Environ dix ans après la guerre cela fera sûrement un drôle d'effet aux gens si nous leur racontons comment nous juifs nous avons vécu, nous nous sommes nourris et nous avons discuté. »

En fait la vie d'Anne était bien monotone puisqu'elle n'avait pas le droit de sortir de la fameuse annexe. Alors que Macha avait bien des choses à raconter : tout ce qu'elle voit, vit, apprend.

Ce *Tagebuch* en vérité ne porte pas de dates, seulement quelques rares indications comme « la nouvelle année 1942 est là ». Il n'empêche que Macha est « une chroniqueuse du ghetto de Vilnius, sans savoir (lit-on dans la préface) qu'à quelques centaines de mètres de là Hermann Kruk, le directeur de la bibliothèque du ghetto, se livre au même travail ainsi que le journaliste Grigori Schur. Si l'on compare les textes aujourd'hui les faits coïncident partout exactement ».

« Comme c'est bien que maman m'ait conseillé d'apprendre par cœur ce que j'avais écrit » (p. 206). Elle est également reconnaissante à Jonaitis qui a aidé sa famille à Vilnius et a caché une partie de son journal.

Je ne connais pas leurs témoignages mais je retrouve les mêmes éléments dans l'ouvrage de Raul Hilberg *Exécuteurs, victimes, témoins* (1994) ; à noter qu'il ne connaît pas

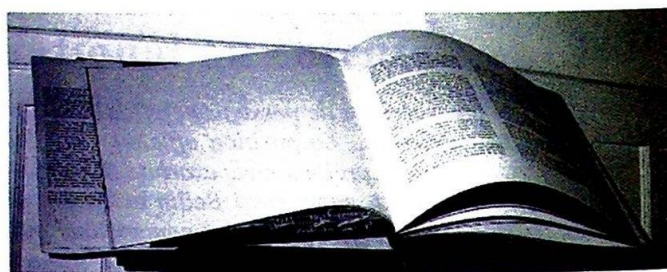


Photo J. Burko

l'ouvrage de Macha. Plus de 250 000 Juifs vivaient dans la république de Lituanie. « La communauté de Vilnius perdit plus de la moitié de ses membres pendant les premiers mois de l'occupation allemande. » Macha nous raconte ces massacres et la constitution de deux ghettos, dont chacun avait son Judenrat. Le responsable de la police puis chef du grand ghetto était Jacob Gens qui n'était pas populaire : « Gens prétend avoir reçu cette assurance des autorités allemandes » (p. 78) ; « Gens avait dressé une liste de parents de prétendus clandestins, des personnes qui ne lui convenaient pas ou qui dérangaient la police du ghetto... On maudit Gens d'avoir obéi aux exigences de Murer » (p. 98).

Son énergie est admirable, et sa faculté d'espérer la soutient presque jusqu'à la fin. Elle écrit en mars 1943 : « L'espoir faiblit. Il faut être très fort pour garder la foi (il ne s'agit pas de foi religieuse), non seulement quand de bonnes nouvelles arrivent du front, mais en permanence. Même maintenant où l'on nous humilie de nouveau, où l'on nous a accroché un numéro autour du cou comme à des chiens » (p. 137). « Les Allemands voient bien qu'il n'y a plus dans le ghetto ces victimes obéissantes, intimidées, passives. Maintenant tous se défendent aussi bien qu'ils le peuvent. » (p. 159).

Mais « tout a une fin sauf le malheur. Tout devient de pire en pire. » (p. 160).

Gens est finalement abattu en septembre 1943, c'est alors la liquidation du ghetto, et une période particulièrement atroce pour Macha, séparée de sa mère qu'elle évoque avec beaucoup de tendresse et de pudeur, de sa petite sœur et de son petit frère qui ne reviendront pas. Macha se retrouvera au camp de Stutthof et sera délivrée par l'armée rouge qu'elle attendait avec impatience depuis si longtemps.

Son énergie lui permet de se procurer un crayon et des sacs de ciment vides sur lesquels elle écrit (p. 206). Quand elle n'en peut plus elle essaye de se remémorer sa vie passée (p. 207). Ou encore elle compose des chansons satiriques. Elle veut vivre : « Je veux recueillir en moi les arbres, les nids d'oiseaux, les branches... Je ne reverrai jamais tout cela. Tout vit. Chaque petite feuille, chaque goutte d'eau vivra encore demain quand nous ne serons déjà plus. Je ne veux pas mourir » (p. 179).

Macha a survécu, a repris ses études à Leningrad/Saint-Petersbourg où elle vit encore aujourd'hui. Quand on a voulu la comparer à Anne Frank elle a répondu : « Anne est morte et je vis ».

La Fondation pour la mémoire de la Shoah lui a remis le 17 novembre le prix décerné pour 2003 pour son très beau livre. ■

Françoise Weil (Dijon)



La rumeur de Konitz, Helmut Walser Smith, Phébus, 285 pages, 19,50 euros, et **Histoire d'un Allemand**, Sébastien Haffner, Actes Sud, 448 p., 20,50 euros.

La montée en puissance et l'emprise du nazisme et de l'antisémitisme meurtrier chez un peuple aussi civilisé que le peuple allemand en plein vingtième siècle restent un des grands mystères de l'histoire.

Deux ouvrages récents contribuent à de nouveaux éclairages sur cette question.

Histoire d'un Allemand de Sébastien Haffner (1906-1999) propose à travers le récit autobiographique d'un professeur allemand (non juif) une réécriture de l'histoire des années 20 et 30. On y voit comment les « forces obscures », en fait toute une populace, largement issue des tranchées de 14-18, prennent progressivement le contrôle de la rue et des esprits. Cet ouvrage paru en 2001 a connu un vif succès tout à fait justifié.

La rumeur de Konitz de Helmut Walser Smith décrit une période encore plus ancienne puisque cet ouvrage relate un événement survenu en 1900.

Konitz est une petite ville, à deux cents kilomètres environ à l'est de Berlin, qui fait partie à l'époque de la Prusse et aujourd'hui de la Pologne (Chojnice). Sa population se compose d'Allemands et de Polonais ainsi que de quelques centaines de Juifs.

Début mars 1900, le tronc d'un jeune homme est repêché dans un étang, d'autres morceaux de la victime sont retrouvés les jours suivants. Immédiatement la rumeur accuse le boucher juif, Adolf Lewy, de crime rituel, le sang de la victime aurait été recueilli pour être utilisé lors des fêtes de Pessah. Plusieurs Juifs sont arrêtés puis relâchés. La ville s'enflamme, des journalistes antisémites berlinois viennent sur place et attisent les passions. L'administration du Reich (depuis le préfet jusqu'à Guillaume II) réagit en déployant une compagnie d'infanterie pour assurer le calme et protéger les édifices juifs. Les émeutes se suivent et les événements culminent fin mai avec l'incendie partiel de la synagogue puis retombent progressivement. Comme dans un roman policier, on découvre le nom du coupable à la fin du livre.

L'auteur Helmut Walser Smith est né en 1962 en Allemagne mais a vécu aux Etats-Unis. Il est déjà considéré comme un historien important de l'antisémitisme.

L'ouvrage, agréablement construit, propose une série d'aller-retour entre des chapitres relatant le fait divers et des chapitres consacrés à la sociologie et aux mentalités de l'époque ainsi qu'au phénomène du crime rituel. Parmi des indications brèves mais riches et précises sur de nombreux sujets tels que l'histoire et la sociologie des Juifs en Allemagne de l'Est, la politique du Reich vis-à-vis de l'antisémitisme etc, il faut souligner le remarquable chapitre

central modestement intitulé « Un peu d'histoire » mais qui propose en quelques dizaines de pages une histoire extrêmement riche de l'accusation de crime rituel.

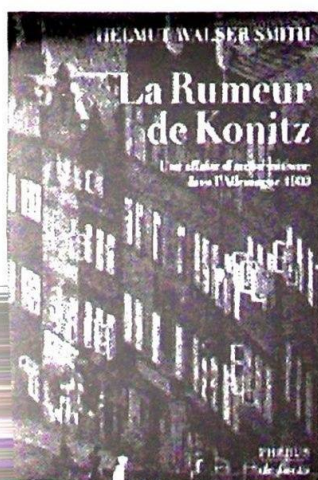
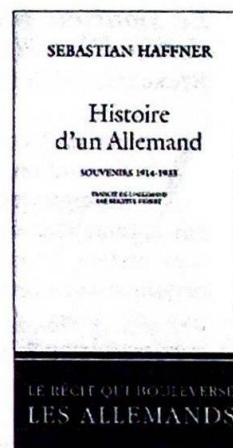
L'auteur fait remonter cette accusation au début du XIII^e siècle, époque marquée par les croisades mais également par un grand trouble des idées : l'Eglise catholique est partagée par un débat sur la nature « réelle ou symbolique » de l'Eucharistie. De là à accuser les juifs de consommer la chair et le sang chrétien, le pas est facilement franchi.

Les accusations de crime rituel sont dès lors très nombreuses, d'abord en Europe du Sud, puis migrent à partir du XV^e siècle vers le Nord et l'Est de l'Europe (suivant plus ou moins la migration de la population juive). Des cartes localisent les cas recensés qui se succèdent sans discontinuer dans toute l'Europe du treizième au vingtième siècle.

L'élément le plus passionnant et décisif en effet est que le phénomène réussit à traverser l'irruption de la modernité au cours du dix-neuvième siècle. La montée en puissance de l'éducation, de l'alphabétisation et des documents imprimés ne parvient pas à éliminer ces mythes et ces constructions de type « magique » et caractéristique du Moyen Age. Ces légendes sont propagées par des brochures et restent extrêmement structurantes pour la psychologie des masses. L'absence de scrupules de politiciens démagogues conjuguée à la technique moderne (train...) en fait dès lors une menace renouvelée et permanente pour les Juifs. Dieu est mort mais il a eu un enfant !

On assiste ainsi à partir de 1881 (année à mettre pour certains historiens au niveau de la destruction du Temple en 70 et de l'expulsion de 1492) au déferlement des pogroms en Europe de l'Est. En Allemagne et en Europe Centrale la violence reste plus symbolique mais pas moins de 79 accusations de crimes rituels sont recensées entre 1879 et 1900. Il faut recommander sans hésitation ces deux ouvrages, brefs mais extrêmement complets et parfaitement bien écrits. De plus le rapprochement de ces ouvrages semble permettre de dessiner une nouvelle version de la conquête des esprits allemands par les nazis. À l'inverse de la thèse d'une « idéologie nazie », c'est à dire d'une construction intellectuelle, symétrique de l'idéologie communiste, qui se serait emparée brutalement de l'Allemagne politique et intellectuelle, à travers ces deux ouvrages apparaît la montée lente de forces profondes, enfouies dans le peuple allemand et qui peu à peu se cristallisent dans un pouvoir issu des classes les plus populaires et « culturellement » antisémites. Cette version est naturellement discutable et sa discussion complète dépasserait largement le cadre de cette brève chronique mais les lecteurs des deux ouvrages (qui ne sont pas des romans à thèse mais une autobiographie et la relation d'un fait divers) ne manqueront pas d'être saisis par cette vision. ■

David Dornbusch



Le sionisme n'est pas le judaïsme (essai sur le destin d'Israël), Jacques Aron. Didier Devillez, éditeur, Bruxelles, 2003, 300 p., 25 euros.

Voici un livre intéressant, un essai sur l'histoire et sur l'évolution du sionisme, écrit par un diasporiste. Dans les premières pages, l'auteur affirme : «... Je ne suis pas nationaliste, donc pas sioniste ; je n'ai jamais songé un seul instant à vivre en Israël. Je n'entretiens aucun lien mystique avec cette terre et son histoire antique. Je ne suis pas de ceux qui croient l'antisémitisme éternel, indéfectiblement lié à la nature humaine ; qui croient qu'il n'est de solution à la "question juive" que territoriale, dans le droit "historique" de régner sans partage sur "sa" terre ancestrale ». On aurait pu craindre alors que dans son parti pris l'auteur ne fasse une description biaisée et fautive de son sujet. Il n'en est rien. Ce n'est pas un pamphlet antisioniste, mais une étude qui tend simplement à montrer que le sionisme n'épuise pas les possibilités pour le peuple juif de garder son identité. L'honnêteté intellectuelle de l'auteur garantit la véracité de ses pages ; son approche critique est un garant de lucidité. D'ailleurs, l'auteur ne cache pas son estime voire son admiration pour certains idéalistes du sionisme et pour leur dévouement à « la cause ». On suit le développement de la – des – pensée(s) sioniste(s) au fil des décennies, les contradictions internes, le débat entre les maximalistes tenants du « Grand Israël » et les « raisonnables », le rejet de l'idée d'un État binational...

L'affirmation que le problème juif ne peut se limiter au seul destin proposé par le sionisme, pour évidente qu'elle puisse nous paraître aujourd'hui, demandait à être étayée par une semblable analyse. Et le fait que l'auteur, athée, n'est pas en mesure de trouver dans la religion un autre pilier de l'identité diasporique rend sa tâche plus difficile – et plus proche à beaucoup de nos lecteurs.

Le livre se termine sur quelques citations de l'écrivain israélien Abraham Yehoshua qui, profondément sioniste, s'interroge sur ce qui est pour lui le grand mystère du peuple juif : sa persistance dans la Diaspora : « Ce qui est étonnant,

bouleversant dans toute l'acception du terme, c'est que les horreurs de la Shoah, l'assassinat de six millions de Juifs, conséquence de l'existence dans l'Exil, n'ait pas extirpé l'instinct de la Diaspora au sein de notre peuple. Avec une rapidité étonnante le peuple est revenu à ses premières amours... ».

C'est une lecture qui enrichira ses lecteurs, contribuera à leur connaissance de l'histoire juive récente et les aidera dans leur propre recherche d'identité. ■

J.B.



Le Survivant. Un écrivain du xx^e siècle.

Revue *Textuel*, n°43, 14 euros. En Librairie chez Compagnie et chez Tchan.

Textes de Florence Dupont, Anny Dayan Rosenman, Catherine Rioux, Régine Waintrater, Daniel Fondanèche, Rachel Ertel, Alain Parrau, Eric Marty, Carine Trevisan, Jeanine Altounian, Rachel Rosenblum.

Le recueil coordonné par Anny Dayan Rosenman et Carine Trevisan, porte sur la figure du survivant qui, de Henri Barbusse à Primo Levi, de Robert Antelme à Varlam Chalamov, peut apparaître comme l'une des figures de l'écrivain au siècle.

C'est au xx^e siècle, qui voit se déployer ce que Georges L. Mosse appelle la *brutalisation* des sociétés et des conflits, c'est au siècle où l'être humain se trouve confronté pour la première fois avec une telle ampleur à la violence extrême et au meurtre de masse que le récit du survivant peut acquérir le statut d'une diction de l'Histoire, dans le temps même où il constitue un pan de la littérature du xx^e siècle.

Le recueil tente de saisir dans la parole, dans l'écriture, le mouvement de celui qui revient de sa propre mort, et dans l'entre-deux entre une mort encore présente et une vie pas encore réintégrée, s'adresse aux vivants et aux morts.

Les contributions d'historiens, de littéraires et de psychanalystes portent sur les textes de Robert Antelme, Ossip Mandelstam, Tadeusz Borowski, Brice Parrain, Primo Levi ou Itzhok Katzenelson. Elles s'attachent à étudier une multiplicité de figures : soldats revenus muets de la Grande guerre, rescapés du génocide arménien, victimes de la guerre d'Algérie, survivants de la Shoah, déportés des goulags ou encore à côté, la mythique Hécube hurlant sa douleur. Et la parole controversée de Binjamin Wilkomirski.

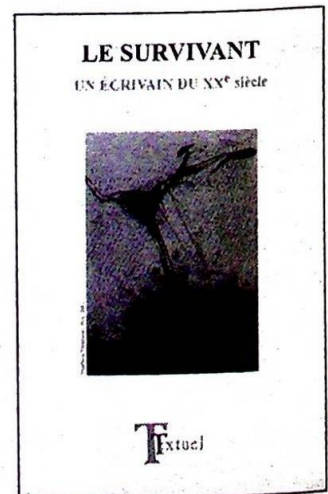
Ces figures ont toutes en commun de proférer une parole au singulier pour dire un désastre collectif et, revenant d'un univers où les repères symboliques se sont effondrés, de poser de façon douloureuse la question de l'adéquation du langage à l'expérience de l'extrême.

Elles tentent d'écrire pour se séparer des morts, en leur offrant le livre comme tombeau. ■

Sol Amar



Le manque de place nous oblige à reporter au numéro suivant d'autres comptes rendus de livres que nous avons retenus pour nos lecteurs.





Guides touristiques du judaïsme

Le Guide culturel des Juifs d'Europe, Seuil, Paris, mars 2002, en coédition avec la Fondation J. et J. Lévy-Willard, sous l'égide de la Fondation du Judaïsme Français.

Une équipe de journalistes, d'historiens, d'amoureux de l'histoire juive, a entrepris d'écrire ce guide unique qui conduira le voyageur à découvrir une Europe inconnue, en dehors des circuits touristiques.

Certains lieux sont célèbres et incontournables – tels le ghetto de Venise ou le vieux quartier juif de Prague –, mais les trésors d'une culture juive qui a marqué et marque encore l'Europe sont absents des ouvrages habituels. À chaque étape, vous pourrez désormais visiter les synagogues de Provence ou les ruelles de petites villes de Roumanie ou d'Ukraine, retrouver la vie juive de jadis à Sarajevo ou à Sofia, savoir qu'au coin d'une rue il y a un musée, un temple, un cimetière, un souvenir, une anecdote. Si le guide se divise en grandes aires géographiques européennes, c'est pour mieux raconter l'histoire de cette culture passée ou présente, vous permettre de refaire le parcours, simplement en tournant les pages.

Tout est brillamment raconté et illustré dans ce Guide culturel des Juifs d'Europe... Pas seulement pour les voyageurs (Elie Wiesel). ■

Fondation du Judaïsme français



Guide du patrimoine juif parisien, Dominique Jarrasé, Photographies de Sylvain Ageorges, Editions Parigramme, 2003, 240p., 19 euros.

Contrairement à ce que pourrait laisser croire la couverture de cet ouvrage (l'intérieur de la synagogue de la rue Pavée) ce guide ne se résume pas à une tournée des lieux de culte juifs. Son approche de la présence juive à Paris est plus globale. Un chapitre sur « La mémoire littéraire » propose un parcours qui mène de Henri Heine à Joseph Roth, de l'oublié Eugène Manuel à Georges Perec. La *tsedeka*, obligation de partage, a créé Fondations, hôpitaux et musées dont certains, les photos de cet ouvrage en témoignent, sont des hauts lieux de l'architecture du XIX^e siècle. Les lieux de rencontre et de travail des artistes juifs à Paris évoquent un beau chapitre de la vie culturelle

parisienne. L'histoire occupe une place importante avec des chapitres consacrés à la présence juive à Paris, aux lieux de l'affaire Dreyfus et à la mémoire de la Shoah. Le chapitre le plus important, mais non l'essentiel de l'ouvrage, est naturellement consacré aux oratoires et synagogues. Ce patrimoine monumental d'une grande diversité, souvent fort discret, fait l'objet d'une description précise d'autant plus intéressante que le tourisme synagogal n'est pas d'une pratique aisée. Mais pas impossible : l'auteur prend soin de donner le numéro de

téléphone de chaque synagogue pour obtenir une autorisation de visite ! ■

Martine Kis



Brèves

Langues juives :

Dans notre numéro 27, qui indiquait les lieux d'apprentissage des langues juives, nous avons omis de signaler que le **judéo-espagnol** était enseigné à Paris depuis longtemps par l'association **Vidas Largas**, dans les locaux du Centre Communautaire de Paris, un jeudi sur deux. On peut se renseigner auprès de **Vidas Largas**, au 01 44 24 83 90. Les prochains ateliers et cours auront lieu le 8 et le 22 janvier, puis les 5 et 19 février. Il y a ainsi plusieurs possibilités pour se perfectionner dans cette langue, sans oublier les émissions de Haim-Vidal Sephiha à la radio juive...

Un voyage en Hongrie juive : En avril 2002, le Cercle Wladimir-Rabi de Strasbourg avait organisé un voyage de groupe en Pologne, « sur les traces de nos ancêtres ». Cette fois, sa destination est la Hongrie. Du samedi 17 avril au dimanche 25 avril 2004, le groupe visitera Budapest, Győr et le nord-est du pays (frontières slovaque et ukrainienne). Au programme : recherche du passé juif et contacts avec les communautés juives d'aujourd'hui. Budget : 1250 euros par personne (il peut légèrement varier en fonction du nombre des inscrits). Renseignements et inscriptions avant le 3 janvier 2004 chez Muriel Klein-Zolty, 10 rue des Francs-Bourgeois, 67000 Strasbourg. Tel : 03 88 22 96 24.

A propos de *Brasier de mots**

Hommage à Rachel Ertel, gardienne de la flamme du yiddish

Élise Marienstras

Le lecteur de *Diasporiques* n'ignore pas l'attachement de cette revue pour le monde yiddish disparu ; il s'attend à ce qu'à l'occasion de la parution de *Brasier de mots* de Rachel Ertel – un livre majeur qui rassemble et retravaille une grande partie des écrits de l'auteur sur la langue et la littérature yiddish –, *Diasporiques* en donne un compte rendu savant, objectif et impartial, une honnête et froide recension qui émanerait de l'obscur ou notable « lecteur, cet inconnu », auquel s'adresse le livre de Rachel Ertel.

Or, dans l'urgence qui me saisit devant cette parution, dans le bouleversement affectif qu'elle suscite dans l'immédiat, qu'il me soit permis ici de me substituer au critique académique pour rendre dès maintenant hommage à une personne à laquelle je me sens depuis longtemps liée par des sentiments intimes, par une sorte de connivence ; à une personne (*a mensch*) à laquelle je voue une reconnaissance sans faille pour l'œuvre qu'elle a accomplie. De cette œuvre, le dernier livre paru, *Brasier de mots*, sans en épuiser la richesse, en réussit la synthèse ou mieux la *somme*, un terme à prendre à la lettre : un bilan de ce qu'a étudié, écrit, produit Rachel Ertel sur la langue yiddish, depuis le moment où, jeune adulte, elle prit conscience de sa propre implication dans le passé, dans le destin de son peuple. Orphelins du yiddish d'une manière ou d'une autre nous sommes, devant cette prise de responsabilité, admiratifs et redevables envers celle qui s'en est chargée les épaules tout au long de sa carrière et dont nous attendons qu'elle continue à nous ouvrir d'autres portes.

Lancé au public avec la force d'un manifeste, mais d'un manifeste érudit, *Brasier de mots* prend d'emblée la stature du livre de la langue yiddish à l'usage du lecteur francophone (mais dont la traduction dans d'autres

langues ne devrait pas manquer). Ce lecteur que l'auteur souhaite, comme *on voudrait qu'il s'ouvrît entièrement à cette langue qui lui est offerte à découvrir, langue à part entière, bien que langue sans patrie et presque sans locuteurs, mais qui fut langue de culture et de vie*. Il n'est pas question dans ce livre d'offrir à l'instruction ou à la compassion du visiteur de musée l'objet empaillé d'un autrefois ethnographique, ou la pitoyable victime des cruautés de l'histoire. Ce livre offre à voir et à pénétrer dans les arcanes d'une langue, c'est-à-dire d'une culture, c'est-à-dire d'un peuple, mais aussi de tout le mouvement des sociétés du giron de l'Europe des avant-guerres, des avant-révolutions. Le lecteur est plongé dans « l'enthousiasme et la fièvre des avant-gardes yiddish », dans le pari des révolutionnaires épris de l'internationalisme mais attachés à la langue du peuple qu'ils sublimèrent en faisant d'elle l'instrument majeur de l'immense effort de laïcité qui donna au judaïsme, enfin dégagé de sa gangue religieuse, toute sa vigueur et sa modernité.

Au lecteur non averti, au jeune individu qui croit vivre dans un monde sorti de la Seconde Guerre mondiale cicatrisé mais intact, il est donné par ce livre comme par quelques

très rares œuvres, d'apprendre comment le « court vingtième siècle », en détruisant le yiddishland, a extirpé de soi l'une de ses parties les plus vitales, comment cette langue qui fut au cœur de l'effervescence des utopies, devint « le témoin de la honte » dont le genre humain se couvrit dans les années quarante. « La langue comme être collectif et coextensif d'une communauté humaine se fait alors le lieu d'inscription de cette honte » (p. 214).

Face à la singularité du sujet, de mes rapports avec lui et avec l'auteur, je me suis donc vue contrainte, à l'opposé du critique averti et méthodique, d'adopter ici une démarche toute personnelle, dans une impudeur voulue parce qu'autrement intraduisible à la façon polie du monde littéraire parisien dont les discours, à force de se mettre au



Rachel Ertel au Cercle Gaston-Crémieux

diapason des médias qui s'en nourrissent, ont perdu le sel des vrais mots d'amitié et de fraternité.

* Editions Liana Lévi, 2003.



Parler humblement de moi comme il peut me sembler, puisque je pourrais croire à moi destiné ce livre qui met au clair le plus enfoui, mais parler en réalité de celle qui a écrit ces textes, qui me les donne et les donne à tous ceux qui s'y reconnaissent, cette démarche s'est, comme par la force des choses, imposée à moi lorsque j'ai voulu mettre en lumière, de l'auteur de *Dans la langue de personne*, du *Brasier de mots*, du *Shtetl...*, une partie de son propre mérite, de sa propre parole. C'est en effet de moi, de nous, de **ma** langue absente, de **notre** langue absente, de notre peuple évanoui, de notre parcelle effacée d'histoire et d'humanité que parle et qu'en ce sens agit Rachel Ertel.

Depuis plusieurs décennies, avec toute sa force de conviction et de combat, elle a réussi à imposer un cours de yiddish dans une université française – cette même France où ces locuteurs du « jargon », comme disaient avant la Guerre mes parents et leurs amis, qui ne le parlaient dans la rue qu'à voix basse parce que les antisémites, les vrais, les assimilationnistes de la culture française les auraient écrasés de leur mépris pour ne pas s'être convertis à l'universalisme altier de la langue de la République.

Des cours de langue yiddish furent montés et peu à peu émergèrent des traducteurs du yiddish, non pas bilingues mais tri- ou quadri-lingues puisqu'ils durent, pour obtenir la légitimité académique, se doter de doctorats en littérature comparée après avoir fait des études de civilisation américaines, spécialité : les Juifs américains. Des traducteurs de yiddish pour une collection de romans, de nouvelles, de poèmes en traduction, une collection migrante à son tour, comme toute chose juive, passant d'un éditeur accueillant puis lassé à un autre (l'hôtesse actuelle, Liana Lévi, désintéressée ou plutôt elle-même en quelque sorte partie prenante, est l'éditrice de *Brasier de mots*) : tout cela grâce à l'opiniâtreté, l'endurance, la persévérance de la gardienne de la langue, et à la confiance que lui portaient son compagnon et ses amis, dévoués à la mémoire des disparus,

fidèles à la culture et au monde d'autrefois, en dialogue avec les morts ; – loin, bien loin des cupidités et des luttes politiques qui cherchaient par quelques gesticulations à s'approprier la richesse passée du yiddish, langue sans État dont, au demeurant, la politique nationaliste sioniste consacrait non seulement la mort, mais la nature obsolète.

Très vite, grâce à l'autorité de son intelligence et à la sûreté de son jugement, grâce aussi à ce feu intérieur qui l'habitait en toute discrétion, Rachel Ertel devint, pour les amis intellectuels et artistes juifs du milieu de ses parents, « notre Rochele » et, pour le monde plus pincé des universitaires, une femme de lettres notable et respectable.

Elle traduisit, elle fit traduire nombre de romans, de nouvelles, et de poèmes surtout, les plus douloureux, ceux écrits *Dans la langue de personne* pour faire savoir que les six millions de tués dans les camps ont été des hommes et des femmes, qu'ils sont des morts humains, et que la poésie, seule, peut les faire parler dans leur langue bien que celle-ci ait été voulue massacrée, anéantie avec eux.

Maintenant vient le livre de la langue – je pourrais dire, si je pouvais me faire comprendre –, « mon livre », car il me parle, il parle de moi, non en personne, mais comme de l'un de ces sujets anonymes, qui a babillé ce qui fut la langue grand-maternelle, laquelle devait être « calcinée », provoquant la « perte non seulement de la langue mais du langage : bégaiement, silence, vide, rupture de la chaîne de transmission, absence de filiation, menace d'engloutissement, mort du sens ». C'est ainsi que Rachel Ertel traduit les sentiments d'une Régine Robin, d'une Cynthia Ozick, leur « traumatisme de naître sans langue maternelle, traumatisme de se trouver expulsé de la langue-mère ou de se trouver acculé à la désert » (p. 194-195).

Il ne servira à personne de savoir que cette langue-mère, langue dont ma grand-mère me nourrit à Slonim dans ma

prime enfance, elle me fut arrachée dès la venue à Trouville, chez des parents tard retrouvés et qui dès lors m'interdirent le « jargon », une langue qu'on m'enjoignit de désert, ce que je m'appliquai à faire, ouvrant dès alors béante la fosse aux pelletées qui, au lendemain de « La Guerre », allaient pêle-mêle enfouir ma faute initiale, ma mémoire des grands-parents et de tous les autres, pâles figures d'un passé que j'invente plus qu'il ne me hante. La langue y fut engloutie et à jamais rendue inaccessible, introuvable pour ceux qui comme moi avaient échappé au massacre dans un sauve-qui-peut approximatif mais combien privilégié dans le pays d'adoption ; dans le ballottage au gré des aléas d'une vie non choisie, où pointe, lancinante, la sensation de la privation définitive de racines, à l'image de ces chicots de dents perdus dans le désert des gencives désossifiées. L'ossature culturelle, linguistique, l'ossature de la communauté (écartons les récentes et absurdes dérives sur ce terme), elle commande la reconnaissance envers Rachel Ertel de la part de celle qui, comme moi, n'a pu, n'a voulu, réinventer cette culture pour soi, ni faire semblant d'en être héritière sans l'avoir méritée, mais qui s'en sent pour toujours en manque.

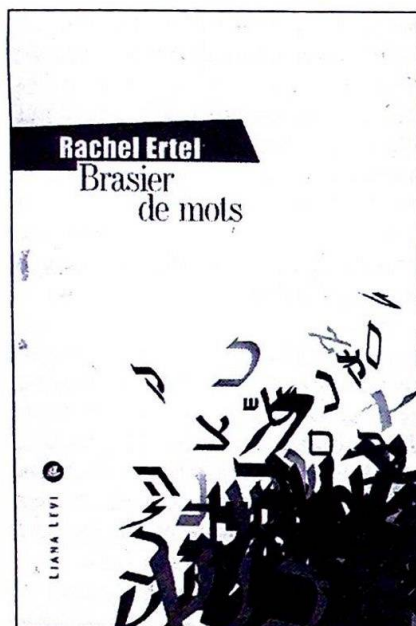
Or, cette ossature, cette « culture » comme on dit de nos jours de façon légère, elle nous est donnée, ou plutôt remise en mémoire par ce livre qui, dans un équilibre instable, fait du yiddish – passé, mort et aujourd'hui seulement présent dans l'imaginaire et dans l'art – un objet réel, une part de l'histoire des hommes.

Le livre commence par le récit d'un voyage en Pologne, en 1986 : un voyage, c'est-à-dire l'évocation du passé de quarante ans en arrière où la Pologne des pogromes cherchait à parachever l'anéantissement commis quelques années plus tôt par les Allemands ; la description des lieux, qui, dans la belle langue qui les évoque, prépare au cauchemar, au rêve gris, aux étendues brumeuses et vides de Birkenau, où le lieu, c'est le non-lieu ; à Cracovie, un secrétariat d'association

qui ressemble à une « loge de concierge, avec sa table couverte d'une toile cirée... un poêle de plomb qui ne chauffe pas »... ; une visite à Oswiecim, « pas un Juif n'est mort à Auschwitz »... ; retour à Cracovie, son université, son château, la noirceur des fumées de Nowa Huta, le charme de cette ville de culture d'Europe centrale... : Où sommes-nous ? Que fait Rachel là, à se faire montrer, à visiter, à remémorer ce qui n'est pas elle, ce qui ne nous concerne pas, mais ce qui, enfin, dans le quartier de Kazimierz, se révélera à moi quelques années plus tard : là l'absence est présence ; là les morts déversent le froid ; là, on est comme au bord de l'abîme, de l'engloutissement, de l'anéantissement de ce que peut-être nous fûmes, de ces morts qui hantent la parole de Rachel Ertel lorsqu'elle se dresse et parle au nom de ce qui fut le vif des Juifs de l'Europe : la langue yiddish.

Il était bon que ce livre sur une langue, qui fut la vie sans territoire nécessaire, sans racines définitives, sans frontières balisables, commençât par la visite à l'un de ces lieux où la langue – le peuple – prit son essor, vécut et fleurit et fut exterminé. Lieu de non-lieu, aseptisé depuis les années de cette visite de 1986, montrable aujourd'hui aux touristes et didacticiens d'un passé accessible aux collégiens comme un musée d'anthropologie : ce lieu aujourd'hui comme hier est à l'opposé de la langue qui survit à ses locuteurs, cette langue dont, nous faisant mystiques, nous dirions qu'elle est cet esprit dont l'écriture garantit la pérennité de la pensée de ceux qui ont péri.

Le yiddish qui fut, qui donna naissance à un monde : Rachel Ertel le nomme la « languemonde », dans une formule la plus heureuse possible parce qu'elle dit l'ouverture au monde démesurée, l'enflure illimitée de la langue et du monde des yiddishophones par leur hospitalité aux cultures, aux langues, aux pensées alentour ; parce qu'elle dit aussi la concentration microcosmique, dans cette petite langue de minoritaires de minorités nationales, des valeurs, des sentiments, du destin, tels que les Juifs



en portaient sur eux l'image pour le monde.

Langue du volontarisme intellectuel alors que langue du peuple, « jargon » comme on le croyait avant qu'il ne se fit porteur de littérature grandiose et subtile, le yiddish a été voulu « langue » par des intellectuels qui, dans la Russie et la Pologne à la croisée des siècles dix-neuf et vingt, voulurent que le peuple juif par sa langue se portât au premier rang des combats pour une humanité juste et heureuse, contre l'obscurantisme.

Porteur d'utopies, porteur de sentiments familiaux, le yiddish était à la fois langue vernaculaire parce qu'infiniment diversifiée par la géographie, mais aussi langue universelle parce que ses locuteurs étaient partout et parce qu'elle était, comme l'explique si bien l'auteur, « langue de fusion ». C'est avec une parfaite clarté que Rachel Ertel, d'un chapitre à l'autre d'une longue histoire dont elle a épilé les aventures littéraires, les accords aux musiques idéologiques, utopiques, politiques, intellectuelles et artistiques du monde, décrit le yiddish comme la langue par excellence du peuple et des élites, de la place publique et du foyer, du mouvement des hommes entre eux, hors des circuits de l'Etat et des institutions

froides auxquelles les autres langues doivent prêter leur véhicule.

Langue de la modernité, langue de l'ubiquité ; avec la grande émigration des Juifs d'Europe centrale dans les années 1880, le yiddish, en quelque sorte, remodèle l'Amérique, la traduit, s'en imprègne et l'imprègne : « paradoxe du yiddishland », écrit Rachel Ertel, « ...surgie de la mer, déposée sur ses côtes – une langue sans antécédent dans le pays. Naissance *ex nihilo* d'un espace sonore protéiforme qui vient mêler sa voix au chœur multiple des villes américaines. Cet arrachement marque la naissance de la modernité yiddish. Fait unique encore : c'est une littérature de l'exil qui, par ricochets, impulse et façonne l'écriture de sa culture d'origine » (p. 158).

Écrivains, romanciers, essayistes, poètes : cet hommage à *Brasier de mots* n'a pu en citer aucun ; mais il faut faire savoir au futur lecteur de ce livre que l'on ne quitte pas après l'avoir ouvert, qu'il n'a rien de désincarné, que les hommes et les femmes qui ont vécu dans le yiddish et l'ont fait vivre, qui en crient l'exil et l'absence – ceux qui ont voulu témoigner et laisser leur trace dans cette langue, les créateurs et les interprètes, les penseurs et les artistes, tous habitent un livre où la réflexion sur la langue ne se sépare pas un instant de ceux qui sont habités par cette langue. Rachel Ertel se fait ici leur porte-voix. Elle ne fait pas un pas sans eux tous. Ce *Brasier de mots* est à la fois un cri de désespoir et une création véritable, comme une dramaturgie où l'auteur dresse les œuvres et leurs auteurs sur la scène d'une étonnante représentation collective. Le yiddish est bien, aujourd'hui mort comme autrefois plein de vie, la chose commune, celle d'un peuple disparu, celle des traces de survivants, celle d'une humanité qui en reste marquée, tel le mythe de Troie qui, comme nous le rappelle Rachel Ertel dans une dernière réflexion, hante pour toujours la conscience et la littérature européennes. ■

* * *



Un conte judéo-arabe de Nice :

Les histoires de la rue Pairolière

Rachel Szeftel

Malgré le courant d'air ménagé par les volets de bois peints en vert à moitié relevés selon la tradition des vieilles maisons niçoises, la chaleur étouffante me chasse, comme tous les après-midi, en bas de mes quatre étages, dans la rue Pairolière où j'habite une partie de l'année, entre les grincements électriques du disquaire à ma gauche et les parfums d'Arabie et d'Éthiopie de la brûlerie de café à droite. La lourde porte cochère claque sur mes talons, je m'insinue dans le flot des poussettes, des caddies débordant de légumes, des chiens de toutes races et de toutes tailles, des enfants sur trottinettes, des adolescents sur rollers, des femmes haut perchées sur les semelles compensées de leurs sandales à la mode, des hommes demi-nus et rouges de coups de soleil, des vieillards tremblants sur leurs cannes ; au fond des couloirs étroits des boutiques bruissent les ventilateurs qui remuent à peine la moiteur, des étranglements se forment devant les penderies où s'accrochent robes, maillots de bains et chemisettes au-dessus des pavés beiges et rouges, devant les étalages de claquettes en bois, de parasols et de draps de bain, au coin d'une fromagerie ou d'une poissonnerie à l'odeur aigre de saumure. Un scooter fend brusquement la foule en deux et oblique sur la place Saint-François pour se garer près de la fontaine des quatre dauphins, presque submergée par la marée des voitures stationnées dans chaque recoin encore vide, malgré l'impuissance des interdictions préfectorales placardées çà et là. Les dernières charrettes du marché aux poissons et aux herbes remballent leurs caisses au milieu des éclats de voix méridionales, les orgueilleuses façades jaunes d'ocre jettent un peu d'ombre aux passants qui s'interpellent dans toutes les langues du globe, le fin campanile rescapé du couvent disparu des Mineurs de Saint-François se dresse aussi haut que le Ciel, Tour

de Babel attisant la colère divine, semant l'incompréhension mutuelle parmi les hordes de vacanciers venus des quatre points cardinaux, les appareils photos crépitent, les caméscopes ronronnent, le glacier italien aimante une file de bambins avec leurs mères, la papeterie arbore les quotidiens calligraphiés dans les écritures latine, grecque, cyrillique, arabe, turque, hébraïque, sanscrite, chinoise, japonaise, coréenne, vietnamienne, thaï, et fleurit de massifs de cartes postales de toutes dimensions et de toutes couleurs ; saint François en robe de bure gravit pieds nus les marches qui mènent au dispensaire, à l'école primaire et à la piscine municipale, en passant sous une arche majestueuse où nichent cormorans blancs, tourterelles argentées, martinets par bandes sifflantes, moineaux ébouriffés, où les chats se glissent dès la tombée de la nuit, où flotte une senteur de lessive et de lavande aux croisées. Les cloches de l'église du Gesu, de Saint-Augustin et de Sainte-Rita sonnent cinq fois, les uns après les autres, tandis que j'aborde la rue Saint-François, entre les cafés et la boucherie où des centaines de poulets tournent à la broche, arômes appétissants, tintements des verres de pastis, rires aigus de filles, aboiements, musique de violon et d'accordéon, plainte des mendiants, sonnerie de piécettes dans les sébiles. Une main vigoureuse me secoue le bras :

- *Salaam ualekum*, la paix sur toi, Rachel ! Pourquoi t'es pressée ? Fait trop chaud ! Viens plutôt prendre le thé avec moi !

- *Chalom* la paix, Sami ! Rien ne peut me faire plus plaisir que ton délicieux thé à la menthe... sauf ta conversation bien sûr ! Nous habitons tous deux rue Pairolière, et c'est pourquoi nous échangeons tant de paroles en nous promenant dans le quartier !

Le voilà qui rit de toutes ses dents blanches au milieu d'une figure presque

noire sous les boucles brunes. Nous nous asseyons à la terrasse de la pâtisserie tunisienne *Mégara*, en face d'un restaurant turc qui se prétend le « sultan du kebab ». Quelques tables et chaises en plastique accueillent les gourmands sur le trottoir et dans l'espace exigu et surchauffé de la boutique où trônent le comptoir et l'éventaire chargé de cornes de gazelles, de dattes fourrées, de baklavas, de rouleaux aux amandes, aux noix ou aux figues, de choux tout dégoulinants de miel, de rahat loukoum et de halva, de sandwiches végétariens ou au thon.

Abdel, le copain de Sami, nous apporte nos tasses, et je commence :

- Connais-tu l'histoire du mec qui va chez un tailleur pour se faire coudre un costume sur mesures ?

- Ben... non, qu'il répond, Sami.

Alors le tailleur explique que ce sera prêt dans huit jours... mais huit jours se passent, et le costume n'est même pas commencé : « revenez donc dans quinze jours ! » Mais au bout de quinze jours, c'est pareil, pas de vêtement ; et la mauvaise plaisanterie continue : le client revient en vain chaque mois pendant six mois ! À la fin, il éclate : « Comment ! Le bon Dieu a créé le monde entier en six jours, et vous, vous n'êtes même pas capable de fabriquer un complet en six mois !

- D'accord, rétorque le tailleur, mais le monde, eh bien vous avez vu à quoi il ressemble ? »

Sami hoche la tête en avalant une gorgée parfumée :

- Le monde ne tourne pas rond, c'est sûr..., et pourtant Allah exécute du beau travail, comme les habiles artisans... Il prend un modèle parfait et il le copie avec minutie...

- Mais de quel modèle parles-tu ?

- Je parle des Livres Saints, de la Torah et du Coran bien sûr ! Avant que rien n'existât, de toute éternité les textes sacrés étaient déjà entièrement écrits, du premier mot jusqu'au dernier, à

l'intérieur de la Pensée Divine... Ainsi le Créateur n'avait plus qu'à s'inspirer des versets et des sourates pour produire l'univers...

Nous buvons en silence ; une brise fraîche survient de la rue du Collet et de la rue Droite, et nous insuffle la Présence divine, la *she'hina*, parfumée du sel et de l'iode marins, ainsi que des épices du Cours Saleya. Les rayons du soleil deviennent obliques et l'ombre étend son voile bienfaisant sur tout le chemin. Des familles entières rentrent de la plage, bouées ou serviettes de bain sous les bras, enfants à califourchon sur les épaules, chevelures trempées dans le dos. Je reprends :

- Quand Dieu a placé des luminaires dans le Ciel pour l'éclairer, au commencement le Soleil et la Lune brillaient en même temps, si bien qu'on ne pouvait distinguer le jour de la nuit, comme maintenant...

... et donc impossible d'établir un calendrier !

- Exactement ! Alors la Lune est allée se plaindre auprès du Saint - Béni soit-il ! - en ces termes : « deux Rois ne peuvent régner ensemble dans le même royaume. » Le *Midrash* raconte que le Seigneur fut sensible à cet argument et donna la Nuit comme empire à la Lune et le Jour comme domaine au Soleil. Mais la Lune de se plaindre de nouveau : « Hélas ! C'est donc ainsi que le Très-Haut récompense ceux qui disent la vérité ! N'aurais-je pas mieux fait de me taire au sujet d'une injustice, plutôt que d'en subir une deuxième encore pire, exilée dans les limbes obscures, pendant que mon rival, le Soleil, rayonne sur la beauté diurne ! - Lune, tu n'as pas reçu la plus mauvaise part, lui répond le Créateur, puisque ta blancheur douce n'est plus éclipsée par l'éclat du Soleil, et que tu es escortée par le cortège triomphal des myriades d'étoiles... En outre, je te promets que, désormais, les mois seront comptés d'après ta révolution, et les jours commenceront à ton apparition et s'achèveront vingt-quatre heures plus tard, quand tu te montres de nouveau. »

- Alors, dans le calendrier juif, les jours ne commencent pas au lever du Soleil, mais au contraire à son coucher ?

- Tu as bien écouté le *Midrash* ! Veux-tu un autre thé ? C'est à mon tour de te l'offrir !

- Tu plaisantes ? C'est moi le patron de cette pâtisserie, c'est moi qui offre... ; deux thés à la menthe, s'il te plaît, Abdel !

- N'est-ce pas ici à Nice que Dieu a jadis planté son Paradis ? suggère Sami.

- Pourtant le jardin d'Eden se trouve à quatre mille kilomètres de la Côte d'Azur, quelque part caché sous la vieille ville de Jérusalem...

- Comment une descendante d'Eve la pécheresse pourrait-elle le savoir ?

- C'est que les Rabbins qui ont composé le *Talmud*, la loi orale, nous enseignent que le Roi Salomon le Juste a bâti son Temple dans le lieu le plus sacré de la Terre Promise, là où survit encore un peu la *she'hina*, la Présence de Dieu... et c'est nécessairement le lieu le plus proche de l'entrée du Paradis... Adam lui-même y a vécu mille années après son bannissement...

- Les Croyants qui ont respecté les cinq piliers de l'Islam ont le droit de retourner dans ce Jardin sacré après leur mort...

- Mais toi, est-ce que tu observes toutes ces lois ?

- Comme je ne suis qu'un misérable pécheur, je dois me contenter du Paradis du Vieux Nice !

- Il en va de même pour moi ! J'aspire une goulée de thé, puis je demande : selon toi, Sami, à quoi le *Gan Eden*, le jardin d'Eden, peut-il ressembler ? N'est-il pas impossible de l'imaginer, sauf dans notre sommeil ?

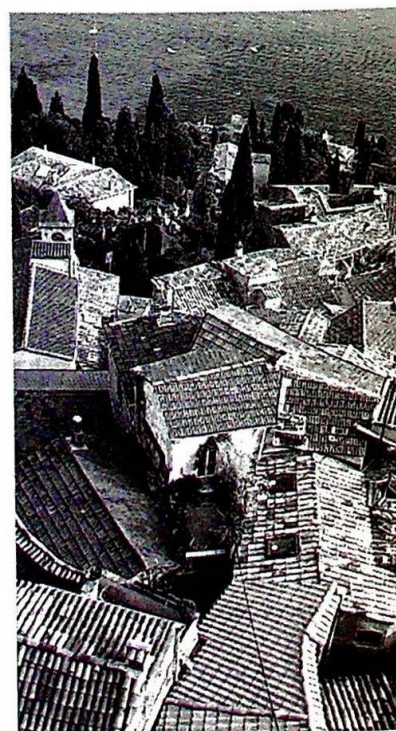
- Parole, viens avec ma sœur Arbia et mes potes sur la plage, et tu auras une vision... les Anges, tu les contempleras et tu les entendras de tes yeux et de tes oreilles ! Sur le Saint Livre, je te le jure ! »

Temps va-t-en, temps reviens, le temps a passé.

Les lampadaires sont allumés au milieu des massifs d'œillets, de pensées, de camélias, de soucis, de marguerites, près des bancs où lisent les femmes et reposent les vieillards, le long de deux allées de jets d'eau, parmi les berceaux de verdure et de roses ; les promeneurs du crépuscule flânent sur une esplanade qui surplombe les bassins et les fontaines, la rotonde où évoluent les patineurs, la sculpture géante en forme d'arc, que des gamins irrespectueux escaladent malgré les cris maternels ; les grands hôtels pavoisent parmi les

vieux immeubles au crépi jaune et rose ou parmi les immeubles neufs à la géométrie blanche et agressive, des jeunes gens en grappes colorées posent pour la photo, la rumeur glougloutante des cascades s'arrête brusquement avec la coupure de l'eau, le silence soudain m'assourdit, quelques secondes plus tard, le flot jaillit de nouveau dans un fracas de cataracte, promesse pour les assoiffés.

Cela s'est peut-être passé ou peut-être pas ; d'ailleurs beaucoup est oublié... Entre les palmiers et les orangers, près du théâtre de verdure, éclate la fanfare des Anges et des Archanges, qui défilent en ordre et en rangs serrés, en sonnant de leurs trompes, trompettes, clairons, tubas, cornets, trombones, hautbois, flûtes, clarinettes, bassons, cors anglais (ce qui me laisse supposer que les Britanniques ont, eux aussi, entrevu le Jardin d'Eden), fifres, chalumeaux et *chofars*, cornes de bélier. Au premier rang, les archanges majestueux : Gabriel, Michel, Uriel, Dashiell, Askell et Sabatiel, Nathanaël et Ariel, joues gonflées par le souffle joyeux du Saint Nom, *Shem Kadoch*, chevelures d'or, de cuivre et d'ébène jusqu'aux pieds, longues tuniques blanches et bruissements soyeux d'ailes, conduisant les armées des Anges et des Angelots plus petits



D.R.



derrière eux, en vagues successives et cadencées, tandis que les Séraphins flamboyants : Gamliel, Raphaël, Emmanuel et Oriel, ferment la marche avec des timbales, des casseroles, des chaudrons, des boucliers de fer où ils tapent de leurs louches et de leurs glaives de feu avec frénésie, selon les rythmes séculaires du jazz de La Nouvelle Orléans ! Leurs épées étincellent et leurs couronnes de lumière rougeoyent avec le coucher du soleil...

Temps va-t-en, temps reviens, le jour est passé.

En face de l'Opéra, façades aux pâtisseries blanches, aux colonnes roses, aux fenêtres entourées de crépi vert, aux vitraux opaques, traversent Sami, sa sœur Arbia, Abdel et Elie ses amis, fendant le flot continu des voitures, ensemble ils m'appellent en descendant une volée de marches vers la plage :

- « Rachel ! Viens faire de la musique avec nous !

- Je ne suis pas assez douée ! Mais je sais très bien écouter !

Nous nous asseyons en tailleur sur nos vestes roulées en boules, Sami commence un rythme sur ses tam-tam, le *derbouka* et le *thilat*, Abdel saisit son archet et place le *rebab*, le violon, devant lui ; sur un signe de tête d'Elie, il module un air espagnol, je claqué des doigts et des mains, Arbia lance le youyou, Elie entonne lentement, en hébreu, le chant de la fiancée qui accueille le *shabbat* :

- Je suis à mon ami et il est à moi, Le berger parmi les lys...

Il est une fois, il est mainte fois, ou peut-être pas.

Beaucoup de temps s'est écoulé, et presque tout est oublié.

À Grenade et à Cordoue, Elie autrefois chante de sa voix aiguë les romanceros composés par le poète Juda Halévi en vieil Espagnol et en hébreu, mélodies rapides et joyeuses de noces, rythmes lents et mélancoliques de séparations, à Tolède et Cadix il est invité, en ce temps-là, pendant toutes les fêtes des Arabes, des Juifs et des Castillans ou des Aragonais, pour célébrer le bonheur et le malheur des trois communautés. Abdel repose son *rebab* et pince les cordes du *oud*, du luth, Arbia doucement, lentement se redresse et se

courbe en arrière comme un arc, comme la corde de guitare que les doigts du musicien effleurent avec agilité, sa peau au grain mat et serré tremble comme un *kinor*, une harpe, elle trace à petits pas dans les galets un cercle parfait, le visage levé vers le ciel, elle suit des yeux et du corps la navigation des étoiles errant dans les nuées, ses bras se tendent en avant, ses mains gracieuses s'arrondissent, sa chemise glisse de ses épaules et découvre son maillot de bain, ses longues jambes accélèrent la danse circulaire au son du *oud*, elle agite son foulard et emprisonne sa taille, la serre et balance les hanches sans bouger le haut du corps, selon l'antique mode des Almées du Caire ou d'Alexandrie, elle commande à la trajectoire des astres et de la terre sa mère, la voix de haute-contre d'Elie s'élève plus haut que le ressac des vagues sur la berge, les spectateurs s'attourent autour de la danseuse, deux jeunes garçons aux gestes souples tournoient aussi dans le cercle, les percussions de Sami se déchaînent, Arbia rêve : elle oublie tous ceux qui l'entourent, sa transe crée l'univers, ses doigts de feu allument les corps célestes et domptent les marées, sèment les monts et les volcans, secouent les continents et lèvent les tempêtes, caressent les fleuves et verdissent les forêts, ses boucles teintées de henné rouge se sont dénouées jusqu'à ses talons qui frappent de plus en plus vite le sol, elle a cessé d'exister, elle est le monde entier, avec ses roches, ses métaux, ses plantes, ses vies multiples, ses meurtres et ses guerres, son sang vermeil et ses noces fiévreuses, elle retombe soudain sur ses genoux et s'assoit, immobile, la respiration encore saccadée, tandis que les deux danseurs se statuent soudain, fascinés, et que la voix cristalline murmure la dernière note.

- Aïe ! Arbia, tu n'es pas une fille d'Adam, mais une *Djenia*, un génie de la danse !

C'est *HaChem*, le Saint Nom lui-même qui te possède et qui t'inspire !

Arbia, ma sœur, un rubis entre les yeux et une perle entre les dents ! Quel présent veux-tu recevoir pour ta danse du monde ?

Arbia, un rubis entre les yeux et une perle entre les dents, sœur de mon

meilleur ami, quel cadeau veux-tu recevoir pour ta grâce divine ?

Arbia, un rubis entre les yeux et une perle entre les dents, sœur de Sami, quel prix veux-tu recevoir pour ta création du paradis ?

Arbia, un rubis entre les yeux et une perle entre les dents, quel est le don qui peut récompenser notre ravissement ?

- Je ne me rappelle rien de la danse dont vous me parlez tous : n'avons-nous pas été visités par un songe ? Mais puisque vous insistez, voici mon souhait : seul m'intéresse Sidi Hmame El Ward !

- Arbia, un rubis entre les yeux et une perle entre les dents, qui est ce Seigneur, cet oiseau rare, ce Phénix parmi les roses ?

- Sami, c'est ce qu'il y a de plus beau ! Tous les promeneurs applaudissent, d'ailleurs aujourd'hui on en parle encore.

Alors, Abdel prend le *'halil*, la grande flûte du Moyen Orient, et joue un prélude, puis Elie récite en langue judéo-arabe le conte de la fiancée enlevée par le roi des *Ghoul*s, les démons dévoreurs de chair humaine ; le fiancé bondit sur son cheval à leur poursuite et arrive devant la montagne verte :

- Montagne verte, pourquoi as-tu jauni ?

- Parce que ta bien-aimée est passée par-dessus moi !

Il chevauche jusqu'à la montagne bleue.

- Montagne bleue, pourquoi es-tu devenue rouge ?

- Parce que ta bien-aimée est passée par-dessus moi !

Il parvient à la montagne blanche.

- Montagne blanche, pourquoi es-tu devenue noire ?

- Parce que ta bien-aimée habite dans mes bois ! »

Il pénètre dans la forêt et retrouve la belle avec l'aide d'un coq ; ils s'enfuient sur le cheval, traversent la montagne noire qui retrouve sa blancheur, puis la rouge qui se teinte d'azur, mais les pas du roi des *Ghoul*s se rapprochent, avant la montagne verte ils sont rattrapés et se changent en oiseaux.

Moi-même j'étais présente, et je n'en suis pas encore revenue ! ■

Serge Kantorowicz : « La magie d'une œuvre »

Fania Perez

Serge Kantorowicz, peintre, graveur et sculpteur, dans une brève biographie rédigée par François Weisman, un de ses amis écrivains, livre certaines clés qui permettent de mieux appréhender son œuvre. En voici quelques extraits : « ... vraiment fallu très peu que je ne vois la lumière du jour. L'écran de la nuit est tombé derrière moi juste après ma naissance. Derrière ces ténèbres, il y a mon père et ma mère... Il me semble qu'il est facile de comprendre pourquoi je suis devenu peintre, parce qu'un peintre, n'est-ce pas, c'est d'abord quelqu'un qui a la faculté d'aller réveiller l'ombre des morts... avec un tas de choses : essence, glaise, térébenthine, encre, crayon, sanguine, plume, huile, trichloréthylène, sulfure de cadmium... c'est avec tout ça que je cherche comme un alchimiste... que je cherche à percer l'écran. Oui je cherche... On cherche tous, n'est-ce pas ? On cherche même tous quasiment la même chose. Bien, mais l'important ce sont les moyens, les moyens qu'on choisit, comme des armes, et qui permettent de trouver... Quels

moyens ? Peu importe : religion, sexe, kabbale, philosophie, science, art, n'importe quel moyen, cela n'a aucune importance... On ne peut trouver ce que l'on cherche que par des moyens détournés. Directement, c'est impossible, d'ailleurs ça n'existe pas. On est des hommes faits de chair et de sang, rien d'autre. Nos corps ont besoin d'autres corps pour se transporter, accéder à l'esprit. L'esprit en ligne directe, c'est l'affaire de Dieu, de lui seul, pas la nôtre... Il faut passer à travers la matière pour accéder à ce qu'il y a derrière l'écran des ténèbres, pour forcer l'arcane de la nature... Et si je vous dis que je dialogue avec les morts vous sautez carrément au plafond, non ?... Mais parfaitement. En peignant je suis en contact avec les esprits. Vous voulez des noms ? Schulz, Balzac, Kubin... je les capte... De quelle façon ? Très simple. J'installe mon laboratoire et je mets leurs œuvres en contact avec les miennes... Non, j'essaie simplement de vous expliquer que l'art est une magie, ni plus, ni moins. »

Si l'on en croit Pierre Daix, « Serge Kantorowicz est de la génération arrivée à la peinture quand beaucoup des aînés la jugeaient épuisée, imaginant qu'elle avait tout dit et ne songeant plus qu'à la déconstruire et à la nier. Sa singularité est d'aimer charnellement la peinture, de s'y investir comme le veut l'anglicisme psychanalytique, d'en jouir au point de nous communiquer impérieusement sa passion. »

Curieux de tout, enthousiaste et généreux, rien de ce qui touche à l'humain ne laisse Serge Kantorowicz indifférent. Ce qui lui paraît important, il veut le faire connaître, le partager. Pour cela, comme il le dit si bien, il se sert de ses armes, celles d'un artiste peintre. Des thèmes qui lui sont particulièrement chers reviennent de manière récurrente dans son œuvre : la mémoire encombrée, la yiddishkeit, la famille, les sujets bibliques, les petites synagogues, les cafés avec leurs billards, le cirque, le théâtre, les bordels. Il se plaît aussi à représenter de fausses vies de vrais artistes, des voyages imaginaires. La politique et la vie de la cité sont également présentes dans son travail.

Homme d'esprit, Kantorowicz a exposé, en 1992, « Les Nouveaux Caprices ou la Vie privée des animaux » au Centre de la Plaisanterie de Montbéliard. Avec humour, il porte un regard critique sur notre société.

Très jeune, Serge Kantorowicz aimait donner sa « vision » des livres qu'il se plaisait à dévorer. En 2000, à la Maison de Balzac, il a présenté une très belle exposition intitulée : « La Comédie humaine en peinture ».

Balzac souhaitait que ses textes soient illustrés. Kantorowicz, lui, a voulu les traverser, les penser, les exprimer avec ses pinceaux, crayons et autres matériaux. Il en a fait une œuvre personnelle tout en respectant les personnages de Balzac que l'on peut facilement identifier. D'autres écrivains ont, eux aussi, eut droit à « une mise en peinture » : Canetti et Pessoa ; Kubin ; Kantor et Schulz, auteurs polonais ont réussi à réconcilier le peintre avec sa « polonité ».



D.R.

Hommage à Cami. Les mangeurs d'esquimaux ou les Andalous chauds. Huile sur toile 65 x 46



L'oie blanche. Huile sur toile 100 x 50

tures bizarres avant de les épingler, comme des papillons, dans des boîtes noires. Cette exposition, reprise en décembre à la Galerie Carmen Cassé, évoque une correspondance hallucinée et fascinante qu'il n'est pas aisé de déchiffrer.

Les tableaux de Kantorowicz portent des titres, mais pas de date. Pour lui, l'esquisse n'est pas l'origine de l'œuvre, elle en est l'aboutissement. Le flou, l'indistinct révèlent un grand esprit de finesse. C'est après de nombreux repentirs que l'ébauche, le spontané apparaissent et s'installent. C'est parce qu'il connaît les techniques et les règles de l'art que Kantorowicz peut se permettre de les bouleverser pour créer les siennes.

Si la peinture occupe une place majeure dans l'œuvre de l'artiste, rappelons qu'il fut d'abord graveur, qu'il a créé des décors de théâtre, notamment pour *L'histoire du soldat* de Ramuz sur une musique de Stravinsky, qu'il a participé à plusieurs films : *La femme tatouée* et *La visite* de Jorge Amat. Il a été l'invité de Francis Boucher sur Antenne 2 dans « Comment vivre de l'art aujourd'hui », sujet ô combien difficile. Roland Hollinger s'est adressé à lui pour les dessins du générique de l'émission « Daumier ».

Kantorowicz, sculpteur, a fait de nombreuses têtes, certaines ont été remarquées lors de l'exposition « Pourquoi faites-vous cette tête là ? » organisée par Henri Bussière. Il a, entre

Dans le cadre du Bicentenaire parisien de la naissance de Victor Hugo, la direction des Affaires culturelles de la Ville a exposé « Pages arrachées au journal de Victor Hugo », sorte de journal graphique dans lequel Serge Kantorowicz mêle des éléments de sa vie à des scènes extraites de celle de Victor Hugo. Salissant à l'encre des pages de vieux registres jaunis, il les a déposés sur du papier du Népal qu'il a recouvert, à grands coups de pinceaux rageurs, de colle, de pigments de couleur, de taches, de traces de doigts, d'écritures

autres, créé une suite de sculptures sur le thème de la *Guerre de Trente Ans*, faite en bois, terre, cire, végétaux et textiles. Il a également pratiqué l'art de la céramique.

Il achète beaucoup de vieux livres qu'il transforme en « livres d'artiste », une autre manière d'écrire sa vie...

Très doucement, Serge Kantorowicz nous fait cheminer dans une œuvre qui nous dévoile, peu à peu, pudiquement et intensément, l'intériorité d'un être qui, par son art, sublime sa rage, ses vibrations, ses émotions, pour nous transmettre le plus précieux : l'amour de la Vie. ■



Décor pour *L'histoire du soldat* (huile)

Serge Kantorowicz est né à Paris en 1942. Peintre et sculpteur, il se consacre à son œuvre depuis 1973. Auparavant, il a longtemps travaillé en tant que graveur, principalement dans les ateliers Maeght, pour de nombreux artistes parmi lesquels Miro, Tapiès, Ubac, Zao Wou-Ki, Michaux ou Joan Mitchell.

Depuis 1977, les œuvres de Kantorowicz ont fait l'objet de plusieurs expositions personnelles à Paris, Amsterdam, Luxembourg, New York, et sont entrées dans diverses collections publiques en France, en Suisse, au Luxembourg et à Odessa.

En 1999 il a été nommé Chevalier des Arts et des Lettres.

Laïcité : et si on parlait de l'Allemagne ?

Doris Bensimon

Les médias français résonnent des débats sur la laïcité et d'une éventuelle modification de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. La commission présidée par Bernard Stasi a auditionné les représentants des institutions religieuses, des partis politiques et de la société civile en vue de nouvelles propositions. D'autres, voire les mêmes, débattent de l'enseignement du fait religieux préconisé par Régis Debray dans les écoles de la République.

Ces débats et confrontations dépassent largement les frontières de l'Hexagone.

Les vingt-cinq pays de l'Union Européenne élargie se mettront-ils d'accord sur l'héritage « chrétien », « judéo-chrétien », « spirituel » ou « philosophique issu des Lumières » qui devrait figurer dans le préambule de la Constitution européenne ?

En rédigeant un livre sur les Juifs en Allemagne aujourd'hui, j'ai étudié les méandres des relations entre les Églises et l'État dans ce pays. La société allemande se sécularise à un rythme accéléré, mais les Églises protestante et catholique ainsi que les communautés juives jouissent d'un statut légal qu'on pourrait appeler privilégié.

La Loi fondamentale¹, c'est-à-dire la Constitution de la République fédérale d'Allemagne affirme avec force la dignité de l'être humain (article 1), la liberté de conscience, la liberté des confessions religieuses, des conceptions philosophiques et idéologiques. Elle garantit l'exercice paisible des religions (article 4).

La Loi fondamentale de l'Allemagne unifiée reprend celle votée en mai 1949 par la RFA, l'Allemagne de l'Ouest. À

cette époque, la forte affirmation de la liberté de conscience et de la liberté religieuse s'inscrivait dans l'éducation à la démocratie ainsi que dans l'opposition au régime communiste de l'Allemagne de l'Est qui deviendra la RDA (République démocratique allemande) en octobre 1949. Aujourd'hui, l'Allemagne réunifiée est une démocratie intégrée dans l'Union Européenne.

Mais la Loi fondamentale actuellement en vigueur se réfère à un passé plus lointain pour la définition du statut des associations religieuses : l'article 140

La Constitution allemande affirme... la liberté de conscience, des confessions religieuses ou des conceptions philosophiques et idéologiques

renvoie à la Constitution de la République de Weimar du 11 août 1919. Cette Constitution, vieille de plus de huit décennies, affirmait la liberté religieuse individuelle ainsi que l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens quelle que soit leur confession. Il n'y a pas d'Église d'État, mais, comme par un passé qui remonte au XIX^e siècle, les associations religieuses sont des corporations de droit public. À ce titre, elles collectent des impôts dans le cadre de l'impôt sur les revenus. Cette législation est toujours en vigueur. Elle concerne non seulement les chrétiens, mais aussi les juifs. En effet, depuis 1950, les communautés juives et leur représentation politique, le Conseil central des Juifs en Allemagne – l'équivalent de notre CRIF – sont reconnues comme des corporations confessionnelles de droit public. L'impôt d'Église est collecté avec celui sur les revenus : il représente environ 8% de la feuille d'impôt. Les sommes ainsi encaissées sont reversées aux corporations confessionnelles de droit public proportionnellement au nombre de leurs membres. Un chrétien

ou un juif peut se libérer du paiement de cet impôt pour des motifs financiers ou idéologiques, s'il se déclare « sans religion » devant un tribunal de son lieu de résidence. Il reçoit une attestation officielle de cette déclaration qu'il doit présenter à certaines occasions, comme l'inscription de ses enfants dans un établissement scolaire. L'ensemble de cette procédure est géré par les Länder, les régions dotées d'une grande autonomie. L'État allemand est une fédération de tous ces Länder. L'application d'une loi fédérale peut varier d'un Land à l'autre.

L'autonomie des Länder joue un rôle important dans le système éducatif. Selon la Loi fondamentale (article 7), l'ensemble du réseau scolaire est

contrôlé par l'État. L'enseignement est public ou privé. Les écoles privées sont, en majorité, catholiques ou protestantes. Mais dans les écoles publiques l'enseignement religieux selon la confession des parents est une discipline intégrée dans les programmes scolaires. Il est dispensé en accord avec les communautés religieuses, protestantes ou catholiques. Jusqu'à quatorze ans l'élève doit recevoir cet enseignement dont les notes figurent sur son bulletin scolaire. L'enseignement religieux peut être remplacé, à la demande des parents, par un enseignement de l'éthique ou des conceptions philosophiques. La mise en place de cet enseignement de remplacement dépend de la décision des différents Länder. À partir de quinze ans l'adolescent peut faire un choix personnel. Il peut refuser sa participation à l'enseignement religieux, mais n'échappe pas à l'enseignement de l'éthique.

Dès 1949, le Land de Brême a protesté contre l'obligation de l'enseignement religieux. Les Länder de l'ancienne RDA qui ont rejoint la nouvelle République fédérale d'Allemagne en

¹ Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2001. Les articles de cette Loi fondamentale cités ici réfèrent à cette publication.



1990 s'opposent aujourd'hui à cet enseignement obligatoire².

Les dispositions de la Loi fondamentale concernent ces anciens Länder de la RDA. Les « sans religion » y sont proportionnellement plus nombreux que dans ceux de l'Allemagne de l'Ouest. La population se sécularise, mais les Églises catholiques et protestantes jouent toujours un rôle très important dans la société allemande. Elles gèrent un nombre considérable de cliniques, de maisons de retraites, d'écoles et d'associations³.

Et que deviennent les Juifs parmi tous ces Allemands chrétiens ? La petite judaïcité reconstruite depuis 1945 était hétérogène par ses origines et par ses orientations idéologiques. Elle était

vieillissante. Les démographes la considéraient en voie de disparition. Or le dernier gouvernement de la RDA a accueilli des Juifs soviétiques menacés par l'antisémitisme. Il les a matériellement pris en charge. À l'issue de longs débats, l'Allemagne réunifiée a accordé aux Juifs de l'ancienne Union soviétique un statut de réfugiés privilégiés. Aujourd'hui, la judaïcité allemande est la plus nombreuse d'Europe après celles de France et de Grande-Bretagne. Déjà, en RFA et en RDA, les mariages entre Juifs et non-Juifs étaient nombreux. Les couples mixtes le sont aussi parmi les nouveaux immigrants. Or les communautés religieuses peuvent accepter ou refuser l'adhésion de leurs membres. Selon la législation

rabbinique est juive la personne née d'une mère juive. Et les communautés organisées appliquent strictement cette définition de l'identité juive selon la halakhah par crainte de l'infiltration de personnes qui n'auraient pas le droit au soutien matériel qui leur est accordé par l'Allemagne.

Comment être juif laïque en Allemagne ? La question reste posée. Je pense que lecteurs et lectrices de *Diasporiques* comprendront que la « spécificité française » de la laïcité est notre chance. ■

² Brenner Michael, Töpfer Bernhard, *Meine Rechte in der Schule* (Mes droits à l'école), Munich, 1997, p. 13-16.

³ Bresson (Henri de), *La nouvelle Allemagne*, Paris, Stock, 2001, p. 135-137.

Préserver une identité juive dans un monde sécularisé... (La communauté juive de Halle après la réunification)

Christophe Losfeld

À la veille de la réunification allemande, on pouvait à peine parler d'une communauté juive à Halle (Saxe-Anhalt). Alors qu'elle pouvait, avant-guerre, se targuer d'une longue tradition et que ses membres avaient donné à la ville quelques-uns de ses plus éminents représentants¹, il n'y restait, après l'écrasement du

nazisme, que trois Juifs. En 1989 encore, moins de dix personnes se reconnaissaient de confession juive.

Un peu plus de dix ans après, la population juive de la même ville en compte près de sept cents, réparties en deux communautés. L'une, la *Jüdische Gemeinde*, qui se veut l'héritière de la

si florissante communauté d'autrefois, est largement majoritaire, qui rassemble 651 personnes, dont cinq seulement ne sont pas originaires de l'ancienne Union soviétique. La seconde, une association fondée en juillet 1996 et portant le nom de *Synagogengemeinde zu Halle e.V.*, offre une même proportion d'immigrés des États de l'ex-Union soviétique. L'importance de cette immigration est, en outre, loin d'être limitée à Halle.

Elle concerne, bien au contraire, toute l'Allemagne puisque 70% des Juifs qui y vivent actuellement viennent des Nouveaux États indépendants et elle a suscité, surtout dans des communautés déjà fortement implantées, de réels problèmes. Ces problèmes sont d'ordre socio-économique, dans l'Ouest de l'Allemagne principalement, où les communautés juives étaient auparavant économiquement très dynamiques, communautés dont les « anciens » membres sont souvent réticents à l'idée de conférer des fonctions dirigeantes aux nouveaux-venus (ce qui suscite souvent l'insatisfaction de ces derniers, qui reprochent par exemple au Consistoire central des Juifs

¹ Volker Dietzel ; Wolfram Kaiser (éd.) : *300 Jahre Juden in Halle : Leben, Leistung, Leiden, Lohn ; Festschrift zum Jubiläum des 300jährigen Bestehens der Jüdischen Gemeinde zu Halle*, Halle 1992. Bugaiski Bärbel ; Leubauer Ildiko ; Wäsche Günter : *Geschichte jüdischer Gemeinden in Sachsen-Anhalt : Versuch einer Erinnerung*, Werningerode 1997. Hohmann Ursula : *Juden in Sachsen-Anhalt. Geschichte und Gegenwart*, in : *Tribüne. Zeitschrift zum Verständnis des Judentums*, 154, (mai-août 2000), p. 202-212.



La synagogue de Halle aujourd'hui

d'Allemagne de ne point se soucier assez d'intégration). Mais les problèmes, plus fondamentalement peut-être, tiennent à la compréhension différente du judaïsme, dans la mesure où pour beaucoup des Juifs de l'ancienne URSS, l'un des motifs pour se reconnaître de confession juive était le désir d'afficher une forme d'antisoviétisme.

L'absence effective d'une communauté juive à Halle avant la réunification n'a pas, bien évidemment, suscité le premier type de problème. Mais c'est également une conception différente du judaïsme qui explique l'existence à Halle de deux communautés distinctes, et même parfois hostiles. Alors, en effet, que la *Jüdische Gemeinde* relève davantage de l'orthodoxie (même si le nombre de Juifs véritablement orthodoxes y est en fait très restreint), la *Synagogengemeinde*, elle, se veut la représentante d'un judaïsme libéral, dont témoigne son adhésion à l'Union des Juifs progressistes d'Allemagne, qui vient de fêter le 75^e anniversaire de la *First Conference of the World Union for Progressive Judaism*, tenue jadis à Berlin. Un autre motif des dissensions profondes entre les deux communautés est d'ordre financier : en vertu du contrat passé entre les représentants de la religion juive et le gouvernement régional, les fonds mis à la disposition de celle-ci devraient être partagés entre les deux communautés. Dans la pratique, ce n'est pourtant pas le cas, ce qui a conduit la *Synagogengemeinde* à déposer, avec succès, un recours auprès de la Cour constitutionnelle fédérale. Ce sont aussi des problèmes financiers qui, ces dernières années, ont entraîné une certaine tension dans les rapports entre le gouvernement régional et la *Jüdische Gemeinde*, après que celui-ci eut décidé de contrôler l'emploi des fonds dispensés, fonds absolument nécessaires à un travail en profondeur de la communauté juive.

En effet, et ceci en rapport avec l'afflux massif de Juifs russes, la *Jüdische Gemeinde* a entrepris un travail social immense afin de favoriser leur intégration. Elle propose pour cela des cours de langue allemande qui s'adressent surtout aux personnes plus âgées (l'ANPE allemande réservant de tels cours, sur une période de six mois,

à celles susceptibles d'obtenir un emploi), des soutiens face à une administration parfois rebutante, des activités de loisirs pour les enfants, des aides destinées à favoriser l'insertion sociale de jeunes souvent difficiles à intégrer... C'est le même souci social qui anime les responsables de l'autre communauté, désireux pareillement – même si ici le manque de moyens financiers se fait cruellement sentir – de soutenir des gens souvent désorientés et, depuis qu'ils ont quitté leur région d'origine, confrontés à un problème d'identité que reflète déjà la question linguistique. De fait, dans l'une et l'autre des communautés, la langue vernaculaire reste le russe. Quasiment tous la pratiquent, au contraire de l'hébreu, qu'une poignée seulement maîtrise et que seuls quelques-uns des jeunes sont prêts à apprendre (le yiddish, quant à lui, est quasiment ignoré). Il est vrai que les conditions de son apprentissage sont difficiles dans une ville qui ne dispose d'école ni primaire ni maternelle s'adressant aux Juifs. L'enseignement même de la religion n'y est guère aisé, puisque la Saxe-Anhalt n'a encore qu'un rabbin, qui, de surcroît, travaille aussi dans la ville de Fribourg, distante de plusieurs centaines de kilomètres.

Ces conditions difficiles expliquent partiellement, en retour, l'accent mis sur la dimension sociale du travail de la *Synagogengemeinde* comme de la *Jüdische Gemeinde*, qui fondent sur celle-ci une partie de leurs efforts pour conserver à la communauté la cohésion qu'elle avait auparavant et maintenir une conscience, voire une identité juive dans le monde très sécularisé de l'ancienne RDA. Assurément, il n'est pas toujours facile de mettre très clairement en lumière les composantes exactes de cette identité juive, surtout dans une communauté fortement marquée par trois quarts de siècle de vie en URSS, où le judaïsme, depuis les débuts du « Birobidjan »², constituait une nationalité dont la conscience se fondait aussi sur la culture et une tradition, et dépassait donc une simple perspective religieuse.

² Voir Braun Patrick ; Sanitas, Jean : *Le Birobidjan : une terre juive en URSS*. Paris 1989 et Weinberg Robert : *Le Birobidjan 1928-1996 L'histoire oubliée de l'« État juif » fondé par Staline*. Paris 2000.

Et il n'est pas plus aisé de montrer quelle est la part du religieux et celle d'un souci plus largement culturel dans l'observation des principales fêtes du judaïsme par les deux communautés de Halle, même si l'on retrouve, dans leur attitude respective, les différences évoquées plus haut, puisque la *Synagogengemeinde* accepte, tant durant les fêtes religieuses que lors du kiddouch, la présence de goyim, ce que la *Jüdische Gemeinde* refuse. Que la première explique un tel libéralisme en considérant qu'au regard de la proportion réduite de Juifs à Halle il serait désastreux d'adopter une attitude quasi endogamique, surtout de la part des jeunes, ne signifie, cependant, pas que la seconde plaide pour un repli sur soi de la communauté juive. Le constat du caractère minoritaire de la communauté, de la nécessité d'une ouverture au monde et par conséquent, de l'acceptation par ce dernier, ont ainsi incité les représentants de la *Jüdische Gemeinde* à mettre sur pied un projet d'étude portant sur les Juifs de Halle, d'une part des origines jusqu'à 1933 et, de l'autre, durant la période 1933-1945, projets qui ont abouti à la création d'une exposition permanente, à laquelle les classes des écoles sont invitées à se rendre. Moyen donc de sensibiliser les enfants non juifs de Halle à la richesse de l'histoire juive de leur ville, de semblables initiatives permettent aussi aux Juifs immigrés de renouer avec une tradition et de cimenter enfin une identité nouvelle, en faisant de Juifs russes – voire de Russes juifs – des Allemands de confession juive.

La lente et difficile élaboration de cette identité nouvelle, au cœur d'une société largement oublieuse du religieux, ainsi que les contacts existant, au-delà des divergences, entre les membres des deux communautés³ peuvent, enfin, laisser supposer qu'elles retrouveront, une fois apaisées les animosités personnelles, la voie d'une unité plus propre, peut-être, à répondre aux défis de la modernité. ■

³ Qu'il me soit ici permis de remercier MM. Max Privorozki et Karl Sommer, les responsables des deux communautés de Halle, pour leur accueil amical et leur soutien.



Anne Brunswic écrit à Imre Kertész, hôte fréquent de Diasporiques

Lettre à l'Oncle Imre

Anne Brunswic



Photo David Balicki

Cher Oncle Imre, Permettez-moi, d'abord, de vous adopter comme oncle. Vous êtes né cinq ans après ma mère, deux ans après mon oncle : par la génération à laquelle vous appartenez, je vous range d'emblée parmi les oncles et prenez-le, je vous prie, comme une marque de respect, à la manière des Vietnamiens qui nomment « oncle » les vieux qu'ils vénèrent. Au reste, j'ai eu un oncle hongrois et dois bien avoir quelques cousines du côté de Budapest. Oncle Imre, je vous adopte par sympathie. Mais rassurez-vous, cette adoption unilatérale ne vous engage à rien. Je sais bien que vous êtes un ours plutôt mal léché, que vous n'aimez pas la compagnie des gentilles admiratrices, des belles « écouteuses », des écrivains en herbe, que vous ne recherchez aucun disciple : l'idée même de professer semble vous faire horreur. Pas le moindre Pygmalion ne sommeille en vous. La vue d'un micro ne vous inspire ni ne vous aspire. Il a fallu le prix Nobel de littérature, rien de moins, pour que vous consentiez à jeter deux ou trois choses au vent des médias. Quand on est écrivain comme vous l'êtes, on n'a rien à jeter en pâture à la médiocrité médiante. On écrit et tout est là, dans ces centaines ou ces milliers de pages qu'on laisse après soi, forcément, jour après jour. Rien de ce qu'on dira ne pourra égaler ni même approcher une seule de ces pages. Un écrivain n'a rien à déclarer, vous avez payé pour le savoir.

À la fin d'Être sans destin, le jeune rescapé de 15 ans que vous êtes rencontre dans les rues de Budapest un journaliste qui veut recueillir le récit de son « expérience ». Vous prenez la poudre d'escampette devant ce marchand de scoop. Un autre personnage vous demande si vous avez vu, de vos yeux vu, la chambre à gaz. « Si je l'avais vu, je ne serais pas là pour en parler » lui répondez-vous. L'homme tient enfin sa « preuve ». De

retour dans la maison de votre enfance, vous retrouvez un vieil ami de la famille, affable et ventripotent. « Alors, mon garçon, tu reviens de l'Enfer ? » demande-t-il. Et vous simplement : « L'enfer, je ne sais pas comment c'est. Moi, je reviens d'Auschwitz et de Buchenwald ».

Ces trois personnages-là, ce sont trois figures des médias. Le premier, la bienveillance même, est prêt à subvenir à vos besoins tant que vous lui raconterez cette longue et douloureuse histoire qui lui permettra d'alimenter le feuilleton pathétique de son journal. Il se croit sans doute au service de la justice et de la vérité. Le second est un violeur : il ne se nourrit de vous que pour vous rejeter plus vite dans votre néant. Le troisième ne vaut pas mieux que les deux premiers. Il parle à votre place et jette un mot creux et sonore, une métaphore retentissante en lieu et place de vérité. Que sait-il de l'enfer ce vieillard impatient ? Le voit-il comme Dante, comme Breughel l'ancien ? Pense-t-il à « Charon, le nocher de l'Achéron » dont il a appris le nom au lycée, à ces riantes prairies traversées par l'avenue des Champs Élysées ? Imagerie surannée, démonétisée.

Qui veut en 1945 d'un récit véridique, en costumes contemporains, en dialogues d'aujourd'hui, avec un décor de voies de chemin de fer, d'usines, de douches, de fils de fer barbelés électrifiés ? Qui veut entendre une tragédie résolument contemporaine où tout le monde est aveugle, borné, égocentrique, où les protagonistes meurent dans le désordre sans que la justice ait eu le temps de faire le tri entre les méchants, les moins méchants et les presque innocents.

Votre histoire, oncle Imre, n'était pas bonne à dire. Pas davantage à écrire. Dans la seconde partie du Refus, vous racontez comment un jeune journaliste du nom de Köves, licencié de son journal, devient un très médiocre ouvrier ajusteur. Un ami qui lui veut du bien

le fait enrôler comme plume dans la propagande du ministère de l'industrie. La tâche est si rebutante qu'il refuse cette promotion, demande à redevenir un ouvrier. Ce même ami l'oblige à écrire une comédie qui ne lui inspire que dégoût. Devenu soldat, il est chargé de garder des prisonniers : autre nausée. Sur ces entrefaites, le régime s'écroule, « l'ami qui lui veut du bien » monte à bord d'un camion vers l'étranger et lui (mais c'est bien vous, oncle Imre), refuse de quitter Budapest car ce qu'il a à écrire ne peut l'être qu'en hongrois. Il ne s'agit, on s'en doute, ni d'une comédie galante, ni de diatribes à la gloire des aciéries.

Onze ans se sont passés depuis que vous avez quitté Buchenwald et les circonstances n'ont toujours pas permis que vous écriviez ce récit qui pourtant vous habite.

La première partie du Refus se situe vraisemblablement un quart de siècle après la seconde. C'est un écrivain quinquagénaire, déjà presque vieux, qui parle de lui à la première personne. Cet écrivain lui aussi vous ressemble. Il vit avec sa femme dans le centre de Budapest ; son appartement étroit, étouffant, donne sur une artère bruyante. Il tente de s'isoler pour affronter quelques pages blanches. Mais tout s'embrouille, problèmes de logement, de bruit, de voisins, d'argent : le monde réel est bien trop réel et les boules isolantes dans ses oreilles ne le protègent de rien. Son grand roman des camps, il l'a écrit en y consacrant de longues années mais l'éditeur n'en a pas voulu. C'est grâce au salaire de sa femme, gérante d'un café dans la lointaine banlieue, qu'il survit. L'éditeur n'a pas trouvé assez sympathique le jeune héros de ce récit : il faut dire que ce vaurien ne ressent aucune tendresse pour la piétaille juive d'Auschwitz, n'éprouve aucun

sentiment noble, grand, généreux. Il se contente de survivre sans grandeur, de lutter contre la vermine et les poux, d'apaiser les hurlements de son estomac. Médiocre héros, il s'accroche comme un animal au peu de vie qui gémit en lui. L'éditeur, comme le journaliste, comme tous les professionnels de la communication, veut une bonne histoire, « a story » comme on dit à Hollywood. Son histoire n'est pas vendable, ce n'est même pas une histoire. Et l'écrivain quinquagénaire rumine ce refus dans le huis clos de l'appartement encombré où sa femme partie travailler l'a laissé seul.

Vous élevez la rumination au rang de grand art, cher oncle Imre, dans votre Kaddish pour l'enfant qui ne naîtra pas. Votre femme (il s'agit d'une autre épouse plus jeune et plus ambitieuse) vous a quitté parce que vous l'avez déçu : elle aussi voulait voir en vous un héros. Puisque vous aviez survécu à la tragédie, que vous étiez revenu du fond du gouffre, qu'elle vous avait choisi, vous étiez nécessairement un héros. Elle se voit l'épouse d'un grand écrivain à succès, elle veut réussir sa vie, réussir son mariage, donc « réussir son mari ». Vous êtes malheureusement l'auteur d'un livre unique et invendable, même pas encore écrit, vous êtes un homme blessé qui ravive sans trêve ses blessures. Si l'on résume votre Kaddish, ce serait « Comment Auschwitz a ruiné mon mariage ». Un chef

d'œuvre de mauvaise foi où tout est véridique.

L'écrivain refuse avec obstination toutes les carrières qu'on lui propose : il ne sera pas un journaliste à gages, pas un amuseur à succès, pas un donneur de leçons, pas un marchand de grands sentiments, pas un boutiquier de la tragédie. Il ne sera même pas un héros, à peine une présence, une voix. Cette vérité dont il témoigne, personne ne veut la connaître, pourtant la voilà toute crue : le mal domine l'humanité de toute sa puissance. Le mal est la norme, le bien l'exception.

Vous racontez une seule « histoire de camp » dans votre Kaddish, celle de cet homme qu'on appelait « l'instituteur ». Au moment de la répartition des rations dans le wagon, vous étiez allongé sur un semblant de civière loin de l'entrée. C'est « l'instituteur », vous a-t-on dit, qui a récupéré votre ration. Ensuite, on vous a changé de wagon, adieu la ration. D'avance vous pardonnez à celui qui vous l'a prise ; à sa place, tout le monde en ferait autant. Pourtant quelques heures plus tard, malgré le grand péril, « l'instituteur » a réussi à changer de wagon et à vous rapporter votre ration. À vous croire, c'est la seule chose incroyable qui vous soit arrivée pendant ces treize mois que dura votre déportation. Oncle Imre, vous êtes un prophète de malheur mais j'ai le sentiment que vous dites vrai. Contre la publicité omniprésente qui

barbouille le monde de technicolor, contre l'universelle fiction qui change le moindre récit en roman, vous osez affirmer que les héros sont rares. L'humanité moyenne, que ce soit celle des victimes ou celle des bourreaux, n'est pas composée de héros mais de salauds, de lâches, d'hypocrites, d'opportunistes, d'imbéciles, de gogos. Vous n'aimez pas beaucoup le genre humain. Pour être juste, vous ne vous aimez pas beaucoup vous-même. La seule chose qui vous donne quelque fierté et qui pourrait faire de vous, finalement, un héros, c'est cette belle obstination que vous avez eue toute votre vie à écrire cette intolérable vérité.

Aujourd'hui qu'on vous nobélise, vous soupçonnez encore le malentendu. Est-ce la victime des camps nazis et de la censure communiste qu'on honore ? Ou le prophète de malheur, l'ange annonciateur de la mauvaise nouvelle ? Vos premiers mots prononcés à Stockholm laissent entendre que vous n'êtes pas dupe. Vous vous promenez depuis quelque temps, disiez-vous devant l'académie suédoise, accompagné d'un double qui se marre bien de vous voir devenir un notable. Lui, pas de danger qu'on le nobélise, il sera toujours votre conscience amère et rigolarde.

Cher oncle Imre, si vous ne cessez de vous dédoubler, comment saurai-je retrouver mon oncle adoptif ? ■

Quelques remarques sur un livre presque parfait

Harry Carasso

Le numéro 26 de *Diasporiques* a rendu compte du livre de Radu Ioanid, *La Roumanie et la Shoah*. J'avais pu lire ce texte à l'état de manuscrit il y a une dizaine d'années, alors qu'il était au stade de thèse soutenue à Montpellier. On lit à présent un tout autre livre, bien meilleur : le premier laissait trop de place aux témoignages bruts de ceux que des historiens roumains auraient aimé appeler « les bourreaux volontaires d'Antonescu ». L'auteur m'avait dit, à l'époque, qu'il avait laissé ces textes

tels quels, pour mieux souligner la médiocrité de ces exécutants.

Après avoir enrichi et affiné ses informations par de nombreux voyages et par l'accès illimité aux archives roumaines, Radu Ioanid, devenu entre temps un des directeurs du Mémorial de Washington, nous livre là un véritable travail d'historien.

Depuis 1945, des voiles successifs d'ignorance ou d'oubli ont couvert ce pays à géométrie variable. Ayant passé mon enfance et ma jeunesse à Bucarest exclusivement, j'avais moi-même

gardé le souvenir d'une communauté juive relativement épargnée par la guerre, malgré la férocité des Gardes de Fer. Ce n'est qu'en 1988, lorsque le Grand rabbin Safran est venu à Paris présenter son livre *Un tison arraché aux flammes*, que j'ai compris la dimension de ce qui s'était passé dans mon pays entre 1940 et 1945.

Tout en saluant le travail accompli par Radu Ioanid, qu'il me soit permis de formuler quelques remarques.

L'insurrection des Gardes de Fer en janvier 1941 avait pour prétexte



l'assassinat d'un major allemand par un membre de la colonie grecque de Bucarest, supposé appartenir à l'Intelligence Service. Selon les informations colportées à l'époque dans ma colonie – grecque – il s'agissait plutôt d'un crime passionnel.

L'événement est resté gravé dans ma mémoire à cause de deux allocutions de la radio locale. Alors que les insurgés s'étaient emparés de Radio-Bucarest, une voix « de sang et de fer » avait prononcé une phrase qui me visait doublement¹ : « Bientôt, toute la gréco-juiverie de notre pays va sentir sur son cou le tranchant du glaive légionnaire ».

Toutefois dès le lendemain, l'armée roumaine avait repris le contrôle du poste émetteur, et une voix neutre avait lu une proclamation du général Antonescu, *Conducator* du pays : « Je demande à la population de rester calme ; l'Armée roumaine protégera tous les citoyens, sans discrimination de race ou d'origine ethnique ».

Je devrais donc mon salut au général Antonescu (auto-proclamé maréchal par la suite)...

Dans le dernier chapitre de son livre, Radu Ioanid fait un portrait assez exact du « *Conducator* », en soulignant qu'il fut le seul dirigeant d'un pays fasciste européen qui entretenait un dialogue avec les chefs de sa communauté juive. Il confirme que ce militaire assez borné mais néanmoins correct – sauf dans ses accès de pure haine raciale – a épargné les Juifs étrangers, alors qu'en France et ailleurs ces derniers ont été les premiers à être livrés à l'occupant. Il fait aussi comprendre qu'Antonescu a sacrifié surtout les Juifs installés dans les territoires attribués à la Roumanie après la première guerre mondiale : Bessarabie, Bucovine et Transylvanie. Et c'est là que se place ma première réserve : alors qu'il s'étend longuement sur l'extermination des populations juives de Bessarabie et de Bucovine, R. Ioanid ne dit presque rien sur la tragédie des Juifs de Transylvanie du

Nord, hormis ces chiffres édifiants : sur presque 150 000 Juifs d'origine roumaine déportés², seulement 20 000 sont revenus d'Auschwitz et d'ailleurs, alors qu'il nous parle davantage des 25 000 Tsiganes déportés (sur presque un million), dont 10 000 ont péri.

On a laissé croire que ces 130 000 disparus étaient dus à la cruauté du Régent Horthy, exercée sur le territoire pris à la Roumanie de 1940 à 1944. Il n'empêche que ces Juifs étaient bien des Juifs roumains, ce qui n'était pas le cas des Juifs originaires de Transnistrie, qui ont réellement senti sur leur cou « le glaive de l'armée roumaine » et dont R. Ioanid parle in-extenso³.

Ma seconde réserve concerne la bibliographie du livre.

En 1985, Ion Butnaru, Juif roumain originaire de Husi⁴, Moldavie, qui avait émigré aux États-Unis en 1973, a voulu étudier au plus près la vie des Juifs roumains pendant la guerre de 39-45. Partant des mêmes premières sources (*Cartea Neagra* de Matatias Carp) et se fondant sur les documents forcément limités disponibles à l'époque, il a publié en Israël et à son compte, un livre touffu intitulé *Holocaustul uitat* (L'Holocauste oublié). Ce n'est pas le livre d'un historien, car trop marqué par des sentiments personnels, mais il était digne d'attention dans sa nouveauté. Adapté en français par le signataire de ces lignes, il n'a pas retenu l'attention des éditeurs français, mais il a été publié aux États-Unis en deux volumes (*The silent Holocaust* et *Waiting for Jerusalem*, Greenwood Press, 1992-1993), avec une préface d'Elie Wiesel. Ces livres étaient accessibles à la librairie du Mémorial de Washington lors de ma visite. Je suis étonné que Radu Ioanid n'en fasse pas état.

Et j'en viens à ma dernière réserve : malgré son parti pris contre les Roumains, Ion Butnaru parle longuement dans son livre de ceux qui ont tenté d'aider les Juifs roumains pendant leur persécution, notamment de Madame Viorica Agarici, Présidente

de la Croix-Rouge de Roman. Apprenant qu'un convoi se trouvait dans sa gare, avec à son bord deux milliers de Juifs dans un état désespéré, elle s'y rendit en voiture et intima au commandant de la place l'ordre de faire descendre les infortunés de leur prison roulante pour les laver à la lance d'incendie et leur donner à manger et à boire. Elle serait peut-être allée partager leur sort si elle n'avait pas été la mère du lieutenant Agarici, as de l'aviation militaire roumaine. Son nom figure dans la liste des Justes de Yad Vashem, mais non dans le livre de Radu Ioanid, et c'est bien dommage.

En guise de conclusion, je propose un texte personnel écrit il y a quelques années :

« Je ne crois pas qu'on puisse parler d'un antisémitisme roumain spécifique. Cruelle ou généreuse, souvent simple, parfois authentique, l'âme roumaine est difficile à comprendre pour un cartésien. N'oublions pas la phrase de Poincaré : "Que voulez-vous, nous sommes ici aux portes de l'Orient, où tout est pris à la légère", ni la fable du scorpion qui pique sa tortue porteuse au milieu du gué...

Les motivations de l'antisémitisme sont comparables à celles décrites par les savants qui ont étudié le cas des Sépharades : ne pouvant pas haïr les marranes pour leur conversion ou pour leurs qualités qu'elle jalousait, la foule espagnole attribuait leur réussite à des défauts surmultipliés. On peut dire que pareils crimes étaient dus au caractère primitif des perpétrants, et ont été exploités par tous les régimes en place afin de dévier la fureur soulevée par leurs propres échecs.

Avec les Siciliens, les Roumains ont vu défiler le plus grand nombre possible d'envahisseurs, et ont appris à courber l'échine, en attendant des jours meilleurs. Ils les attendent encore... ■



Radu Ioanid

¹ Venant de Salonique, mes parents avaient conservé leur nationalité grecque.

² Les 400 000 Juifs hongrois de 1938 étaient devenus 750 000 en 1944, en ajoutant ceux des territoires occupés de Slovaquie, Transylvanie et Yougoslavie. L'Armée Rouge n'étant plus qu'à 300 km de la frontière hongroise, Hitler avait ordonné leur déportation en masse.

³ M. Ioanid pourrait répliquer que son livre s'intitule *La Roumanie et la Shoah*, et non *La Shoah en Roumanie*, qui est le titre du livre de Carol Iancu, devant qui il avait soutenu sa thèse à Montpellier.

⁴ Ville natale de Ion Zelea Codreanu, père de Corneliu, « Capitaine » des Gardes de Fer.

Réfléchir au diasporisme...

Jacques Burko

Nous sommes deux !

Le peuple juif, qui a réussi à se sauvegarder durant deux millénaires dans la dispersion, est à présent divisé en deux parties : un tiers s'est rassemblé en Israël, a coalescé dans une entité étatique, les deux autres tiers demeurent dans la Diaspora et dans une condition de minoritaires. Depuis quelques décennies que ce fait nouveau et ce partage existent, on débat pour savoir si cette situation est stable.

Du jour où l'État d'Israël est devenu une réalité, les tenants du sionisme ont affirmé que l'avenir du peuple juif ne pouvait se concevoir ailleurs que là, que la vocation de tous les Juifs était de se réunir enfin dans la Terre Promise. Ceux qui refuseraient cette impérieuse invitation étaient condamnés à disparaître – non plus peut-être par un antisémitisme exterminateur, mais plutôt par une dilution progressive dans le milieu majoritaire, par une perte d'identité spécifique. L'affaiblissement depuis quelque cent cinquante ans de l'emprise religieuse sur les Juifs semblait confirmer ces perspectives d'assimilation, l'évanouissement des langues juives y contribuait. Et cependant, au fil des ans, la « fin du peuple juif » tardait, la Diaspora persistait et témoignait d'une imprévisible ténacité à être. Malgré des incitations puissantes à accomplir l'*alyah*¹, malgré la réapparition périodique de manifestations antisémites dans divers pays, la majeure partie du peuple juif d'une part demeure dans la Diaspora et d'autre part ne semble pas se résigner à disparaître. Dans l'immédiat après-guerre, le choc du génocide avait jeté les survivants européens dans un tel désarroi que l'idée d'un havre de paix, d'une terre d'accueil parut à beaucoup une idée salvatrice, l'aboutissement logique de tant d'errances et de souffrances. Certains, plus rares, contestèrent pourtant déjà l'idée de créer un ghetto à l'échelle planétaire, un lieu de concentration de l'ensemble du peuple juif, qui

deviendrait alors plus vulnérable à une menace d'anéantissement total. Au fil des siècles de dispersion, ce peuple a subi bien de catastrophes et de tentatives d'extermination. Sa dispersion fut le garant de sa survie, il restait toujours sur cette terre un coin refuge, un pays d'accueil. Le réflexe diasporique s'était toujours opposé à l'idée de « mettre tous ses œufs dans le même panier ». À l'époque, l'élan vers la Terre Promise a tôt fait d'escamoter ces réflexions discordantes et trop pessimistes pour se répandre. Depuis, le paysage a changé. Non seulement la Diaspora persiste, mais beaucoup d'Israéliens s'établissent à l'étranger. Temporairement ? Peut-être. Y a-t-il aujourd'hui deux cent ou trois cent mille Israéliens à New York ? Partent-ils seulement pour faire des études ou gagner de l'argent ?

Israël, bouclier et refuge ?

Alors, le sionisme a proposé aux Juifs dispersés une autre façon d'affirmer leur identité : la référence permanente à l'État hébreu. Tous les Juifs du monde, de par la « loi du retour », ne sont-ils pas des citoyens israéliens en puissance ? L'existence de ce recours, de cet État-bouclier, qui s'est attribué la vocation de les défendre le cas échéant et, surtout, de les représenter, conduisait les Juifs à reconnaître à Israël un rôle central dans leur conscience juive. Centralité complexe, qui a successivement joué sur des cordes diverses : d'abord la fierté d'avoir enfin un État, contre vents et marées, les exploits héroïques des pionniers, l'essor d'une armée populaire et redoutable, les succès dans la conquête du désert, dans la création d'un îlot démocratique au milieu des dictatures. Et aussi des exemples de mise à l'abri des Juifs menacés, tels ceux du Yémen ou les Falachas ; des actes de bravoure comme l'opération d'Entebbe ou la destruction du réacteur atomique irakien par l'aviation israélienne, voire l'enlèvement des « vedettes de Cherbourg » (appartenant à Israël mais mises

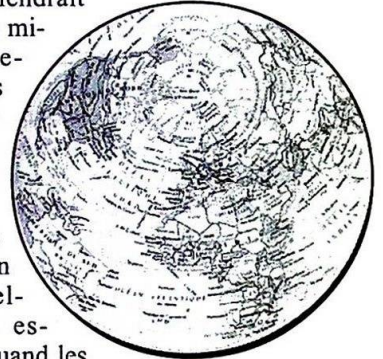
sous embargo par la France) au nez et à la barbe de l'armée française. Ces exploits donnaient aux Juifs de la Diaspora à la fois un sentiment de fierté et l'impression que le bras armé israélien était long et viendrait

au besoin miraculeusement les protéger des persécuteurs. Il est vrai que cette vision s'est quelque peu estompée quand les

réalités ont obligé Israël à ne pas répondre, par exemple, aux attaques des Scuds irakiens lors de la Première guerre du Golfe. En cas de danger, l'appui israélien aux Juifs dispersés ne pourrait clairement être que diplomatique. C'est pourquoi les plus réalistes parmi les défenseurs d'Israël dans la Diaspora en restent à l'idée d'un refuge en cas de nécessité ; dans leur ardeur à défendre l'État hébreu il y a aussi l'idée de se ménager cette possibilité de fuite si tout allait mal en Diaspora.

Un pays à l'image dégradée

Il faut constater que ces dernières années, la situation a évolué. L'attitude d'Israël face à « l'autre peuple » en Palestine a entraîné un revirement complet de l'opinion publique mondiale. Le petit État menacé par ses nombreux voisins s'est rapidement mué en un colosse militaire agressif, qu'on a rendu (quelque peu abusivement) responsable des massacres des Palestiniens de Beyrouth et qui régit par la force brutale ses rapports avec les Palestiniens. L'opinion mondiale, faisant peu de cas des nécessités imposées – à tort ou à raison – par la raison d'État, condamne désormais vigoureusement l'État hébreu. Et comme ce dernier a toujours



¹ Émigration en Israël.



voulu entretenir une confusion entre les Israéliens et les Juifs, aidé en cela souvent par des « représentants » officiels, souvent autoproclamés, de la Diaspora, l'indignation soulevée par les agissements de l'Etat s'est naturellement muée en anti-sionisme puis en antisémitisme qui prend pour cible les Juifs des différents pays. Ainsi, l'Etat d'Israël, du défenseur des Juifs dispersés qu'il a voulu être, est devenu une cause de leur malaise (situation qui n'est d'ailleurs pas sans avantages pour Israël dans la mesure où elle inciterait certains Juifs à faire leur alyah. Est-il nécessaire de rappeler l'invite directe faite il y a peu aux Juifs de France à quitter ce pays, « le plus antisémite d'Europe » ?).

Logiquement, les Juifs de la Diaspora auraient dû, dans leur propre intérêt et en dehors même des considérations éthiques, combattre activement cette nouvelle source d'antisémitisme en refusant la politique israélienne, en s'en dissociant au moins. Tous les Juifs, quelle que soit leur vision de l'Etat hébreu, souhaitent sans doute la paix dans cette région, la paix pour les Israéliens. La nature et la portée de cette paix diffèrent d'un individu à un autre, mais une forte majorité se prononce en faveur d'une « paix juste », ce qui implique de laisser aux Palestiniens un minimum vital de terre et de ressources. Mais, d'une part l'expression diasporique est confisquée par des porte-parole autoproclamés, d'autre part il s'y ajoute à l'évidence parfois un élément irrationnel, viscéral, de solidarité, souvent renforcé par des liens familiaux ou amicaux avec des Israéliens. Pour beaucoup, il y aurait de l'indécence à joindre sa voix à celle des antisionistes, à servir d'alibi à des antisémites. De ce fait, en dehors de la poignée des pro-palestiniens, que le sentiment d'injustice faite aux plus faibles conduit à des positions extrêmes, relativement peu « d'autres voix juives » parviennent à se faire entendre.

Dans le dialogue supposé entre la Diaspora et Israël, la voix des deux tiers dispersés est

bien moins audible que celle de l'Etat. Et le véritable débat semble désormais se réduire à cette question : oui ou non, l'Etat d'Israël est-il la référence centrale du judaïsme diasporique ? Ou alors, cet Etat et l'ensemble des Diasporas juives pourraient-ils, doivent-ils être des partenaires égaux dans la vie du peuple juif ?

Un peu d'histoire...

On peut se souvenir qu'il y a eu parmi les Juifs de la Diaspora certains qui ont refusé, une fois pour toutes, l'idée d'un Etat national. Avant 1939, la création d'un tel Etat semblait une utopie irréaliste à ceux qui ne voyaient pas comment déraciner et transférer ailleurs, vers un « ailleurs » rude et hostile de surcroît, les millions de Juifs européens. L'histoire leur a donné tort : le problème a été résolu par l'assassinat de ces millions-là. Leur disparition a rendu réaliste le rêve sioniste et permis sa concrétisation. Mais la création et surtout l'évolution d'Israël n'ont pas supprimé toutes les oppositions de principe ; aujourd'hui une certaine clarification s'est faite.

Tout d'abord, on doit reconnaître une vocation diasporique des Juifs, qui se sont dispersés très tôt, et encore durant l'existence d'un Etat. Depuis, les Juifs sont devenus le « sel des nations », des minoritaires qui, partout où ils s'installaient, poussaient leur environnement vers le haut. Le statut du minoritaire oblige l'individu à lutter pour s'imposer et les Juifs ont été partout dans la nécessité de conforter leur état précaire par l'excellence : il fallait au Juif être meilleur, voire le meilleur pour subsister. Une conséquence : comment expliquer que, depuis qu'existe l'Etat hébreu, les quelque six cent mille Juifs de France ont produit dans les sciences une bonne demi-douzaine de prix Nobel, alors que les Israéliens, tellement plus nombreux, n'ont eu que Agnon en littérature, et un demi-prix en économie (Certes, ils se sont rattrapés avec trois Prix de la paix – sans hélas parvenir à la paix...) ? Les Juifs français ne sont pas une exception, dans tous les pays de la Diaspora, des Etats-Unis à la Russie, la part des prix Nobel conquis par les Juifs est supérieure à leur importance numérique. D'accord, cela ne prouve rien, mais c'est tout de même perturbant.

Et puis, la situation de minoritaire amène naturellement le Juif à porter une attention particulière à la défense de la justice et de l'éthique, notions qui contribuent à assurer sa propre protection. Jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, les actes des Juifs pris dans leur ensemble n'étaient guère dictés par la raison d'Etat – ils n'en avaient point. Circonstance qui favorisait leur positionnement à l'avant-garde des luttes éthiques ou égalitaires. D'où l'importance numérique des auteurs juifs dans la réflexion politique ou morale et leur part étonnante dans les combats progressistes. Pour ne citer qu'un exemple, au temps de la dictature argentine, les Juifs ont représenté quelque 10 % des opposants « disparus » tragiquement sans trace, alors que la communauté juive ne représente que 0,5 % de la population du pays.

Et puis, il y a la fidélité. Si le Génocide a poussé, après la Guerre, tant de Juifs vers Israël, il en a décidé certains à persister dans l'Europe dévastée, par fidélité aux morts. La figure de Marek Edelman, survivant de l'insurrection du Ghetto de Varsovie et qui s'est instauré « gardien des cimetières » est emblématique. Comment confier aux autres le souci de la mémoire sur les lieux mêmes du Génocide ? Toute la génération des survivants a ressenti cet impératif. Et surtout, peut-on accepter une Europe « judenrein », doit-on accéder au vœu des antisémites de se débarrasser de « leurs » Juifs ? C'est le rôle historique des générations montantes de maintenir et de développer ici la présence juive. Ce choix n'a rien de communautariste, mais il faut garder « un arbre de Judée dans la forêt française », disait Albert Cohen...

Quand on devient majoritaire

Le passage au statut du majoritaire, l'acquisition d'un « chez soi », induit chez le Juif-Israélien des attitudes qui découlent de cette nouvelle situation. Il tend à se comporter avec ses minoritaires selon des schémas dont il avait été lui-même naguère victime dans d'autres lieux. Non seulement les Arabes-Israéliens sont l'objet d'une discrimination (certes explicable par les circonstances « provisoires » du pays, mais qui rappellent fort celle dont les





Juifs en Diaspora ont souffert jusqu'à leur émancipation), mais encore le Juif-Israélien moyen tend à les considérer comme ses inégaux intrinsèques, adoptant ainsi non seulement les actes mais aussi les préjugés dont ses ancêtres avaient souffert. Cette attitude assez répandue envers « l'autre », quel qu'il soit, y compris la main d'œuvre importée d'Europe de l'Est ou d'Asie, prolonge et aggrave les discriminations que la société israélienne avait déjà esquissées en son propre sein, avec les heurts aschkénazes-sépharades, et les préventions contre les « noirs » (et les Falachas ne sont pas ici les seuls visés). Mais il est aussi des altérations psychologiques plus subtiles. La nécessité de se battre pour sa survie, mentionnée plus haut, est passée en Israël de l'individu à la collectivité. C'est désormais l'ensemble des Israéliens qui se confronte à un environnement hostile. L'individu juif en Israël n'affronte dans son élan vers la réussite que la concurrence de ses égaux (certes, aux conditions économiques près, mais c'est le cas partout). Pour dur qu'il puisse être, ce défi est le même dans tous les pays civilisés : ce

n'est plus un combat d'un minoritaire désavantagé par sa condition, amené à se surpasser, avec des conséquences déjà évoquées. La « normalisation étatique » du Juif-Israélien semble ainsi priver le Juif de son exceptionnalité – état dont on aperçoit à la fois les avantages et les défauts.

Le passage à l'état du majoritaire a une influence majeure sur le comportement politique du citoyen : il est confronté à la raison d'Etat. La défense d'un pays, sa politique et ses impératifs sont sourds aux considérations éthiques, le machiavélisme est la seule règle. Cette réalité est dure à admettre, tant par beaucoup de diasporiques, qui ont gardé leurs réflexes de morale universelle, que par bien des Juifs-Israéliens, qui militent dans tant d'organisations politiques et humanitaires.

Hostilité ?

On pourrait déduire de cet état des choses une inévitable hostilité entre les sionistes et les diasporistes, concurrents dans la conscience des Juifs dispersés. C'est indéniablement le cas aujourd'hui. On se plaît pourtant à croire que cette hostilité pourrait n'être qu'une

« maladie de jeunesse » d'un peuple divisé en deux entités. Il faut surmonter le stade de la négation réciproque, parvenir à une reconnaissance mutuelle en tant que partenaires égaux dans la vie juive du monde. Le chemin paraît long, et la Diaspora, du fait même de ses divisions géographiques et de son manque d'instances réellement représentatives, sera toujours en position d'infériorité par rapport à un état auquel les conditions même de sa création et de sa survie ont enseigné la dureté et l'inflexibilité. Il est à prévoir que longtemps encore les relations entre les Juifs de la Diaspora et l'Etat hébreu se réduiront à des rapports individuels, tant la capacité collective des Juifs de la dispersion à faire entendre leur voix est modeste, tant la surdité israélienne à leurs appels désunis est profonde.

Il importe du moins que nous prenions conscience de notre rôle ici aujourd'hui, de la nécessité de bâtir une Diaspora majeure, indépendante, un candidat crédible au dialogue avec l'Etat hébreu. Rien n'a jamais été facile aux Juifs, et créer les conditions futures d'un tel dialogue est pour nous aujourd'hui « L'an prochain... » ? ■

Oscar Rosowsky, passionné par l'histoire des protestants du Chambon-sur-Lignon qui, durant la Seconde Guerre mondiale, ont efficacement protégé des Juifs, a été choqué par une certaine falsification de l'Histoire de cette région commise après la guerre par des pacifistes américains. Il en livre aujourd'hui des détails inédits.

Un document surprenant : Le journal « Peace News » du 29 mai 1953 O. Rosowsky

Jamais tant d'historiens, voire de philosophes, ne se sont attelés à la tâche de relater et mettre en perspective les causes et les effets du sort fait aux Juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis, les conflits de l'après-guerre ont alourdi la situation. S'y ajoute l'extinction en cours de la génération des témoins directs et l'apparition d'un tourisme historique. Et le travail du deuil dont relève la cicatrisation de la mémoire

historique est de plus en plus sollicité par des formes détournées, sélectives et triviales de négationnisme, qui investissent aussi les modes et causes du sauvetage de l'infime fraction des Juifs d'Europe qui a survécu. En septembre 2000, un sociologue français, Serge Bernard, s'est attaché à révéler l'un de ces processus dans un mémoire de DEA consacré à « La construction de la mémoire légendaire au Chambon-sur-Lignon. Mise en scène et reconstitution

de l'histoire ». Travaillant à la croisée entre la sociologie et l'histoire, il montre à quel point les aspects légendaires sont venus de l'extérieur, par des arrangements de récits autobiographiques inédits d'un pasteur pacifiste, André Trocmé, dirigeant européen d'un *Mouvement International pour la Réconciliation*, créé après la Première Guerre mondiale et basé aux USA. Objectif déclaré de ce pasteur : promouvoir la thèse de la non-violence



chrétienne comme seule arme efficace contre la totalitarisme, quitte à déformer les faits afin de montrer qu'on peut traverser une guerre en pratiquant la non-violence.



Le pasteur Boegner

« C'est l'usage que nous faisons de l'histoire qui fournit les mythes dont nous vivons » disait Cl. Lévi-Strauss. En conséquence, il faut bien interroger l'actualité et les finalités de son entreprise dans le cadre historique de la guerre, la guerre « séparée ».

Je vais essayer de justifier cette démarche. Récemment des documents d'archives ont émergé qui étayaient l'idée d'un détournement idéologique de l'histoire du sauvetage des Juifs dans le Vivarais-Lignon et dans la France occupée plus généralement. L'un de ces documents est de première importance. Il s'agit des pages 4 et 5 du numéro de *Peace News* du 29 mai 1953, organe officiel et public de la mouvance pacifiste américaine. Ces deux pages se placent sous le titre général, *The story of Chambon : Resistance without Arms*. « This account of non-violent resistance in France during World War II comes from material supplied by Pastor André Trocmé, one of the two pastors mentioned in the report ». Non signé, l'article présente la position officielle de la rédaction. Il reprend quasi mot à mot un long compte rendu attribué au pasteur André Trocmé qui était au Chambon sous l'occupation jusqu'en août 1943.

Les événements survenus dans cette région pendant la guerre sont intégrés dans une trame internationale de récits sur le sauvetage des Juifs et sont au service d'un réseau se réclamant du pacifisme idéologique.

Une précision s'impose. Ce n'est pas l'objection de conscience, geste public individuel ou collectif, qui est en cause ni le principe de négociations systématiques entre combattants. Ce qui pose un problème est l'idéologie qui refuse au devoir d'ingérence, voire de survie, toute violence légitime. Cette idéologie a comme organe d'expression commun

à divers groupes le journal *Peace News*. La liste présentée sur Internet sous cette dénomination mentionne 51 sections et associations internationales, aussi différentes entre elles qu'un mouvement écologiste comme Greenpeace et le *Fellowship of Reconciliation USA*. Revenons au contexte de l'année 1953. En avril le président Eisenhower prononce un discours devant l'*Association américaine des rédacteurs en chef de journaux*, qui constitue la première manifestation de ce qui a été appelé une « contre-offensive de paix » en réponse à l'offensive de paix soviétique qui combattait le réarmement de l'Allemagne. Les pages 4 et 5 du numéro de *Peace News* que nous avons mentionnées se présentent sous le titre général « L'Histoire du Chambon : résistance sans armes ». Dans cet article qui méritera l'analyse éclairée des historiens, on distingue quatre parties : l'introduction et la genèse des événements, le sauvetage des Juifs, l'inventaire, la conclusion. Deux encadrés de commentaire l'accompagnent. L'introduction présente l'auteur du récit, le pasteur André Trocmé, son épouse Magda et leur parcours de pacifistes avant la guerre. Est rappelée au passage la formation théologique qu'André Trocmé a reçue aux USA et il est dit que « in Chambon, with Edouard Theiss he founded the College Cevenol, an international secondary school ». L'introduction s'achève par une déclaration d'intention : présenter une page de l'histoire de la Résistance française des plus significatives, concernant l'application des méthodes de non-violence selon les préceptes de Gandhi.

Suit la genèse des événements selon le compte rendu d'André Trocmé. Et, dès la présentation des lieux de l'action, une déformation du contexte glisse vers l'affabulation. La paroisse dont André Trocmé est le pasteur et qui compte 2 500 habitants environ, se transforme en un « district » du Chambon-sur-Lignon où vivent près de 8 000 huguenots. Tout le Vivarais Lignon, entre Haute-Loire et Ardèche, avec ses douze paroisses, douze pasteurs en exercice et vingt-six pasteurs présents, disparaît au profit d'une seule de ses paroisses et de ses deux pasteurs, héros du récit. Qui dit héros dit singularité, tragédie, adversité, persécution, combat solitaire

et succès final : la guerre éclate, elle est perdue, les désastres de la défaite et de l'exode s'abattent sur les gens. C'est la fin de la République. Aux anglophones auxquels le journal s'adresse, bien peu informés sur l'histoire réelle de l'Occupation en France, un raccourci fournit ainsi la matière d'un message légendaire. La France tout entière sombre dans le déshonneur. Pas un mot sur André Philip, député socialiste, personnage localement le plus influent, qui est l'un des quatre-vingt parlementaires ayant refusé leur voix à Pétain en 1940. Il loge au Chambon avec sa famille et y proteste publiquement contre un armistice signé dans le déshonneur, puis rejoindra de Gaulle. Rien non plus sur son épouse Mireille qui restera sur place et entrera dans la Résistance. À leurs côtés un maire très influent, le pasteur Charles Guillon, qui démisionne et entre dans la lutte clandestine. Rien du Dr Roger Le Forestier dont nous reparlerons et de bien d'autres militants républicains, locaux ou arrivés là par l'exode. Au contraire, on lit cette remarque qui est véritablement une calomnie : « La plupart des hommes, craignant de perdre leurs emplois, rejoignent la Légion des anciens combattants créée par Pétain ». Suit une série d'anecdotes édifiantes propres à montrer l'influence croissante des idéaux pacifistes dans la résistance grandissante de la population.

Le texte aborde ensuite la partie « *Saving the Jews* ». En voici l'ouverture. « Des nouvelles alarmantes arrivent au village sur les conditions effrayantes qui règnent dans les camps de la zone libre où les Juifs sont internés. L'Église est très émue et décide d'envoyer un de ses pasteurs avec mission d'aider les travailleurs sociaux à l'œuvre dans les camps ». Le pasteur Trocmé s'y rend et rencontre un groupe de Quakers déjà actifs à Marseille. Ceux-ci demandent que le petit nombre d'enfants qu'on peut sortir des camps soient accueillis au Chambon. En quelques mois huit maisons d'accueil recevant des enfants sont ouvertes par différents mouvements¹. Et l'auteur du texte de

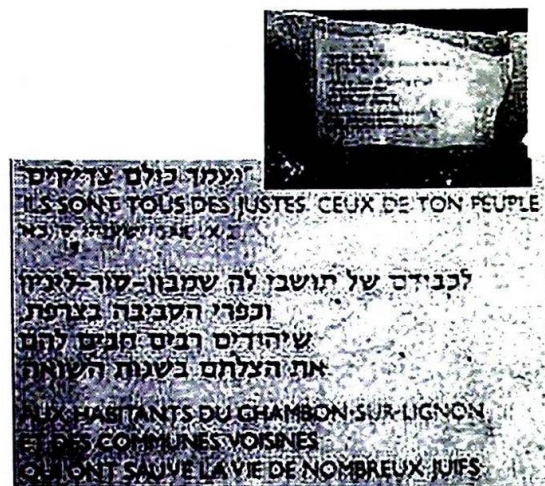
¹ En particulier le Secours Suisse. Les enfants juifs y sont restés mêlés à des enfants sous-alimentés de toutes origines autres. Contrairement à ces derniers leur accueil ne fut pas limité à quelques mois seulement. Il perdura jusqu'à la Libération.

souligner que cette action est née volontairement « *at a time when it was dangerous to shelter Jews* ». Mais, alors qu'il s'adresse à un public international ignorant des événements qui se passent à ce moment-là en France, ce récit occulte des faits essentiels, ou les travestit. Car depuis fin 1940, aux côtés de protestations juives qui trouvent peu d'écho, l'Église Réformée par son *Conseil National* et la Fédération du Protestantisme Français, en la personne du pasteur Marc Boegner, se sont révoltées auprès de Vichy. Dès mars 1941, au nom de sa communauté, Boegner proteste publiquement contre les lois raciales et contre les conditions indignes faites aux Juifs comme aux antifascistes dans les camps français. Marc Boegner va en personne inspecter le camp de Gurs en 1941.

C'est lui encore qui, avec *La Cimade* et grâce à ses multiples pouvoirs d'intervention religieuse et politique, a constitué avec les Quakers et d'autres associations d'action sociale (avant tout juives) ainsi qu'avec des catholiques résistants de *Témoignage chrétien*, un Comité dans les locaux de sa Fédération à Nîmes, destiné à centraliser les actions. Ainsi, on a pu forcer Vichy à redistribuer la plus grande partie des 50 000 internés dans les camps de la zone dite libre, dont la quasi-totalité des 3 500 à 4 000 enfants, dans des centres d'accueil en résidence assignée, gérés dans les petites villes par les associations caritatives, ou dans des compagnies de travailleurs étrangers. Fait essentiel, à cette époque tout cela était légal et même (chichement) subventionné par le gouvernement de Vichy qui voulait en garder le contrôle. Pendant un an et demi il n'y eut aucun danger pour les organisateurs, tout a pu se faire en de nombreux endroits de la zone non occupée. L'article de *Peace News* passe sous silence ces données historiques qui concernent les deux premières années, et enchaîne directement avec le récit du passage à la période illégale, pour la zone sud – à août 1942, où se généralisa le ratissage par Vichy des Juifs étrangers qui seront déportés. L'article raconte de façon détaillée une action publique, prolongée et efficace, de protestation et de camouflage des Juifs domiciliés au Chambon dont la Préfecture exigeait la livraison aux

gendarmes. Ces faits sont exacts et ont contribué à faire connaître à de nombreux Juifs l'existence d'une zone rurale isolée où de nombreux protecteurs étaient à l'œuvre. Le bouche à oreille passait souvent par la voie du scoutisme protestant fortement implanté au *Collège Cévenol* et dont les liens anciens et étroits avec le scoutisme juif et laïque a été une particularité française dont on néglige trop le rôle dans le passage à la résistance et au sauvetage. Mais tout cela survient dans un contexte qui, de nouveau, reste totalement caché au lecteur anglophone de *Peace News*. En juillet 1942 la rafle du Vel d'Hiv' a mis en branle un scandale national. La grande rafle de la zone libre, menée à partir du 26 août, suscite aussi les vives protestations de larges secteurs de l'opinion publique. Elles sont appuyées par les interventions des Églises chrétiennes, qui se généralisent. Pour les protestants, c'est le pasteur Marc Boegner qui écrit à Pétain une lettre frémissante de colère et réunit les soixante-deux pasteurs présents à l'*Assemblée du Désert*, commémoration annuelle des guerres de religion, pour les mobiliser. C'est lui encore qui se précipite chez Laval, puis chez Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, enfin à Genève et à Berne où il contraint le chef de la police suisse des étrangers, l'antisémite Rothmund, à accepter une procédure permettant d'assurer, malgré la fermeture officielle de la frontière, l'accueil en Suisse de réfugiés garantis par les représentants des œuvres catholiques, protestantes et juives. Résultat considérable, on le sait aujourd'hui². L'Église catholique proteste aussi publiquement par une lettre envoyée de Paris le 22 juillet à Pétain : « *Nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience...* ». Mgr Saliège agit à Toulouse, à Lyon le Cardinal Gerlier va couvrir le sauvetage d'enfants juifs à Vénissieux par des militants de l'OSE, des E.I., de *Témoignage chrétien* et de *La Cimade*. C'est dire que les faits chambonnais font partie d'un ensemble

² Philippe Boegner *Carnets du Pasteur Boegner 1940-1945*, Fayard, 1992, voir l'ensemble des pages relatives à la période allant du 5 août au 1^{er} octobre 1942.



Yad Vashem : plaque pour Le-Chambon-sur-Lignon

qui les dépasse et qui les éclaire autrement que par le seul charisme local de deux prêtres pacifistes.

L'article de *Peace News* présente d'autres récits tout aussi orientés. Quelques exemples : on lit « *There were few arrests* ». En réalité, au Chambon même, entre août 1942 et août 1943, une vague d'arrestations s'abat sur le village. En novembre 1942 Praly, un agent de la police nationale, y avait été nommé spécialement, suite aux faibles performances des gendarmes locaux. À peine en poste, il fait arrêter et livrer aux autorités un réfugié politique allemand de 47 ans, Herman Meynen. En janvier 1943, les pasteurs André Trocmé et Edouard Theis ainsi que l'instituteur Roger Darcissac sont placés par la police de Vichy dans un camp français pour opposants politiques. Il y eut une protestation du préfet, mais il faudra une pression directe du pasteur Boegner sur le secrétaire général à la Police, René Bousquet, pour les faire libérer après cinq semaines d'internement. Quant aux Juifs, dès le 24 février 1943 le policier Praly avait arrêté de sa main et livré huit des étudiants juifs vivant au Chambon sur les dix qu'il devait trouver. Un seul, trop jeune selon les critères du moment, a pu être récupéré par un médecin, le Dr. Roger Le Forestier, et par Daniel Trocmé, un cousin d'André, accourus à la Préfecture du Puy. Des sept autres arrêtés aucune trace, même pas de leurs noms ! On sait juste qu'ils avaient entre 17 et 23 ans. En juin 1943, ce fut la tragédie de la Maison d'accueil des Roches où la Gestapo « fit une descente » pour « arrêter » dix-huit



résidents et Daniel Trocmé. Onze des rafles sont morts en déportation. Relevons dans la suite du récit la phraséologie idéologique qui ne peut que surprendre : « *La violence éclata le jour où un espion de la police de Vichy fut assassiné par quatre membres du maquis* ». Ce seraient les maquisards qui auraient fait éclater la « violence ». Auparavant, la Gestapo, elle, n'a procédé qu'à des « descentes » et à des « arrestations ». Toujours sous le titre « La mort en réclama deux », on lit que Daniel Trocmé, arrêté par la Gestapo aux Roches, a été « identifié aux Juifs pour avoir continué à les défendre » et qu'il est « décédé » au camp de Maidanek. La Wehrmacht est aussi présente sur la scène... en toute innocence et respectabilité ! Pendant longtemps on avait pu croire que l'argument pacifiste semblait se réduire à l'affirmation que le commandant allemand du Puy-en-Velay aurait renoncé à la persécution des Juifs en réponse à la pratique de non-violence des deux pasteurs locaux. Une sorte de rédemption par l'exemple de l'ennemi !

Cette légende a fait l'objet d'un débat dans la revue du Centre de Documentation Juive en 1988 sous la conduite de l'historien Georges Wellers, dans quatre numéros successifs du *Monde Juif* (130/133). Elle a abouti à une conclusion qui récuse cette tentative de réhabilitation du commandant allemand. L'exécution de Praly fut suivie du départ d'André Trocmé, considéré par la Résistance et les autorités de son Église comme trop exposé. De plus, la fabrication de faux papiers et leur obtention par des Juifs et des résistants était dorénavant mieux connue et en septembre 1943, fuyant Nice et toute l'ex-zone d'occupation italienne où sévissait Aloïs Bruner, des milliers de Juifs affluèrent dans la région. Ils voyageaient déjà souvent sous de faux noms, en tout cas leur maintien ou mise sous fausse identité se faisait sans difficulté. Pendant cette année décisive, au Chambon il n'y eut plus d'arrestations de réfugiés. C'est que les forces de Vichy et les Allemands furent totalement privés d'informations précises sur les cibles visées et ils étaient d'ailleurs de plus en plus occupés par la lutte contre la Résistance armée. Depuis, des mémoires, des travaux et des docu-

ments ont été publiés sur ces événements, localement et en France, comme sur les modes de leur manipulation ultérieure³.

Un autre personnage est aussi mentionné dans l'article de *Peace News*. Il s'agit d'une des personnalités les plus attachantes du Chambon-sur-Lignon, le jeune médecin et chirurgien, Roger Le Forestier. Le texte dit : « Le Docteur Roger Le Forestier arrêté, par suite d'une "imprudente démarche à la Préfecture", donna un témoignage si puissant de christianisme non violent devant le commandant allemand qu'il fut gracié mais requis pour aller travailler en Allemagne comme "volontaire". Il "retomba aux mains de la Gestapo à Lyon pendant son transfert en Allemagne et fut massacré avec 120 autres victimes" »⁴. L'auteur du récit ajoute en caractère gras : « Il est certain, en accord avec ce qui fut dit au pasteur par le commandant allemand de la Région, que les paroles du Dr Le Forestier sur le caractère non violent de la résistance au Chambon encouragèrent les Allemands à épargner la région où tant d'enfants et de gens innocents avaient trouvé refuge ».

À ce stade des événements militaires locaux, le commandement allemand était encerclé, et le commandant se trouvait bien en peine d'épargner qui que ce fût, si ce n'était la vie de ses hommes et la sienne : le médecin avait été pris au Puy le 4 août 1944 et le 10 août convoyé directement chez Barbie à Montluc, à la Gestapo de Lyon, par le tout dernier convoi allemand qui réussit à s'échapper de Haute-Loire. Dès le 19 août la garnison allemande du Puy fut obligée de se rendre aux FFI. Le 22 août ce sera, à Estivareilles, au tour de la colonne qui tentait de gagner Saint-Étienne de capituler avec tout l'état-major devant les maquisards. Le nombre de militaires de l'armée allemande faits prisonniers, au Puy et à Estivareilles en août 1944, dépasse

les 602 habituellement recensés, si on compte les 200 à 300 militaires de l'armée d'occupation, hospitalisés au Puy-en-Velay et abandonnés par leurs camarades.

Très importants sont aussi deux encadrés en marge de l'article qui par leur contenu et leur mise en page orientent la lecture. Dans l'un des encadrés, consacré à la décision prise à Casablanca par Roosevelt et Churchill en juin 1943 de conduire la guerre jusqu'à la « reddition inconditionnelle » des forces allemandes, on lit deux commentaires : « Ces sinistres paroles annoncent la perte de millions de vies humaines, entachant peut-être même l'espoir en un monde meilleur » ; puis « C'est la guerre même qui a accéléré le rythme des persécutions juives jusqu'à l'extermination de ces derniers ». Dans l'autre encadré, situé au sein même du rapport sur le sauvetage des Juifs « par la non-violence » au Chambon-sur-Lignon, une information est donnée qui, tout en étant correcte, induit par l'effet de sa mise en page une lecture tendancieuse. La voici : « Au début de 1943, d'intenses efforts de recrutement de main d'œuvre française furent déployés afin d'alimenter l'industrie de guerre allemande, provoquant une résistance de masse du peuple français que les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy tentèrent de briser par d'impitoyables mesures de répression y compris un important nombre d'exécutions ». Suivent des détails sur les protestations des Églises. À croire que seuls des besoins en main d'œuvre aient été à l'origine de la déportation des Juifs.

On retrouve hélas cette opération d'affabulation, jusque dans ses détails, dans tout ce qui s'est tramé ensuite autour de l'affaire chambonnaise après la guerre. L'article permet de saisir sur le vif l'altération de données historiques ayant servi à construire dès 1953 une légende qui sera reprise sous des formes habiles à partir des années 1970. Et à chaque fois les enjeux sont considérables et multiformes. Est-ce à dire qu'on aurait le droit de nier les erreurs historiques de jugement commises au nom de l'action caritative ou de la non-violence ? ■

³ Philippe Boegner *Carnets du Pasteur Boegner 1940-1945*, Fayard, 1992. Roger Debieve *Mémoires meurtries, mémoires trahies, Le Chambon-sur-Lignon*, L'Harmattan 1950. Joseph Weill, *Le combat d'un Juste*, Ed Cheminements, 2002.

⁴ Il s'agit du massacre à Saint-Genis-Laval, avant la libération de Lyon, de 120 résistants sélectionnés parmi les détenus par Barbie à la Gestapo.

Témoignage

Ce texte est inspiré des propos tenus par Benjamin C., quelques semaines avant sa mort, en présence de sa fille Michèle, à qui nous sommes très reconnaissants de nous avoir aidés à publier ce texte et à l'illustrer des photos qu'elle a bien voulu nous confier.

En Algérie, naguère...

Edmond Kahn

Benjamin C. est né dans la première décennie du xx^e siècle à Aïn-Témouchent, une sous-préfecture de quelque cinquante mille habitants du département d'Oran. Benjamin aimait à raconter ses souvenirs, les bons et les moins bons. Il parlait volontiers des raisons qui l'avaient amené à quitter l'Algérie, avec une étonnante clairvoyance, à une époque où personne ne pouvait même imaginer que tant d'autres seraient contraints de le faire quelques décennies plus tard. Au soir de son existence, il a souhaité évoquer devant nous quelques-uns de ces souvenirs. Il nous a quittés au mois d'août 2003. À Aïn-Témouchent et dans la chaleur de la tribu familiale juive, la vie était plutôt agréable, rythmée par les fêtes religieuses et des virées à Oran entre copains. Mais cette réalité chaleureuse avait son revers. Dans l'Algérie coloniale chaque individu était étiqueté, affecté à l'un ou l'autre des groupes

socio-religieux identifiés : colons, Petits Blancs, Espagnols, Juifs, et, tout en bas de l'échelle, Arabes (même s'il y avait quelques notables et des riches parmi les Juifs et les Arabes !). On se fréquentait peu en dehors de son propre clan et les rares rapprochements étaient mal tolérés. La société était cloisonnée et foncièrement raciste, marquée notamment par un antisémitisme pas toujours virulent mais atavique, quotidien, routinier, profondément enraciné. Ce qui n'empêchait pas, dans ce climat détestable, les relations d'être parfois bonnes entre individus de confessions différentes, et même, paradoxalement, des amitiés de se nouer : « On était acclimaté à ça, disait Benjamin. Du fait que tu es juif, on t'en veut. Mais toi, en tant que personne, on t'aime quand même... Les Arabes – à les entendre, on était tous frères ! – ne pouvaient prononcer le mot *juifs* sans ajouter *sauf ton respect*... Quant aux catholiques, ils disaient toujours du mal

se fait la gueule. Pourquoi ? *“J'aime pas les Juifs !”*... Mais il y avait, pour compenser, un Espagnol – un “méchant” qui se bagarrait tout le temps ! – qui allait répétant : *“Celui qui touche à un cheveu de Benjamin, je lui casse la gueule !...”* Il y avait aussi un directeur d'école, un Corse, qui proclamait : *“Quand quelqu'un me dit qu'il n'aime pas les Juifs, je crache par terre et je mets mon pied dessus !”* C'était en quelque sorte sa phrase fétiche ! »

Benjamin, qui s'était détaché très tôt de la religion, nous disait aussi que la communauté juive était pour l'essentiel puissante et contraignante : gare à celui qui ne ferme pas sa boutique le samedi, ou qu'on a vu fumer ce jour-là ! Mais en même temps il y avait des affranchis ! Un groupe s'était formé à Oran, qui avait décidé, non sans panache : *« Pas de samedi ! Pas de ceci, pas de cela ! Nous sommes des Français comme les autres ! »*. Les Juifs algériens, depuis le décret Crémieux, étaient en effet Français, et ils en étaient fiers : cela leur donnait un sentiment de supériorité par rapport aux Arabes et cela n'est pas sans transparaître quelque peu dans certains propos de Benjamin, même prononcés avec la distance que permet l'humour : « Les Arabes, il y en avait quelques-uns qui sortaient du lot. À l'école, il y en avait même un qui nous damait le pion ! Il était très intelligent et nous étions tout surpris qu'il sache mieux répondre que nous à certaines questions... Chez les Arabes, vous savez, il y avait des gens bien, ce n'étaient pas tous des sauvages !... ». En fait, dans la vie quotidienne, les

des Juifs, pétris qu'ils étaient d'un fond d'antisémitisme culturel... mais, souvent, ils nous aimaient bien quand même ! Moi, je n'ai jamais eu vraiment à me plaindre *personnellement*. On avait surtout affaire à de la haine verbale. On est voisins, on se connaît, mais on



Coll. privée

La famille au début du xx^e siècle

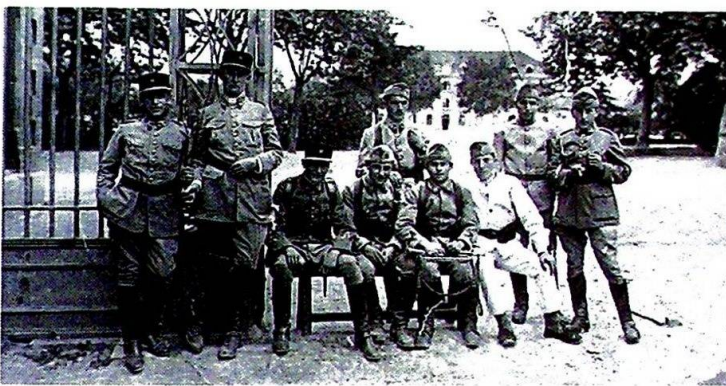


relations pouvaient être bonnes. La mère de Benjamin était commerçante et elle avait une clientèle arabe avec qui elle s'entendait parfaitement bien, comme avec les chauffeurs de taxis de la station d'en face, qui avaient toujours quelque chose à lui demander. Benjamin se souvenait aussi d'une visite à une famille arabe, qui l'avait beaucoup marqué pendant son enfance : cette

famille avait une belle ferme à quelques kilomètres d'Aïn-Témouchent et les avait merveilleusement reçus, sa mère et lui.

S'agissant des filles catholiques, elles étaient inaccessibles, et donc très convoitées, se souvient encore Benjamin. « Elles étaient passives. C'était l'amour fou vu de loin – *"tu me plais, je te plais"* – mais on n'osait pas trop s'approcher... et puis, sinon, elles auraient reçu une belle raclée de leur frère ou de leur cousin !... Il y avait aussi quelques catholiques pour adorer des Juifs : deux sœurs se sont même mariées à deux d'entre eux ! On en parle encore ! ».

La plupart des individus s'accommodaient globalement de cette



1928 : Benjamin au service militaire à Montauban

situation. Benjamin, lui, se sentait trop à l'étroit dans ce cocon communautaire où la religion lui semblait excessivement contraignante, où l'on choisissait pour vous celle qui serait votre épouse ! Il décida d'échapper à ce petit monde provincial et à ses yeux étriqué. D'autres ont fait le choix de l'Amérique, lui c'est en France qu'il est parti *faire sa vie*. Il avait de l'ambition et il espérait trouver « de l'autre côté de l'eau », en même temps que plus de liberté, plus d'éléments de réussite. Et aussi moins d'antisémitisme ! Ce qu'il n'avait pas prévu, malgré sa grande perspicacité, c'est qu'il allait être rattrapé par l'Histoire et que, bien des années plus tard, la guerre allait – par chance pour lui ! – le renvoyer en Algérie...

En fait, ce n'était pas son premier voyage en France. Sa première expérience de la métropole, Benjamin l'avait vécue en 1928, à Montauban, pendant son service militaire. Il en avait gardé d'excellents souvenirs : « J'ai eu de la veine. Le premier jour, on nous présente au capitaine. Nous défilions à cheval devant lui et au moment où nous arrivions à sa hauteur, nous devons dire notre nom. J'énonce mon patronyme. Le lendemain, le capitaine me dit : *"Arrêtez-vous, Benjamin C. !"* ». Il s'était souvenu de mon nom ! Très droit, très religieux, ce capitaine me prend comme secrétaire, chauffeur, accompagnateur de sa femme et de ses filles, tout en sachant que je suis juif ». Ces marques de distinction et de respect – ce capitaine et Benjamin ont

entretenu une correspondance par la suite, quand Benjamin est rentré en Algérie après son service – avaient fait forte impression sur lui et ont sans doute compté parmi les raisons qui l'ont poussé à quitter l'Algérie pour revenir en France quelques années plus tard. « Moi, je crois que je suis presque né avec le désir de partir.

Se sentir à tout

moment, pour un oui ou pour un non, rangé dans une catégorie, classé – *"C'est un Juif !"* – ne me plaisait pas du tout, je trouvais même cela tout à fait insupportable. Et c'est comme ça que l'idée de quitter le pays s'est implantée en moi, cette idée de partir en France, où la vie était différente. En Algérie, disons-le, il y avait la haine du Juif. C'était à qui mieux mieux, ou les Arabes ou les catholiques : il y avait la haine... »

Donc Benjamin repart en France. Mais, après le désastre de 1940, ses affaires sont « arianisées » et... il se retrouve à nouveau en Algérie. Une Algérie où le décret Crémieux a été abrogé et où les antisémites haineux appliquent avec un empressement zélé les lois antijuives de Vichy. L'arrivée des Américains le sauvera de justesse du pire : il figurait évidemment sur les listes préparées pour les camps... Et, la guerre finie, il renoue avec son projet et revient définitivement en métropole.

* * *

À bien écouter Benjamin, et son insistance, tant d'années plus tard, à évoquer le climat d'alors en le qualifiant de *haineux*, on ne peut pas ne pas s'interroger sur cette prétendue *oasis algérienne* dont on a tant entendu parler... L'antisémitisme en Algérie était sans doute, pour reprendre une expression de Benjamin, moins *sournois* qu'en France et il était en partie compensé par les sentiments plus humains qu'il avait évoqués devant nous en nous parlant de sa jeunesse. Une bien maigre consolation quand même... ■

La fratrie

Le travail pédagogique du CDJC

Fania Perez

Le Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC) a été créé à Grenoble, en 1943, dans la clandestinité. L'initiative en revient à Isaac Schneersohn (1881-1969) et à une quarantaine de délégués de diverses organisations juives. Immédiatement après la Libération, il s'est installé à Paris afin de recueillir des documents et constituer un fonds d'archives mis à la disposition des chercheurs et de la justice. Dès le printemps 1945 il a commencé à publier des études historiques et une revue spécialisée, *Le Monde juif*, la plus ancienne des publications consacrées à la Shoah.

En 1956, le Mémorial du Martyr Juif Inconnu a été édifié en plein cœur du Marais, rue Geoffroy-l'Asnier. Le CDJC rejoint le Mémorial et poursuit sa collecte de documents. Il est actuellement un des principaux centres mondiaux d'archives de la Shoah. Des travaux sont en cours pour agrandir et transformer les lieux en vue de l'ouverture prochaine d'un nouveau Musée-Mémorial de la Shoah. En attendant, le CDJC est provisoirement installé au 37 rue de Turenne, 75003 Paris.

En 1994, le CDJC a créé un département destiné plus spécifiquement aux enseignants et à leurs élèves dans le but d'élaborer un programme sur la transmission de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. La responsabilité pédagogique en a été confiée à Claude Singer, historien, qui enseigne depuis

plusieurs années l'Histoire des Juifs à l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) dans le cadre du DUEJ (Diplôme Universitaire d'Études sur le Judaïsme). Ses collaborateurs sont Laïla Heuberger, chargée de l'animation des ateliers pour enfants, Iannis Roder, professeur d'histoire, qui travaille sur la composition de « la mallette pédagogique » et un stagiaire, Mikhaïl Poznanski.

En 1999 un partenariat a été signé entre le Conseil régional d'Île de France et l'Association « Mémorial du Martyr Juif Inconnu ». Il a permis de mettre en place un « Programme de sensibilisation et d'information des lycées sur l'histoire de la Shoah », qui se divise en six points :

Information des chefs d'établissement et des professeurs :

En 2003, Joël Kotek, docteur en Sciences Politiques, professeur à Sciences Po. Paris et à l'Université Libre de Bruxelles a été chargé de la formation des enseignants.

Sous sa direction, le Mémorial organise chaque année des journées d'information pour sensibiliser les chefs d'établissement et les professeurs à l'enseignement de la Shoah.

Ces journées sont réparties sur l'ensemble de l'année scolaire. Elles se composent d'une séance de présentation de l'institution et de ses ressources documentaires et de trois séances sur le sujet de la journée.

Cette année les thèmes proposés sont les suivants : « La problématique de la Shoah : qu'est-ce que la Shoah, pourquoi et comment l'enseigner » ; « Antijudaïsme, antisémitisme, judéophobie : la haine du Juif comme terreau du désastre » ; « Colonialisme, impérialisme, racisme et Grande Guerre, le terreau du désastre » ; « La propagande en France pendant la Seconde Guerre mondiale » ; « La représentation de la Shoah : cinéma,

théâtre, littérature » et enfin « Les génocides et crimes du xx^e siècle : comparer pour mieux singulariser ». Pour accompagner cette information, le Mémorial remet un dossier pédagogique à chacun des participants. Loin d'être exhaustif, ce dossier présente une base solide à partir de laquelle les enseignants pourront travailler.

Information des documentalistes :

Deux journées d'information sont organisées spécialement pour les documentalistes. Elles sont consacrées à la présentation et à l'analyse des outils documentaires et audiovisuels indispensables au fonctionnement d'un centre de documentation. La démonstration se fait sur le premier et le sixième sujet proposés aux professeurs.

Accueil des lycéens :

Toute l'année scolaire le Mémorial du Martyr Juif Inconnu accueille des lycéens, pendant une demi-journée. Le programme de la visite est précisé au préalable avec les professeurs et un dossier sur la Shoah est remis, à sa demande, à chaque responsable de groupe. Le nombre de participants est fixé à un maximum de quarante élèves.

À l'entrée du CDJC des questionnaires sont mis à la disposition des lycéens. Un conférencier les reçoit, leur présente l'institution, leur fait visiter l'exposition en cours en les initiant à la lecture des documents d'archives et/ou d'images d'archives. Le thème de l'exposition de l'année 2003-2004 est : *Les Juifs de France pendant la Shoah*.

Chaque visite se termine par une rencontre, suivie d'une discussion avec un témoin survivant de la Shoah. Les échanges extrêmement intéressants entre les enfants et les témoins montrent l'importance de ces visites. Au cours de l'année scolaire 2002-2003, malgré le plan Vigipirate, une cinquantaine de groupes scolaires, soit environ 1 800 élèves, ont été accueillis au CDJC-Mémorial. Ces visites avaient été soigneusement préparées par les enseignants. La plupart des classes étaient des troisièmes et des terminales,



Photo CDJC

Elèves devant les panneaux de l'Exposition « Paroles d'Etoile ». 25 mars 2003.



auxquelles il faut ajouter quelques classes de CM2, sixième et deux SEGPA (Section d'enseignement spécialisé pour les élèves en difficulté). Plus de 1 500 élèves sont venus en visites libres, principalement pour voir les expositions sur « Les enfants cachés » ou sur « Vichy et les Juifs »

Mise à disposition d'expositions sur la Shoah :

Gratuitement aussi, le Mémorial propose aux lycées des expositions sur la Shoah :

Le temps des rafles retrace la vie des Juifs pendant la Shoah et comprend plusieurs dizaines de documents originaux ; *Le ghetto de Varsovie* raconte l'histoire du ghetto depuis la création (en 1940) jusqu'à l'insurrection et la destruction (en 1943) ; *Le sauvetage des Juifs du Danemark* rassemble des textes et des photographies sur les opérations allemandes et la résistance danoise. Elle évoque aussi le nazisme et la politique antisémite dans le contexte historique du Danemark avant et pendant l'occupation ; *Histoire de la Shoah en Europe* rappelle l'histoire globale de la Shoah en Europe depuis la montée du nazisme jusqu'au procès de Nuremberg ; *Paroles d'étoiles, Mémoire d'enfants cachés 1939-1945* est un ensemble de témoignages recueillis dans le cadre d'une enquête menée par Radio France.

Cycle de projections de films :

En partenariat avec la vidéothèque de Paris/Forum des Images, le Mémorial organise chaque année un cycle de projections relatif à la Seconde Guerre mondiale, destiné principalement aux classes de troisième et à toutes les classes de lycée. À l'issue de chaque projection un débat est organisé avec des intervenants extérieurs : témoins, cinéastes, historiens.

Cette année, le cycle a débuté par une séance destinée aux enseignants sur le thème *Vivre aujourd'hui avec la Mémoire de la Shoah*.

Les séances destinées aux élèves porteront sur la débâcle de mai-juin 1940 et l'opinion publique sous le régime de Vichy ; la rafle du Vel d'Hiv. Une séance sur « les enfants cachés » sera proposée aux enfants de sixième,

avec la projection du film d'animation japonais *Le journal d'Anne Frank*. Le cinéma français pendant le régime de Vichy et, en avril, un film sur Primo Levi (pour les terminales) clôtureront le cycle.

Mentionnons, que, comme chaque année, à l'occasion de Yom Ha Shoah, une séance spéciale sera organisée pour les élèves des écoles juives, elle aura pour thème : *Les témoins de la Déportation*.

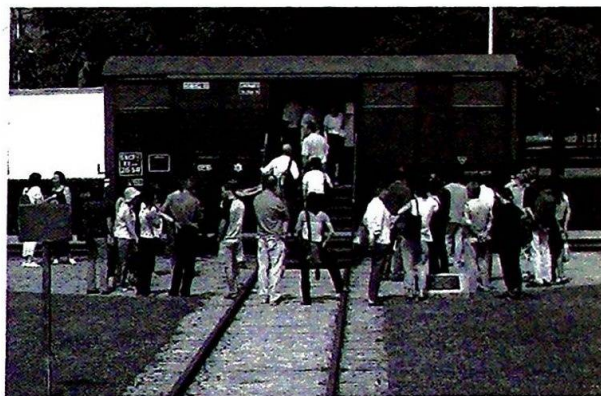
Du 19 au 23 avril 2003, le Forum des Images, en partenariat avec le CDJC, avait organisé un programme de films, de tables rondes et de conférences pour commémorer le sixième anniversaire de l'Insurrection du Ghetto de Varsovie. Il a rassemblé environ quatre mille personnes.

Deux visites d'une journée à Auschwitz :

Ces deux journées sont réservées aux lycéens les plus motivés de seize lycées franciliens. Elles sont limitées à dix-huit élèves et deux accompagnateurs par établissement. Au moins deux réunions sont prévues : une auparavant pour préparer le voyage, une au retour pour assurer un suivi.

Toutes ces activités suscitent dans l'ensemble un réel intérêt chez les participants. Des liens se créent souvent entre les intervenants, surtout les survivants, les enseignants et les élèves. Ils se concrétisent par un prolongement du travail dans les établissements scolaires.

En plus de ce programme, très riche, de sensibilisation et d'information qui nécessite, en lui-même, la mise en œuvre et la coordination de diverses et multiples compétences, le CDJC participe à de nombreuses activités. Ainsi, en partenariat avec le rectorat de Paris, il a accueilli une quarantaine d'enseignants parisiens en présence du délégué académique aux arts et à la culture et du Maire du 4^e arrondissement ; en juillet 2003 il a élaboré et distribué du matériel pédagogique pour la 4^e Université d'été qui a réuni



Un groupe de professeurs en visite à Drancy, dans le cadre de l'Université d'été organisée par le M.M.J.I. Juillet 2003. »

Photo CDJC

une cinquantaine de professeurs venus de diverses régions de France et enseignant toutes les matières.

En décembre 2002, Claude Singer, représentant le CDJC, a participé en Argentine, à Tucuman, situé dans la province où Eichmann a été enlevé par les services israéliens en 1960, à un séminaire organisé par le ministère de l'éducation argentin et la Task Force, sur le génocide nazi, l'intolérance et l'antisémitisme. Il est intervenu sur le thème : « Le sort des Juifs en France sous l'Occupation ».

En juin 2003, Claude Singer a également pris part à Cluj (Transylvanie) à un cycle de formation destiné à de jeunes professeurs d'histoire du secondaire dans les différentes régions de Roumanie. Selon lui « il faut souligner l'aspect international de ces journées, qui, par des approches et des sensibilités parfois assez différentes, constitue précisément la principale richesse de ce type de formation... ». Les thèmes abordés faisaient appel, non seulement aux textes historiques, mais aux différents types de récits (témoignages, poèmes et romans). Les professeurs-stagiaires ont insisté sur le rejet dont l'enseignement de la Shoah ferait l'objet, aujourd'hui, en 2003, chez nombre de leurs élèves...

Depuis sa création le Mémorial-CDJC ne cesse de diversifier et d'approfondir ses activités. Avec l'ouverture du Musée-Mémorial de la Shoah, dans lequel seront mises en œuvre les technologies les plus avancées, il pourra occuper une place encore plus importante dans la vie de la cité. ■

Rhodes, une île juive...

Martine Kis

Rhodes a perdu ses Juifs. Elle a gagné des Israéliens. Partout des annonces en hébreu proposent location de voitures ou excursions pour des touristes en quête de décompression. Mais le tourisme diasporique n'entre manifestement pas dans leur programme de séjour. La petite plaque discrètement apposée à l'angle d'une rue n'arrive pas à faire dévier leurs pas vers la synagogue *Kahal Shalom*, qui n'en finit pas d'être restaurée. Construite en 1575, la plus ancienne synagogue encore debout en Grèce est aujourd'hui inscrite au Patrimoine de l'humanité. Les généreux donateurs, en majeure partie français, dont des plaques rappellent le souvenir, sont devenus rares et les fonds manquent pour une restauration qui demeure éternellement en cours. Mais la Grèce orthodoxe ne semble pas plus attachée à son passé ottoman. En témoigne la magnifique mosquée Souleiman, dont la restauration souffre de la même torpeur.

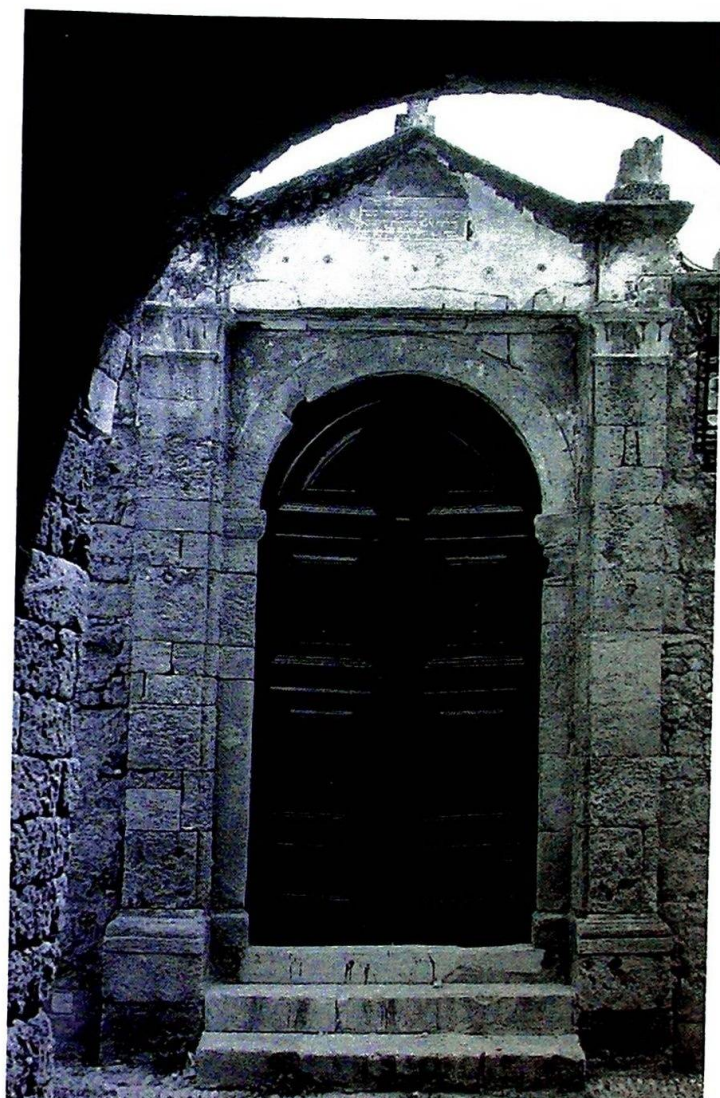
La présence juive est attestée à Rhodes dès 142 avant l'ère : un décret romain renouvelle alors le pacte d'amitié entre la nation juive et le Sénat romain. Au XII^e siècle, le voyageur Benjamin de Tudèle parle de quatre cents familles. En 1280 arrivent les réfugiés d'Aragon. Au début du XIV^e siècle, les Chevaliers-de-Saint-Jean s'emparent de Rhodes où ils délimitent très strictement le quartier juif, *La Djuderia*.



La fontaine aux hippocampes, qui marque l'entrée de l'ancien quartier juif, *La Djuderia*



Rue Simios, la façade de la synagogue Kahal Chalom (1577), la plus ancienne synagogue de Grèce après celle de Delos



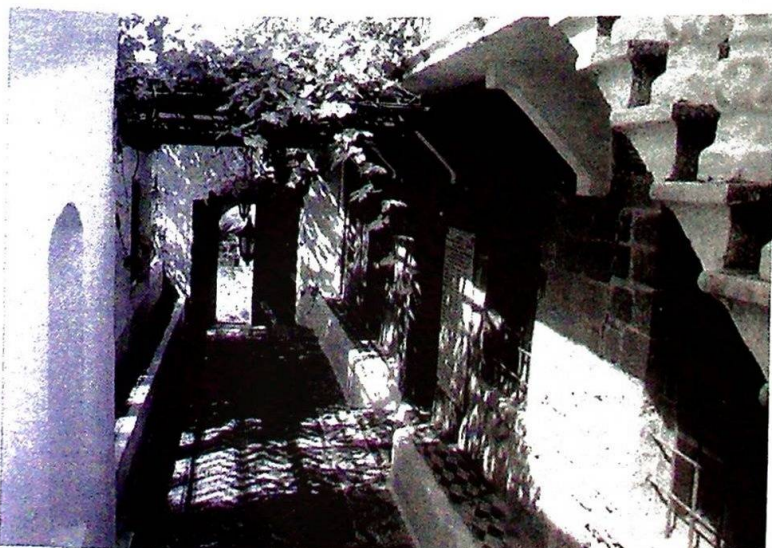
Le portail – trop souvent fermé – de la synagogue

Avec la conquête de l'île par Soliman le Magnifique en 1522, débute une longue période sinon faste, du moins prospère et tranquille. L'occupation de l'île par l'Italie en 1912 ne perturbe pas outre mesure les quelque 4 500 Juifs de l'île qui, pour la première fois, deviennent citoyens à part entière et adoptent finalement l'italien à côté du judéo-espagnol. Alors que de nombreux jeunes Rodeslis (comme se nomment eux-mêmes les Juifs de Rhodes) avaient déjà choisi d'émigrer pour des raisons économiques, la situation se dégrade radicalement à partir du 1^{er} septembre 1938 avec la promulgation des lois raciales.

Le 8 septembre 1943, les Allemands prennent le contrôle de l'île. Des obus tombent sur la *Djuderia* le 2 février 1944. Le 17 juillet, la ville de Rhodes est interdite aux Juifs et le 24 juillet tous sont déportés. Ils arrivent à Auschwitz le 16 août.

Le 23 juin 2002 a été inauguré, sur la place des Martyrs juifs, à l'entrée de *La Djuderia*, un monument à la mémoire des 1 604 Juifs de Rhodes et de Cos assassinés. Sur chacune des six faces, la même inscription en grec, hébreu, anglais, judéo-espagnol, français et italien. ■

Toutes les photos sont de l'auteur



L'accès latéral à la synagogue



Le Mémorial de la Guerre



Photo Dorzo

« Faisons l'éloge du libéralisme dans une perspective socialiste »

Débat avec Monique Canto-Sperber :

Monique Canto-Sperber, directeur de recherche au CNRS, auteur de nombreux ouvrages de philosophie politique et morale, nous a fait l'amitié d'animer un dîner-débat le 18/09/2003 autour de son livre Les Règles de la Liberté (Plon, 2003, 312 pages, 19 euros). Voici la transcription de son intervention liminaire et du débat animé qui a suivi, nombre des participants partant de bases idéologiques différentes de celles de notre invitée. Mais le débat n'est-il pas la raison d'être d'un cercle de « réflexions et de libres débats » comme le Cercle Gaston-Crémieux et le ferment de la démocratie ?

La thèse de mon livre est au fond assez simple. Elle part d'un constat : le socialisme existe depuis plus d'un siècle et demi – le mot apparaît vers les années 1830. Le mouvement socialiste est un vieux mouvement politique, qui a beaucoup évolué au cours de son histoire. À la fin du XIX^e siècle, il était clairement d'inspiration marxiste, collectiviste, étatiste – en tout cas soucieux de la puissance de l'État. Il en est évidemment tout autrement aujourd'hui : nous avons affaire à des formes beaucoup plus ouvertes de socialisme, et la pratique du dernier gouvernement socialiste au pouvoir l'a bien montré. Que s'est-il passé ? C'est parce qu'il a évolué que le socialisme a réussi à gérer les affaires – on lui reproche parfois de s'être trop adonné à la gestion ! – mais c'est bien pour cette raison qu'il s'est montré apte à prendre acte du monde tel qu'il était devenu et à proposer un certain nombre d'actions publiques pour remédier aux injustices persistantes.

Sous quelle influence le socialisme a-t-il évolué ? La réponse que j'essaie d'apporter dans ce livre est qu'il s'agit de certaines idées qui font leur chemin dans la tradition socialiste pratiquement depuis ses origines, et qui sont d'essence libérale. Mon livre comporte

une partie philosophique, conceptuelle, où j'essaie de dire en quoi consistent les idées libérales, quelles sont les principales d'entre elles, quelles sont par ailleurs les thèses du socialisme, et comment une alliance entre les unes et les autres est possible. La deuxième partie, historique, montre que, depuis la naissance du socialisme, une inspiration libérale est sous-jacente à la tradition socialiste et qu'elle s'est régulièrement manifestée dans l'histoire de ce mouvement au travers de penseurs socialistes exemplaires : Proudhon au milieu du XIX^e siècle, Jaurès à la fin de ce même siècle, des réformateurs, premiers critiques du marxisme, comme Charles Andler ou Lucien Herr, au début du XX^e siècle. On retrouve ensuite cette même inspiration chez un socialiste belge, Henri De Man (avant qu'il ait un destin malheureux et même tragique) ; dans les derniers textes de Léon Blum aussi, écrits au retour de déportation, et dans l'œuvre d'André Philip. Ma thèse est donc double : *philosophique*, car relative à l'articulation possible du socialisme et du libéralisme ; *historique*, tendant à montrer que, contrairement à ce qu'on peut penser, la tradition socialiste a toujours été agitée de l'intérieur, placée dans une tension liée à la résurgence régulière des idées

libérales. Et cette tradition libérale au sein du socialisme a été portée par deux courants très puissants : le socialisme des intellectuels d'abord, particulièrement sensibles à l'apport théorique du socialisme (les penseurs socialistes que je viens de citer l'étaient tous), mais aussi la tradition ouvrière (la base sociale du mouvement), dans la mesure où elle reprenait à son compte l'héritage proudhonien, très soucieux de créer des formes d'autonomie à l'intérieur de la société, des groupes professionnels ou des entités sociales. Cette tradition s'est constamment opposée à un autre type de socialisme, apparu en France dans les années 1880, et qui domine le parti socialiste français à la fin du XIX^e siècle : ce qu'on pourrait appeler le marxisme. Mais Marx disait lui-même qu'il ne pensait pas personnellement être ... marxiste ! Le marxisme français était très dogmatique, scolaire, mécanique... Ce n'est pas vraiment l'inspiration qu'on peut trouver dans les écrits de Marx ! Il n'en reste pas moins que ce marxisme scolaire et dogmatique a durablement influencé le socialisme français et qu'il a poussé ses courants libéraux à la marge, les plaçant en quelque sorte en dissidence, en forgeant aussi une forme de conscience morale du socialisme – une conscience qui s'est affirmée dans



tous les moments de crise et qui, d'une certaine façon, constitue l'un des apports théoriques les plus intéressants de la tradition socialiste. Et ce qui reste, au titre des grands textes du socialisme, c'est bien Proudhon, c'est bien Jaurès – Jaurès, que j'étudie en détail dans ce livre, et qui exprime une orientation en partie libérale – et c'est bien Blum dans son dernier grand livre : *À l'échelle humaine*.

Cette opposition historique des deux grands courants, libéral et marxiste, du socialisme français se transpose dans le grand débat des années soixante-dix entre ce qu'on a appelé la Première Gauche et la Deuxième Gauche – la première étant l'héritière du courant marxiste et s'étant moulée dans la tradition française jacobine, centralisatrice et étatiste ; la seconde marquant une volonté de revenir aux racines non marxistes du socialisme français. Ce conflit n'est pas apaisé aujourd'hui. La Deuxième Gauche a certes éprouvé un certain nombre de difficultés, elle est restée quelque peu engluée dans ses idées d'autogestion. Mais maintenant encore, lorsqu'il s'interroge sur son destin, on voit le parti socialiste recourir à des références historiques et exprimer des sensibilités ouvertes aux idées d'une autonomie de la société civile, d'un libre développement des individus, d'une authentique construction européenne, d'une internationalisation des échanges plutôt que de se figer une fois pour toutes dans une attitude de défense du rôle central de l'État.

La raison spécifique pour laquelle, dans ce contexte, il m'a semblé important de développer les thèses de ce livre est la suivante. Les élections de 2002 ont montré que le candidat du parti socialiste n'a plus de base sociologique assurée. Quinze pour cent seulement des ouvriers et des employés ont voté pour lui. Or la base naturelle du socialisme, c'est encore – si tant est qu'elle existe ! – ce qu'on appelle la classe ouvrière, en tout cas le monde des ouvriers et des employés (quelque onze millions de personnes). Et je ne parle même pas du taux record d'abstentions qui constitue une véritable auto-exclusion du vote de la part des catégories sociales les plus vulnérables, en particulier les chômeurs et les jeunes. Dernier phénomène : le vote populaire, lorsqu'il

s'exprime, est porté vers les extrêmes, ce qui contribue à sa disqualification. Tout cela est finalement très inquiétant quant aux pratiques démocratiques. Les socialistes ont mis un certain temps à se rendre compte de cette perte de substance ; ils semblent en avoir maintenant pris conscience puisque l'avant-dernier numéro de *La Revue Socialiste* s'intitulait : *Comment reconquérir les couches populaires ?*¹

Lorsqu'on fait ce constat, il faut bien en déduire que ceux qui vont désormais voter pour le parti socialiste sont ceux qui sont séduits par ses idées : le parti n'a pas d'autre carte à jouer que de séduire et de convaincre par ses idées. Encore faut-il que ces idées répondent aux aspirations des personnes qui sont susceptibles de voter pour lui, leur permettent d'apaiser leurs inquiétudes et de donner corps à leurs espoirs, qu'elles apportent à chacun le sentiment qu'un avenir est possible, dans un cadre collectif national mais aussi pour chaque individu au titre de son épanouissement personnel. Les socialistes d'aujourd'hui sont placés devant cette tâche immense qui consiste à reformuler ce qu'est le socialisme aujourd'hui, en 2003 et pour les années qui viennent, et à trouver – avant 2007 ! – des thèmes porteurs qui répondent à la fois aux inquiétudes et aux aspirations de leurs électeurs potentiels.

Se pose alors la question : dans quel stock d'idées pêcher ? Peut-on se contenter de dire, comme en 1970 : *ne vous inquiétez pas, l'État s'occupe de tout ! Il va garantir votre retraite, votre prise en charge médicale totale, etc.* Plus personne ne croit à ce genre de discours ! Il n'est plus tenable, il est constamment réfuté par les faits... Il faut donc trouver autre chose : apporter à nos concitoyens certes des garanties de solidarité minimale, qui sont absolument fondamentales dans tout fonctionnement collectif, mais aussi leur donner également un espace où ils peuvent agir, avoir un développement autonome à partir d'atouts : d'atouts en termes de formation, de conditions

d'existence, de développement personnel, etc. Le socialisme aujourd'hui doit impérieusement explorer cette double voie : garanties et atouts. Garantir la solidarité et, en même temps, donner de manière beaucoup plus différenciée que ce n'est le cas aujourd'hui des moyens d'émancipation personnelle aux individus.

Or, si le socialisme met en avant ce genre d'idées, il met clairement en avant une idée de nature libérale. Commençons donc par dire quelques mots de ce que sont les idées libérales, ce terme fort mal porté en France, et de manière fort injuste. Lorsqu'on fait des recherches précises sur ce terme et ses connotations, on constate que ce n'est que depuis les années soixante-dix que ce terme est disqualifié. Auparavant, le libéral est celui qui considère que les libertés civiles doivent être respectées, que l'État doit se cantonner dans une certaine sphère, que les personnes sont totalement libres d'adopter, pour ce qui concerne leur vie personnelle, les décisions qui leur conviennent pour autant qu'elles ne nuisent pas aux autres, etc. À partir de cette période, le terme *libéralisme* est systématiquement associé à des pratiques extrêmes dans le domaine économique. Or le libéralisme est une tradition politique *ouverte*, qui, au fond, repose sur l'idée assez simple qu'il existe une sphère d'activités humaines autonomes, dans laquelle l'État n'a pas à intervenir et dans laquelle les indivi-

¹ Voir *La Revue Socialiste* n° 11/12, mars 2003, « Agir pour construire la gauche du XXI^e siècle », notamment articles de Martine Aubry, « Les conditions de la reconquête des catégories populaires » et Laurent Fabius, « Répondre aux attentes des couches populaires ».



Photo Dorczio

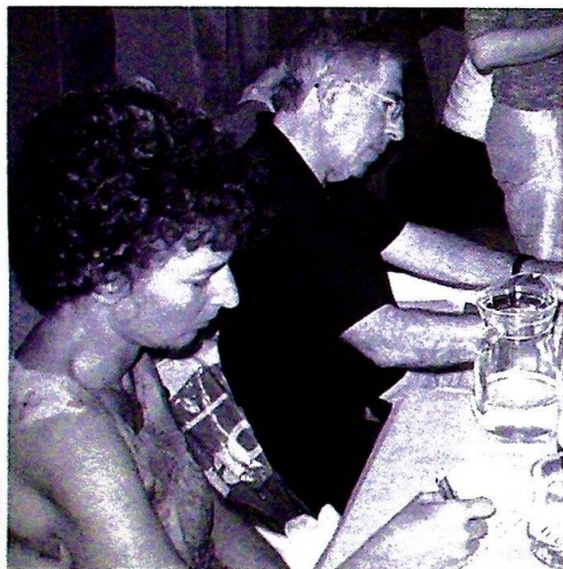


Photo Dorcso

... dus sont capables d'élaborer progressivement les règles communes sous lesquelles ils vont vivre. Le libéralisme est un acte de confiance dans la possibilité qu'ont les communautés humaines d'établir leurs propres règles de vie. Cela n'a rien d'immédiat, il faut même beaucoup de temps pour y parvenir. Mais les libéraux considèrent qu'il n'y a pas de normes mieux respectées que celles qu'on s'impose à soi-même. Ils font le pari que ces règles – les fameuses *règles de la liberté* que j'ai prises pour titre de mon livre – vont finir par ordonner les sociétés humaines. Le libéralisme est associé à bien d'autres thèses, qui lui donnent son visage familier, par exemple à la tolérance religieuse, au pluralisme, au respect de la diversité des opinions et des intérêts. Il est hors de question de chercher des unifications artificielles, il faut élaborer des compromis, trouver des zones communes d'accord. Les libéraux sont également attachés à l'exercice par l'État de ses fonctions régaliennes, mais de ces seules fonctions. Et ils sont évidemment attachés à la liberté économique. Proudhon l'avait déjà dit de façon très éclairante : sans la liberté d'utiliser les richesses autour de soi, il n'y a pas de véritable liberté. Une liberté sans aucune forme de propriété ou sans aucun sens de ce qui est à soi est une liberté sans contenu.

Avec ce bagage théorique, ces idées-forces du libéralisme, nous arrivons à une tradition politique ouverte, qui peut

adopter une forme modérée et réglée ou, au contraire, une forme extrême. Bien sûr il y a des libéraux extrémistes, radicaux et dogmatiques, qui considèrent que les limites de la liberté doivent être repoussées le plus loin possible et en particulier que toute liberté doit être laissée à l'initiative économique. Mais il y a aussi – et, à partir du XIX^e siècle, cela devient même le courant dominant du libéralisme – d'autres libéraux qui, au contraire, sont extrêmement soucieux de l'existence collective et de définir ce que sont les limites de la liberté. La liberté

excessive conduit à l'esclavage de tous. D'où la nécessité de règles...

Cette réflexion au sein du libéralisme a progressivement conduit celui-ci à se socialiser, en gardant de la tradition libérale ses idées de base (l'autonomie des sociétés et des individus), mais en même temps en s'appropriant les idées de liberté égale et de liberté effective et concrète. L'idée naît ainsi, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, mais aussi en France, à partir du XIX^e siècle, d'un *socialisme libéral*, c'est-à-dire d'un libéralisme profondément enraciné à gauche.

Que pouvons-nous faire aujourd'hui de cette possibilité d'associer socialisme et libéralisme ? Cette possibilité est à mes yeux la ressource majeure pour penser les problèmes du monde contemporain. Prenons par exemple la question du libéralisme économique. Une question majeure pour les libéraux est de savoir comment régler l'exercice collectif des libertés. Les libéraux veulent avant tout préserver la stabilité des sociétés. Pour cela il est nécessaire d'organiser les libertés communes. Mais, par ailleurs, les libéraux sont très attentifs aux dettes et aux créances : quand quelqu'un a investi dans quelque chose, il doit avoir une rémunération. Or on constate – et c'est une réflexion qui est menée au sein du libéralisme depuis fort longtemps – que la propriété est en partie sociale. Quand une propriété se développe au sein d'une société, elle dépend étroitement de la société

elle-même : de la police, qui la protège, du système juridique, qui lui donne un statut, du système éducatif, qui lui permet d'employer un personnel formé. En d'autres termes, il existe une dette du propriétaire du bien à l'égard de la société, dette qui doit être remboursée. La plupart des libéraux ont conçu la société comme un système de dettes et de créances où la définition sociale de toutes les activités qui sont à mettre au compte de la liberté doit être une occasion de remboursement de ceux qui ont donné le plus à l'entité sociale. Revenons au libéralisme économique. Les idées dont tout le monde parle aujourd'hui, de régulation, de gouvernance (on insiste sur le fait que des règles multilatérales, une gouvernance mondiale sont nécessaires pour remédier aux excès du libéralisme économique) – l'essentiel en fait de ce que proposent les socialistes lorsqu'ils s'expriment à ce sujet – est directement issu de la tradition libérale ! De sa vocation à organiser les libertés dans un cadre collectif. Le libéralisme fournit les outils intellectuels permettant de domestiquer le monde d'aujourd'hui et de maîtriser son développement. Mais le libéralisme à gauche – et c'est en ce sens que le socialisme a une véritable mission : reprendre à son compte ces idées libérales – peut donner des perspectives d'action profondément enracinées dans ce désir que nous avons, nous, de permettre aux individus de s'émanciper. Ainsi la réflexion sur le travail, sur le caractère asservissant du travail – des millions de personnes ont un travail ne leur laissant aucune espèce d'initiative ou de responsabilité, un travail qui les amoindrit – débouche sur la volonté de trouver dans toute forme de travail une forme de responsabilité et d'initiative : c'est une réflexion totalement enracinée à gauche mais qui fait droit à une aspiration libérale véritable. Il en est de même pour l'insertion économique (économie solidaire, participation des employés à l'activité économique de l'entreprise, etc.) : ce serait faire droit à des idées libérales dans une perspective de gauche que d'accentuer délibérément ces avancées. Et enfin, pour nous, Républicains, une autre idée très importante consiste à achever, à accomplir le programme d'émancipation individuelle



du républicanisme. Qu'est-ce qu'émaner les individus ? C'est leur donner les atouts de leur développement, c'est-à-dire une éducation de qualité, des transports sûrs, des conditions d'existence décentes. Là encore, le libéralisme envisage cette œuvre de solidarité sous l'angle des moyens donnés aux individus. Mais c'est ensuite à eux qu'il revient de mettre en œuvre lesdits moyens.

Je suis très frappée par le fait que les conditions d'existence ont un impact immédiat sur l'accès aux biens publics. Selon l'endroit où l'on vit, les transports ne fonctionnent pas de la même façon, l'enseignement n'a pas la même qualité, la justice s'est transformée en abattage dans certains quartiers. Il y a là une réalité qui va vraiment à l'encontre de ce que sont le programme républicain et le programme socialiste, mais aussi à l'encontre du programme libéral, qui insiste sur le fait que, si chacun utilise sa liberté à sa guise, il y a une sorte d'obligation pour l'État social – pour sa stabilité et sa persistance – de fournir à chacun les atouts minimums d'un développement. Donc, là encore, la possibilité de donner à tous un égal accès aux biens publics pourrait être un élément fondateur de ce renouveau du socialisme par le libéralisme. Cette question d'un égal accès aux biens publics est fondamentale, elle l'est bien plus que de savoir si l'on privatise ou pas une partie d'EDF !

Donc ces deux grandes traditions – le libéralisme et le socialisme – partagent des aspirations tout à fait communes, qui peuvent être conceptuellement associées l'une à l'autre et qui se sont effectivement associées dans les faits et dans les textes à partir du XIX^e siècle. Il y a, dans leur rencontre et dans leurs convergences, un vivier d'idées et de renouvellement dont le parti socialiste, à mon avis, a grand besoin. Parce que si le parti socialiste français ne procède pas à ce renouvellement conceptuel – comme l'a fait à sa manière le travailisme anglais, comme l'a fait aussi la social-démocratie allemande –, un renouvellement qui impose de revoir ce qu'est l'action de l'État, de revoir ce qu'est l'universalité des protections sociales (les personnes ont besoin de protections beaucoup plus différenciées

aujourd'hui, en fonction de leurs conditions d'existence), si le socialisme ne s'engage pas dans ce travail de refondation, j'ai bien peur, malheureusement qu'il ne soit un mouvement intellectuellement à bout de course.

Discussion

Christiane Aizenfisz : Comment expliquez-vous le fait qu'il y ait une aussi forte poussée de l'extrême droite dans un pays aussi libéral que la Hollande ?

M. C-S. : Libéralisme et populisme ne vont pas nécessairement de pair ! La France est un parfait contre-exemple des Pays-Bas en la matière : pour le populisme, je vous renvoie à 2002, mais par contre nous n'avons pas, nous, de vraie tradition libérale. Cela dit, le populisme de Pim Fortuyn est quand même un peu particulier. Vous connaissez ses propos au sujet des immigrés ! Il en est de même pour Berlusconi, et ceux qui se disent habituellement libéraux en France : ils le sont tout à fait du point de vue économique mais infiniment moins s'agissant des modes de vie. Et ce n'est pas parce qu'on adopte un certain nombre de mesures de libéralisation qu'on est automatiquement libéral ! La législation sur l'avortement et un certain nombre de dépenalisations ont été historiquement à mettre au compte des mouvements libéraux. Mais beaucoup de ces mouvements se sont aussi interrogés sur les limites à ne pas franchir, et il me semble pour ma part que la réflexion sur les limites est aussi importante que la réflexion sur, si l'on peut dire, les licences.

Georges Wajs : Où se situe la ligne de démarcation entre le libéralisme et l'ultra libéralisme ? Ne pensez-vous pas que le capitalisme financier, en favorisant les profits à court terme, est dans la pure logique de l'ultra libéralisme, et que même, d'une certaine façon, il l'engendre ?

M. C-S. : Si ! Le capitalisme financier représente à mes yeux une véritable pathologie du libéralisme, qui compromet même les conditions de sa propre survie. Mais il est de plus en plus instable, porté par une surenchère des profits qui ne pourra pas durer très longtemps : il y a place pour des régulations d'un autre type. Si l'ultra libéralisme a pour ambition de se réguler tout seul, les libéraux « modérés » eux – pour lesquels je plaide ! – considèrent au contraire que le marché doit être régulé. Toute la question est de savoir si ces régulations doivent être extérieures au marché ou en phase avec lui. C'est là que se fait le clivage avec la tradition socialiste classique : les libéraux pensent que c'est aux acteurs de l'économie qu'il revient d'y procéder. Et définir ces nouveaux modes de régulation est vraiment l'enjeu intellectuel majeur aujourd'hui.

Élise Marienstras : Vous dites que le capitalisme financier est sur le point de tomber en décrépitude et qu'une brèche va s'ouvrir qui permettra de le réguler. Mais cette régulation, si elle doit avoir lieu, ne va-t-elle pas se faire dans le sens d'une amélioration du libéralisme économique, exactement comme ce fut le cas en 1929 ? Le libéralisme politique n'intéresse en aucune manière aujourd'hui les libéraux économiques (je parle du néo-libéralisme marchand américain, aujourd'hui

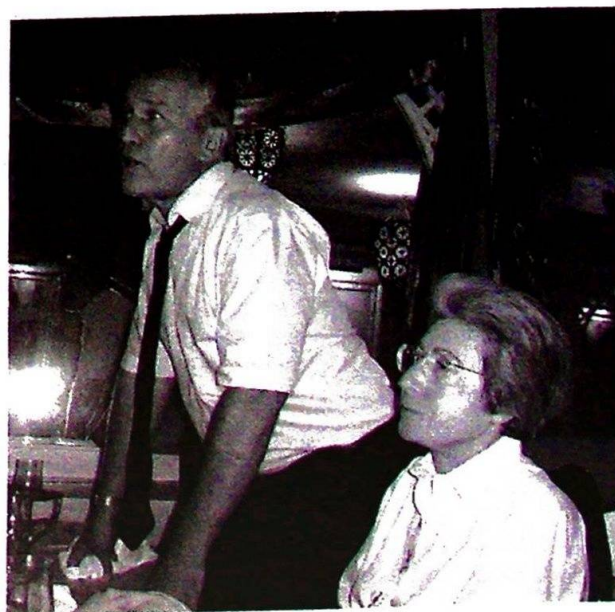


Photo Dorezo

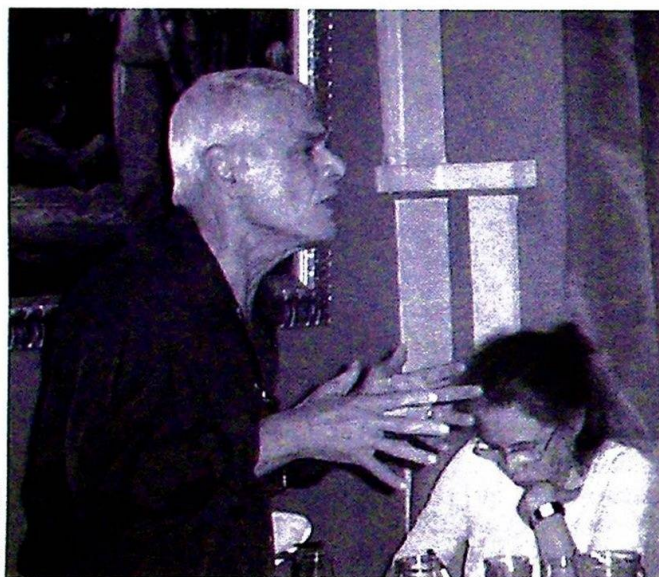


Photo Dorezo

dominant) et, aux États-Unis, les véritables opposants au libéralisme économique sont... les libéraux politiques ! Les deux acceptions du terme libéralisme sont contradictoires et non complémentaires ! Et reste la question essentielle de la résorption des inégalités, que vous ne semblez pas mettre au premier rang de vos préoccupations. D'abord les libertés, dites-vous, et ensuite, grâce à elles, on procurera une certaine ouverture des services publics à des gens qui n'y ont pas accès aujourd'hui. Mais étant donné la dominance écrasante, aujourd'hui, du libéralisme économique dans sa forme financière, je ne vois absolument pas comment cela est possible.

M. C-S. : Mais il n'y a aucune autre solution possible que le libéralisme économique ! La liberté avec des règles ! Nous ne pouvons plus sortir du libéralisme économique, sauf à revenir à l'administration de l'économie par l'État, c'est-à-dire la non-productivité et l'emprise d'un système de surveillance colossal sur les individus... Non, tout cela, c'est terminé ! Il s'agit seulement de dire quel système d'encadrement, quelles régulations, quelle gouvernance nous voulons. Le politique doit donner de grandes orientations économiques, établir un cadre de redistribution (parce que c'est ce qui donne un contenu concret à la solidarité) mais l'État, la puissance publique, le politique n'ont pas à

intervenir dans la vie économique. Comme le disait en substance Michel Rocard (sous la bannière de qui je me range sans ambiguïté) dans son fameux discours du Congrès de Nantes du Parti Socialiste, l'État n'est pas fait pour produire. Il fait beaucoup de choses très bien, mais produire, il le fait beaucoup plus mal que les acteurs privés et les entités économiques. Et si l'État administratif, universaliste, bureaucratique, encombré et peu efficace dans la

réalisation de ses objectifs concrets s'investit dans la vie économique, c'est une catastrophe pour tout le monde !

Philippe Lazar : Comment votre discours se distingue-t-il de celui d'un Claude Bébéar, qui refuse comme vous l'ultra libéralisme financier et qui propose à peu près ce que vous venez de nous dire : une régulation intelligente du marché par l'État, qui évite les excès de l'appropriation capitaliste des ressources financières². Reste-t-il une place à la Gauche et la Droite dans votre modèle ?

M. C-S. : La différence entre Bébéar et moi est que Bébéar n'est pas socialiste et que, pour moi, la liberté économique n'est pas une fin mais un moyen au service du développement individuel. Si la liberté économique m'intéresse c'est parce que je pense que le fait que, dans une société, des personnes, quelles qu'elles soient, puissent prendre des initiatives économiques renforce leur liberté. Mais à cette conviction j'associe la nécessité de garanties sur les atouts de formation. Comme le disait Proudhon dans un très beau passage des *Contradictions économiques*, le marché permet à chacun de déployer ses qualités et ses compétences, de fortifier son autonomie, mais donnons à tous les

² Claude Bébéar. *Ils vont tuer le capitalisme*. Plon, 2003.

moyens d'entrer sur un pied d'égalité dans le marché. Cela dit, il est vrai que les frontières des partis politiques ne recoupent pas exactement celles du débat d'idées et que nous avons de plus en plus de difficultés en France à distinguer la Droite modérée de la Gauche : il existe une sorte de zone moyenne où les politiques sont relativement interchangeables.

Maurice Mourier : Ce dont nous manquons le plus, par delà la faillite du socialisme marxiste, c'est d'une authentique pensée politique, d'une nouvelle *utopie* peut-être. Est-ce que, par la connaissance que vous avez vous-même du milieu politique, vous pouvez nous dire si ce type de problématique secoue quelque part, aujourd'hui, les futurs décideurs politiques, socialistes en particulier ?

M. C-S. : Un mot à propos du mot « utopie » d'abord. Proudhon, plus réaliste que Fourier, disait lui-même ne pas aimer les utopies, vouloir s'occuper de choses très concrètes – de l'organisation du monde du travail par exemple. Son socialisme était un socialisme d'idées, à l'époque où le socialisme était un tout petit parti et une immense idée. Maintenant, c'est un peu vrai, le socialisme est un immense parti et une toute petite idée... (*rires*). C'est évidemment à une vision de l'homme en société, à la même profondeur que Proudhon, qu'il faut essayer de revenir aujourd'hui. D'une certaine façon, on a eu un grand moment de réflexion grâce à la Deuxième Gauche, L'époque est mûre, maintenant, pour un nouvel approfondissement, fortement enraciné à gauche. Les idées que j'ai appelées libérales prônent l'autonomie de la personne et l'égalité dans les conditions de vie (d'où mon insistance à parler d'une liberté au service d'une quête d'égalité). Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une irréaliste égalité des ressources mais bien d'une égalité des chances d'accès à ces ressources.

Léa Wajs : Nous avons encore beaucoup à lutter contre une vision socialiste d'inspiration marxiste et une image corrélatrice de la toute-puissance de l'État. Comment peut-on passer de la



structure d'État telle qu'elle est organisée actuellement à une structure libérale, sinon utopique du moins proche de celle que vous prônez ?

M. C-S. : C'est en cours ! Le social-étatisme, c'est fini ! L'État a beaucoup évolué au cours des vingt dernières années. Quand il s'occupe de l'excellence de l'école, du bon fonctionnement de la justice, des transports, des biens publics... il est bien dans son rôle. Mais en quoi a-t-il à produire ? Il doit assurer l'émancipation des citoyens, la solidarité collective, la possibilité pour chacun de se poser en sujet autonome et la participation politique... Cela dit, si le processus de désétatisation de l'économie est en cours, c'est bien parce que l'État était embarrassé par sa gestion, incapable de l'assurer correctement. Il faut maintenant qu'on maîtrise un nouveau processus, qu'on fixe à l'État de façon positive des objectifs qu'il puisse assumer et qui correspondent à ce qu'en attendent les personnes.

Elio Cohen Boulakia : Ce que vous dites suppose une évolution considérable des mentalités. Le parti socialiste peut-il y contribuer ?

M. C-S. : Le décalage entre le discours politique et les besoins de la population est considérable. Une diversification des parcours professionnels et une culture de la liberté sont des exigences de plus en plus fortes. Un parti comme le PS semble hélas l'ignorer. C'est dû en bonne part à son recrutement sociologique : beaucoup de ses militants sont des fonctionnaires, qui ne sont donc pas soumis à cette mobilité professionnelle que j'évoquais. Peut-il, dans ces conditions, être un relais des mutations sociologiques en cours ? Il serait en tout cas impératif pour lui qu'il le devienne ou le redevienne !

André Ulmann : Toutes les entreprises fonctionnent sous la protection de réglementations établies par les États : la notion de libéralisme économique n'est-elle pas dès lors en bonne partie illusoire ?

M. C-S. : Le socialisme au pouvoir, pendant les cinq ans du gouvernement

Jospin, a procédé dans le domaine économique d'une façon fortement marquée par le libéralisme (il n'y a jamais eu autant de privatisations que pendant cette période !). Le problème des socialistes n'est pas tellement qu'ils aient fait tout cela – ils ont eu raison de le faire, et la Droite aurait fait de même – mais qu'ils ne l'assument pas ! Le décalage entre le discours et la pratique – un vieux problème chez les socialistes ! – est l'une des tares qui les plombent. Le renouveau n'est pas tant dans les pratiques gouvernementales – il y a en fait peu de degrés de liberté en la matière – mais plutôt du côté du discours qui va les accompagner et du fait d'assumer le discours de libéralisation en tant que discours de gauche. Ce n'est qu'à ce prix que les socialistes seront électoralement crédibles.

Dominique Trotoux : Plus de liberté pour les plus forts n'est pas nécessairement une garantie d'égalité des chances...

M. C-S. : On assiste en effet à un développement très inquiétant de la puissance des multinationales qui, pour certaines, le disputent à celle de nombre d'États. Mais comment lutter efficacement contre ? Appliquer sévèrement les lois et lutter contre la corruption, voilà encore une idée-force du libéralisme ! Quant à l'État, il doit, lui, intervenir dans son rôle : agir sur les bassins d'emploi et contre le chômage, notamment en offrant de nouveaux atouts de formation à ceux qui perdent leur emploi.

Bernard Lévy : Pourquoi les pays à dominante capitaliste ont-ils parfois de très mauvaises réglementations (les transports aériens ou ferroviaires aux États-Unis par exemple) ? Pourquoi, à l'inverse, des pays comme les États-Unis ou le Japon semblent-ils avoir bien mieux compris que nous l'importance de la recherche scientifique ?

M. C-S. : On ne peut répondre de façon générale à votre première question : les chemins de fer marchent incontestablement mieux ici que là-bas, mais ce n'est pas vrai pour le réseau aérien ! S'agissant de la recherche, cela montre bien que les libéraux s'intéressent à l'avenir, et pas seulement au court terme !

Étienne Brunswic : Vous nous proposez finalement un État garant, pourquoi pas ? Mais pourquoi garder le terme même de « libéralisme » qui passe mal ? Et comment transposer votre message dans un programme politique ?

M. C-S. : Le terme libéralisme est très beau mais il est fatal à qui l'emploie ! Dans le livre, je parle plutôt de *socialisme des libertés*, et c'est cela qui exprime au fond le mieux ce que je propose. D'un autre côté, j'y reviens régulièrement car pourquoi renoncer à cette très belle filiation historique et l'abandonner à la seule Droite ? Mais, contrairement à la Droite, la Gauche libérale plaide pour la prise en compte explicite des finalités sociales dans les modèles de croissance. Et cela ne se limite nullement à la France. La question de la protection de la planète et celle de la solidarité avec les pays du Tiers-Monde sont, elles aussi, essentielles. Et l'Europe est sans doute désormais le meilleur vecteur de notre action à venir, tant en termes d'équilibre que de développement harmonieux du monde. ■

Propos retranscrits par Ph. Lazar



Photo Dorzo



Dans le cadre de l'Union Européenne, il faut s'intéresser aux voisins. Il existe à Bruxelles deux associations juives laïques. Diasporiques donne la parole aujourd'hui à l'UPJB :

L'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB)

En 1939, des Juifs antifascistes réfugiés à Bruxelles y créent une organisation d'entraide et de vigilance : « Solidarité juive », qui dès 1940 participe à la Résistance active contre l'occupant nazi et organise notamment, avec le concours de patriotes belges, le sauvetage d'enfants juifs. À la Libération, elle crée une structure d'aide aux victimes de la guerre, et particulièrement aux enfants. Soixante et quelques années plus tard, Solidarité juive, devenue en 1969 « Union des Progressistes Juifs de Belgique » (UPJB), poursuit toujours ses activités, quoique sous d'autres formes.

L'UPJB est aujourd'hui tout à la fois une organisation militante extrêmement présente dans le monde associatif belge et une association culturelle laïque qui compte, outre son noyau adulte, un club seniors « club Shalom Aleichem » et un mouvement de Jeunesse « UPJB-Jeunes ». Elle publie également un mensuel, *Points Critiques*, le mensuel, qui contient à la fois l'agenda et la présentation de ses activités et des articles en prise directe avec l'actualité, ainsi qu'un semestriel, *Points Critiques*, qui est une revue de réflexion et de dossiers.

Nos activités sont des plus diverses : conférences, débats, expositions, soirées récréatives, théâtre, café-théâtre, balades-découvertes, visites de villes et de musées.

Une organisation juive

L'un de nos objectifs majeurs est la promotion d'un judaïsme contemporain laïque, progressiste et diasporiste... Chaque fois que nous sommes amenés à expliquer le pourquoi de tel ou tel de nos engagements, c'est en effet par référence à notre sensibilité indissociable de Juifs et de progressistes que nous le faisons, par référence notamment à l'héritage que nous ont légué les fondateurs de notre organisation. Les mouvements associatifs aux côtés desquels nous avons l'habitude de nous retrouver y sont d'ailleurs extrêmement sensibles. Il est important pour eux, comme pour nous, que nous nous profilions en qualité d'organisation qui revendique résolument son identité juive mais n'en est pas moins étroitement concernée par les choix de société qui se posent à l'ensemble de la Cité.

En revanche, là où nous ne sommes vraiment pas très avancés, c'est sur l'épineuse question de la transmission. En d'autres termes, comment faire en sorte que nous ne soyons pas les derniers diasporistes juifs progressistes et laïques ?

Pour ce qui nous concerne, jeunes et moins jeunes adultes, les choses ont en effet été, et demeurent, relativement simples. Car, ainsi que l'écrivait Richard Marienstras¹, nous

sommes quasi tous encore « *par le souvenir ou le contact, en relation directe avec nos parents ou grands-parents, lesquels étaient ce que l'on peut appeler des Juifs "à définition forte" soit par le biais de la pratique religieuse, soit par le biais de la connaissance de la culture yiddish, soit de toute autre manière d'ailleurs* ».

La pérennité de notre organisation dépend donc essentiellement de ce que nous serons à même de transmettre aux jeunes que l'on nous confie. Car, poursuivait encore Marienstras, « *il est nécessaire, si l'idée d'un judaïsme laïque doit se perpétuer, qu'une éducation portant sur l'histoire, la culture, la littérature, et la religion juives en tant que connaissance (et non pas nécessairement en tant que pratique) soit dispensée aux générations nouvelles. Faute de quoi, des Juifs qui seraient laïques sans aucune référence juive s'assimileraient, tout simplement, et perdraient leur identité* ». À cette problématique de la transmission, il faut bien reconnaître que, faute de repères et sans doute aussi de savoir-faire, nous n'avons pas encore trouvé les bonnes réponses, loin s'en faut. Nous comptons beaucoup sur la collaboration et la réflexion communes que nous allons entamer avec le Cercle Gaston-Crémieux pour nous y aider.

Il est un autre débat qui agite aujourd'hui fortement le judaïsme belge, et qui est essentiel pour son avenir, c'est celui de l'utilisation des biens volés aux Juifs durant les années noires de l'Occupation. Le 19 juillet 2001, la *Commission d'étude sur le sort des biens des membres de la Communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945*, a rendu public son rapport final. Ce rapport a conduit à la création d'un fonds budgétaire destiné à indemniser les ayants droit. Les biens en déshérence, qui constituent l'essentiel, seront pour leur part versés à une Fondation dont la création sera assurée par la Communauté juive de Belgique et qui sera gérée par elle en étroite collaboration avec l'État. Les discussions vont bon train sur l'objet de cette Fondation dont la création même peut, dans une certaine mesure, être assimilée à une reconnaissance par l'État belge du tort historique causé à la communauté juive du pays, un tort assumé pour la première fois par l'ensemble de la collectivité : la Fondation sera en effet alimentée par des fonds qui, légalement, comme tout bien en déshérence, reviennent à l'État.

Il reste à connaître les objectifs qui seront assignés à cette Fondation ainsi que la manière dont elle sera gérée. Nous

¹ Et demain, quelle laïcité ? *Panoramiques*, n°7, 1992, « Juifs laïques – du religieux vers le culturel ».



ne pouvons nous empêcher d'être inquiets de la volonté affichée par certains représentants de la communauté de destiner la majeure partie des fonds disponibles annuellement au fonctionnement des seules organisations. Il ne nous semble pas que ce soit là le rôle prioritaire de la Fondation. Ce serait en effet oublier que les institutions actuelles ne reflètent que partiellement les communautés d'avant le judéocide et surtout, que la « communauté » ne se réduit pas à des institutions qui ne rendent pas compte de sa diversité et de ses multiples capacités créatrices. Une telle répartition assècherait rapidement la possibilité d'interroger le processus de reconstruction de la communauté et renforcerait également le projet politico-culturel mis sur pied depuis la Libération, un projet qui a largement négligé les cultures juives de Diaspora.

Nous pensons au contraire que cette Fondation devra impérativement orienter son action autour du soutien à une culture juive ouverte et pluraliste qui passe, notamment, par la promotion des langues juives, le développement des Études juives et des institutions patrimoniales telles que les musées ; autour, également, du soutien au développement des services sociaux. Elle devrait évidemment prendre en charge les aspects politiques et pédagogiques de la problématique de la mémoire du génocide et apporter sa contribution aux développements des aspects multiculturels de la société belge.

Et une organisation citoyenne

Revenons-en à nous en tant qu'organisation citoyenne militante... Notre soutien va à tous les mouvements qui, en Belgique et à l'étranger, luttent pour la paix et le respect des droits de l'homme.

En ce qui concerne notre implication dans la vie publique, nous sommes surtout sensibles à la défense de la démocratie, aux problèmes du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, ainsi qu'à toute forme de stigmatisation et d'exclusion pour cause d'appartenance politique, religieuse ou ethnique.

Notre action nous porte à soutenir toute initiative concourant au respect des droits des minorités. Nous sommes également très attentifs au danger de la résurgence de thèses fascistes et, en particulier, aux menaces que font peser sur la démocratie les thèses négationnistes de l'histoire. Depuis 1998, nous apportons notre soutien et, dans la mesure de nos moyens financiers, une aide aux demandeurs d'asile sans papiers et nous luttons activement contre les expulsions collectives et forcées, telle celle de 74 Tsiganes en 1999 et celles, conjointes, annoncées tout récemment par les ministres de l'Intérieur français et belge.

En ce qui concerne nos rapports avec le reste de la Communauté juive de Belgique, ce que l'on peut en dire est qu'ils sont pour le moins tendus. En cause, nos positions nettement affirmées de longue date et régulièrement réitérées en faveur d'un règlement juste du conflit israélo-palestinien fondé sur la co-existence de deux États souverains et viables dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem comme capitale commune, et sur une solution négociée, dans le respect et la justice pour les deux parties, de la dramatique question des réfugiés. En cause aussi, notre dénonciation radicale de la politique israélienne à l'encontre du peuple palestinien, et de la mollesse de la gauche institutionnelle, notre sympathie agissante allant plutôt vers les organisations de la gauche alternative telles Gush Shalom, Yesh Gvul, la Coalition des femmes pour la paix...

Nous devons préciser que nous ne faisons pas partie du Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique (CCOJB), l'équivalent du CRIF, parce que nous ne pouvons adhérer à l'un des postulats de sa charte qui affirme qu'Israël est le centre spirituel du peuple juif.

Si nous sommes impliqués de façon aussi active dans la question israélo-palestinienne, c'est parce que l'on nous y implique. En effet, dès lors que les gouvernements israéliens prétendent que ce qu'ils font ils le font au nom du peuple juif, et qu'ils réussissent apparemment à le faire croire au monde, relayés en cela par les dirigeants communautaires de la Diaspora, nous ne pouvons que mettre toute notre énergie dans l'émergence d'une autre voix juive défendant d'autres valeurs.

C'est dans ce contexte que nous constatons avec consternation l'hystérie qui s'est emparée d'une partie de la communauté juive dans la Diaspora et qui la conduit à accepter l'acceptable. C'est contre cette hystérie que nous nous élevons, et aussi contre le chantage constant à l'antisémitisme. Car, s'il est vrai que nous assistons, depuis le début de la seconde Intifada, à une recrudescence d'actes antisémites, actes que nous dénonçons avec la plus grande énergie, nous refusons d'accepter que la moindre critique de la politique israélienne soit aussitôt assimilée à de l'antisémitisme.

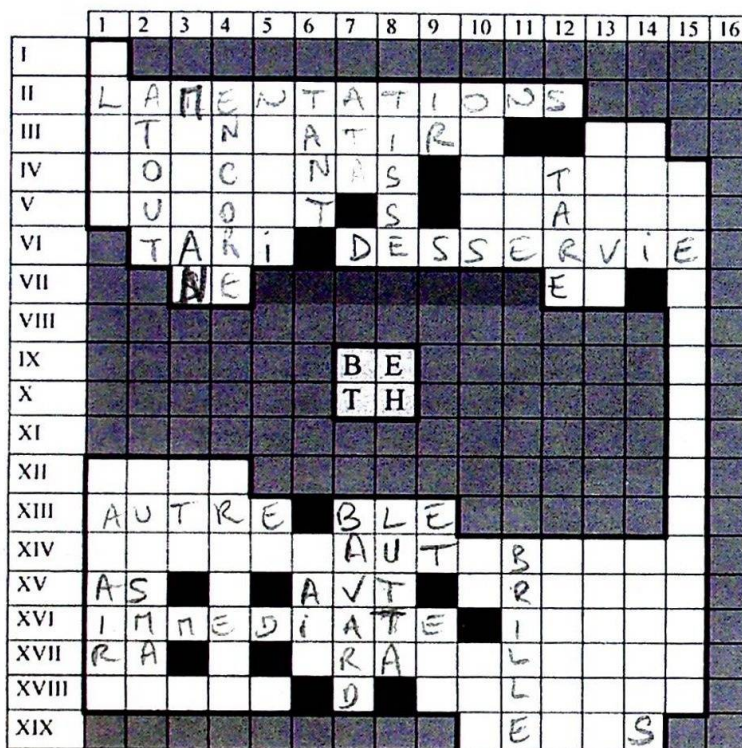
Pour terminer, un grand merci à *Diasporiques* de nous avoir ouvert ses colonnes pour nous présenter à ses lecteurs. ■



Une séance de travail entre l'UPJB et le Cercle Gaston-Crémieux



Mots Béthés Philippe Lazar



Horizontalement

- II – Pleurs à l'ouest
III – Quel était celui du Juif errant ? Club à hauts et plus encore à bas
IV – N'ont rien de virtuels. Échanger de manière chouette
V – Trois quarts de voitures accidentés. N'appelle pas approfondissement
VI – À sec. Atteinte par des transports
VII – Apparu. Deux de retrouvées pour Perec
XII – Canton suisse
XIII – Faut-il en avoir peur ? Proche parent de l'oseille
XIV – A plus mauvaise presse en France qu'aux USA
XV – Victorieux des rois. Retournement de taxe. On y raconte des histoires naturelles
XVI – Qui ne saurait être remise au lendemain. À l'origine de l'œuf et de la poule
XVII – Pharaon le respectait plus que les Juifs. Habite une grande île française
XVIII – Extraite de son générateur. Plus tendre qu'un agneau
XIX – Déesse qui enchantait le Che

Verticalement

- 1 – Associée pour toujours aux merveilles. Celui de Dieu porte tiare
2 – Maîtresse carte. Tapa si fort sur la tête qu'il vola lui-même en éclats
3 – Dix petits machistes. Gros insecte vrombissant
4 – Bis anglais. Seront éternellement rôties
5 – Argument frappant d'extrême droite. Bougé
6 – Encore plus. Optimiste de la raison
7 – Pour en faire autant, il faudrait *u,t,n*. Intarissable
8 – Mêlé systématiquement les fils. Défendit sa cause
9 – Colère ancienne qui a tourné court. Agent de liaison. Lieu d'entraînement pour le Paris-Strasbourg-Paris
10 – Il faut les casser pour les utiliser. Le matin outre-manche et outre-atlantique. Lien entre cadres
11 – Pas toujours approuvée. Réussit de façon super
12 – Autre été. Entourer d'une gaine protectrice
13 – Réserve d'huile méditerranéenne. Vraiment hors d'âge
14 – Suivi d'un mélo. Radicalement transformées
15 – Nouvelle tentative de fécondation.

Horizontalement : II – Lamentations, III – Tir, IV – OC NAS, V – UOT S, VI – TARI DESSERVIE, VII – NE, IX – BE, X – TH, XIII – AUTRE BLE, XIV – AUT B, XV – AS AVT R, XVI – IMMEDIATE, XVII – RA RA L, XVIII – D L, XIX – E S.
Verticalement : 1 – Alice, Vicaire, 2 – Atout, Asosmam (ASSOMMA), 3 – Minian, ULM, 4 – Encore, Darnées, 5 – Nervi, Mu, 6 – Très, Naif, 7 – Aat (Auat), Bavard, 8 – Trisse, Lutta, 9 – Ir (IRE), Et, ENA, 10 – Oeufs, AM, CGC, 11 – Lue, Rupine, 12 – Utre (aUTRE), Isolier, 13 – Olive, Sênile, 14 – Méli, Mutées, 15 – Réensemencement.

Antisémitisme : essence ou ignorance ?

Ce qu'on appelle le hasard est-il un élément irréductible du fonctionnement de l'univers, comme le pensait le physicien Niels Bohr au début du xx^e siècle, ou, comme le prétendait Einstein, le simple reflet de notre ignorance, sa part ayant dès lors vocation de s'amenuiser au fil du temps, au fur et à mesure que progressent les connaissances ?

Essence ou ignorance ? On peut se poser des questions analogues à propos du racisme et, en particulier, de l'antisémitisme. Ils reposent, pour l'essentiel, sur un socle historique, social et culturel de préjugés totalement infondés – et donc d'ignorance. Et, on le sait, ces préjugés ont la vie dure. Quiconque leur a été confronté sait à quel point ils sont enracinés, et qu'une argumentation, si serrée soit-elle, sur leur absence de fondements ne les fragilise en aucune manière dans l'esprit de ceux qui les véhiculent. On n'est pas là, il est vrai, dans le domaine de la raison mais bien dans celui de la passion délétère. Doit-on pour autant s'arrêter à ce constat ? Ne doit-on pas faire effort pour extirper le mal en affrontant aussi et directement ses causes « réelles », s'il en est ? Peut-on tenter de définir une essence des causes du racisme ou de l'antisémitisme ?

Partons d'un simple constat : aux peuples victimes d'agressions racistes ou antisémites sont effectivement associées des spécificités qu'eux-mêmes revendiquent comme partie intégrante de leur être collectif, donc d'une certaine façon irréductibles. Ainsi une part du peuple juif ne prétend-elle pas que celui-ci serait l'*élu de Dieu* ? Les

conditions de vie (et parfois de survie) en diaspora et/ou au Proche-Orient n'ont-elles pas induit chez les Juifs des comportements susceptibles d'être considérés comme « arrogants » ? On se souvient à ce propos de la célèbre apostrophe du Général de Gaulle à un peuple « d'élite, dominateur et sûr de lui » (et du non moins célèbre dessin en réponse de Tim : un Juif posant, *dominateur et sûr de lui*, un pied sur le fil de fer barbelé d'un camp de la mort...) ; on pourrait actualiser le trait en évoquant les réactions pour le moins excessives de certains intellectuels juifs vis-à-vis de la situation au Proche-Orient. Quant à la circoncision, si elle n'a rien d'une opération mutilante, elle n'en est pas moins un acte largement répandu de différenciation « objective » des jeunes Juifs (et autres Sémites), dont on ne saurait ignorer l'existence.

On voit bien, sur ces quelques exemples, comment peut s'insérer le racisme – et en l'occurrence l'antisémitisme : en prenant appui non point directement sur les traits culturels en question (qui ont une certaine réalité), mais bien sur une interprétation fantasmagorique de leur portée réelle et, plus fondamentalement, sur le refus de reconnaître à l'autre le droit de pouvoir disposer librement de quelque spécificité que soit. Ce qui est *essentiel* n'est pas la « cause » première (l'existence d'une différence) mais bien l'appréciation de son importance réelle et le jugement de valeur que l'on porte sur elle. Et l'on retombe sur l'ignorance et l'arrogance (celle-ci cette fois parfaitement authentique) : celles du raciste et de l'antisémite ! ■

Edmond Kahn

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez (rubrique artistique), Dorothee Rousset, Dominique Sewane, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus E. Brunswic, R. Marienstras, F. Spira, M. Kis, G. Wajs.

Correspondants : aux États-Unis : Nelly Furman ; pour la Bosnie, l'Afghanistan et ailleurs : Carol Mann ; pour l'Autriche : Johannes Gielge ; à Jérusalem : Claude Rosenkovitch. Délégué à la Galicie septentrionale : Henri Sobowiec. Veille en Hongrie : Martine Kis. Veille en Roumanie : Harry Carasso.

Délégués régionaux : Alsace, Muriel Klein ; Toulouse, Jean-Marc Izrine ; Grenoble, Samuel Ghiles Meilhac.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.* **Mise en page** : Jean-François Lévy. **Illustrations** : Nathaniel Baruch. **Relations extérieures** : tout le monde ! **Travaux graphiques** : Benjamin Lévy. **Corrections** : Antoinette Weil.

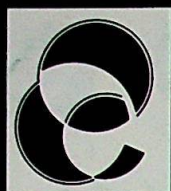
Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas (07). N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par *Diasporiques* engagent seulement la responsabilité de leurs signataires.

Notre sites Web : www.diasporiques.org

Conditions d'abonnement : prix au numéro : 5,5 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros.

Abonnement de soutien : 30 euros ou plus. Pour s'abonner, envoyez nom, adresse et chèque à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : Antoinette Weil, 10 avenue du Château de Soullins, 91800 Brunoy.



Un cercle juif de gauche, laïque et diasporiste

Le Cercle Gaston Crémieux, du nom d'un communard marseillais fusillé en 1871, a été créé en 1967 par un groupe d'intellectuels de gauche : J. Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Cl. Lanzmann, Ph. Lazar, J. Lebar, R. Marienstras, L. Poliakov, O. Rosowsky, R. Thalmann, P. Vidal-Naquet et R. Visocékas. Il regroupe des Juifs progressistes désireux d'affirmer la légitimité d'une identité juive, individuelle ou collective, en dehors de la synagogue et du sionisme, ainsi que des non-Juifs.

Les communautés diasporiques juives, aujourd'hui amputées de celles qui ont été anéanties par le génocide, sont héritières d'un mode d'existence original et exemplaire, où s'est déposé le meilleur de la tradition universaliste des Juifs. Comme toute autre collectivité culturelle, ethnique ou nationale, elles doivent être aidées, moralement et matériellement, à préserver leurs valeurs spécifiques ou à les redécouvrir, afin d'être mieux en mesure, comme le souligne l'Unesco, de *contribuer à enrichir la culture de l'humanité*.

L'attachement à des cultures ou à des regroupements divers ne doit pas pour autant devenir une contrainte ou un enfermement pour les individus. Leur citoyenneté républicaine ne doit pas être obérée par leurs attaches particulières ; la liberté du choix des appartenances doit être entière et ne peut être confisquée par aucune instance prétendument représentative.

Fidèle à ses engagements à gauche, le Cercle Gaston-Crémieux se range aux côtés de toutes les causes humanistes et sociales et œuvre, par ses interventions publiques et par ses écrits, pour que la vie publique française reste ancrée dans une démocratie authentique, pluraliste et laïque.

Soucieux de diffuser ses idées, le Cercle, dès sa création, a publié des *Cahiers* – une dizaine au cours de ses premières années d'existence. Mais il est assez vite apparu qu'il n'existait dans la presse juive aucune revue reflétant sa sensibilité diasporiste, de gauche et laïque, ni son intérêt pour les problèmes politiques et culturels relatifs aux minorités et aux diverses diasporas autre que la diaspora juive. *Diasporiques* est né de ce constat.

Les activités du Cercle

Une activité régulière et productive

L'Assemblée générale statutaire du Cercle Gaston-Crémieux, qui s'est tenue le 11 décembre 2003, a approuvé le rapport moral et le rapport financier du Cercle. Cinq réunions ou dîners-débats ont permis d'accueillir cette année Paul Thibaud (« L'éthique de la mondialité ») ; Ahmed Djebbar (« À l'écoute des musulmans de culture laïque ») ; Michel Morineau (« L'actualité de la loi de 1905 ») ; Monique Canto-Sperber (autour de son livre *Les règles de la liberté*) et Rachel Ertel (autour de son livre *Brasier de mots*). Toutes des réunions ont donné lieu ou donneront lieu à compte-rendu dans *Diasporiques*. Un groupe de réflexion sur la Gauche s'est constitué et s'est réuni neuf fois. Deux ateliers ont permis d'approfondir notre vision de la laïcité (il en a été rendu compte dans les numéros 26 et 27 de *Diasporiques*) et de jeter les bases des futurs ateliers, dont l'annonce préliminaire figure ci-dessous. L'année 2004 devrait voir naître un réseau européen d'associations idéologiquement proches des nôtres : il est grand temps de réaffirmer la pleine légitimité d'une existence juive laïque et diasporique, dans l'esprit du Manifeste publié par *Diasporiques* dans son n° 26 : « Pour la reconnaissance des faits culturels et communautaires comme relevant de la sphère publique ».

Le pacte de Genève ou l'optimisme de la volonté

Le Cercle Gaston-Crémieux, cercle juif diasporique, laïque et de gauche, salue les courageuses initiatives israélo-palestiniennes qui se multiplient en faveur d'une paix durable et juste entre les deux États – l'État d'Israël et l'État palestinien – qui ont vocation à coexister pacifiquement. Succédant à la plate-forme Ayalon-Nusseibeh, le plan Beilin-Rabbo qui doit être signé à Genève constitue une avancée idéologiquement décisive, dans la mesure où il ose s'attaquer aux affrontements dogmatiques qui ont jusqu'à présent bloqué de part et d'autre toute possibilité de paix, au premier rang desquels l'affirmation du « droit au retour » de principe des Palestiniens en Israël et celle, de principe aussi, de la souveraineté israélienne sur le Mont du Temple. La violence des réactions que suscite la simple annonce de ce plan témoigne à la fois de sa justesse et de la difficulté extrême de l'entreprise. Raison de plus pour lui apporter un soutien sans partage.

Ce communiqué de presse a notamment été reproduit intégralement par le journal protestant Réforme dans son édition du 13 novembre 2003.

Les ateliers de réflexion

Le Cercle organisera deux ateliers de réflexion au cours du premier semestre 2004. Ils auront lieu près de Paris, le dimanche, de 10h à 17h. Le premier portera sur « Le concept de vie juive diasporique » (le 8 février) et le second sur « L'évolution de la Diaspora juive européenne » (le 9 mai). Ces ateliers sont ouverts sur simple demande d'inscription, la seule limitation (mais c'est une vraie limitation !) étant le nombre de places disponibles. Les personnes intéressées sont priées de se faire connaître le plus rapidement possible par courrier au secrétaire du Cercle, J. Burko.

Pour tout renseignement sur le Cercle Gaston-Crémieux et sur son fonctionnement, ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à son secrétaire Jacques Burko, 56 rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris, courriel : jbburko@wanadoo.fr

Le site Web du Cercle : www.cercle-gaston-cremieux.org

Georges Wajs

69, Av. Danielle Casanova

94 200 Ivry sur Seine